

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**CRISE IDENTITAIRE AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ OÛÏGOURS
DE LA RÉGION AUTONOME DU XINJIANG**

**MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE**

**PAR
MARIE-LOU GRÉGOIRE-BLAIS**

DÉCEMBRE 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

Remerciements

En préambule à ce mémoire, je tiens à remercier principalement Monsieur André Laliberté, professeur au département de science politique et mon directeur de mémoire, pour sa grande clarté intellectuelle, ses conseils avisés, sa patience, sa ténacité et ses appuis constants à l'achèvement d'un travail commencé il y a longtemps.

Je désire remercier avec cœur ma mère Pierrette Grégoire et ma grande amie Carole Simard pour leur aide, leurs conseils et appuis indéfectibles.

Un remerciement tout particulier à l'amour de ma vie, Christophe Lavigne, qui m'a soutenue constamment pendant la confection de ce mémoire, avec courage, force et humour.

Et un merci tout spécial à Monsieur Albert Legault, professeur au département de science politique, qui m'a encouragé à persister dans ma quête.

Table des matières

<i>Liste des acronymes et expressions chinoises</i>	v
<i>Résumé</i>	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I - NATIONS ET NATIONALISMES	10
1.1 THÈSE PRIMORDIALISTE	11
1.1.1 <i>Approche culturaliste</i>	12
1.1.2 <i>Primordialisme « classique »</i>	15
1.2 THÈSE MODERNISTE	18
1.3 LE NATIONALISME COMPRIS COMME DIFFUSION OU CONSTRUCTION IDÉOLOGIQUE	24
CHAPITRE II - UN PEUPLE AUX IDENTITÉS MULTIPLES	28
2.1 OCCUPATION ET ANNEXION DES TERRITOIRES DE LA RÉGION DU XINJIANG	30
2.2 PRÉMISSES D'UN NATIONALISME TURC AU XINJIANG ?	33
2.2.1 <i>Formation de la première république du Turkestan oriental</i>	35
2.2.2 <i>Deuxième république du Turkestan oriental</i>	39
CHAPITRE III - LES CAUSES PROFONDES DU « MALAISE OUÏGOUR »	47
3.1 LA RÉGION « AUTONOME » OUÏGOURS DU XINJIANG	48
3.1.1 <i>Protection des droits et intérêts légitimes des minorités</i>	50
3.2 CRISTALLISATION DE L'IDENTITÉ OUÏGOURS	53
3.2.1 <i>« Génocide démographique » et inégalités socioéconomiques</i>	55
3.2.2 <i>Formation des nouvelles Républiques d'Asie centrale</i>	60
3.2.3 <i>« Frapper Fort, pression maximale »</i>	62
3.2.4 <i>Les attentats du 11 septembre 2001</i>	64
CHAPITRE IV - ARTICULATIONS DU NATIONALISME OUÏGOURS	67
4.1 « IDENTITÉS D'OASIS »	69
4.1.1 <i>Géographie : divisions territoriales</i>	69
4.1.2 <i>Appartenances sociales</i>	70
4.1.3 <i>Relations interethniques</i>	72

4.2	RÉACTIONS DE LA COMMUNAUTÉ OUIGOURS.....	74
4.2.1	<i>Les assimilationnistes</i>	75
4.2.2	<i>Les nationalistes</i>	76
4.2.3	<i>Les autonomistes</i>	85
	CONCLUSION.....	88
	BIBLIOGRAPHIE.....	91

Liste des acronymes et expressions chinoises

APL	Armée populaire de libération
<i>Bingtuan</i>	Fermes d'État - Voir CPCX
CPCX	Corps de production et de construction du Xinjiang
ETIC	East Turkestan Information Center - Centre d'information du Turkestan oriental
ETIM	East Turkestan Islamic Movement - Mouvement islamique du Turkestan oriental
ETLO	East Turkestan Liberation Organization - Organisation de libération du Turkestan oriental
GMD	Guomindang – Parti nationaliste de Chiang Kaishek défait en 1949
HIT	Hizb at-Tahrir al-Islami – Parti islamique de libération
<i>Laogai</i>	Camps de travail forcé
MIO	Islamic Movement of Uzbekistan - Mouvement islamique de l'Ouzbékistan
<i>Minzu</i>	Catégorisation officielle des nationalités ethniques de la RPC qui veut à la fois dire peuple (<i>renmin</i>), nation, nationalité et groupe ethnique, sans différenciation, en mandarin. Comprend 56 groupes, incluant les chinois Han et les Ouïgours.
PCC	Parti communiste chinois
RAOX	Région autonome ouïgoure du Xinjiang
RFA	Radio Free Asia
RPC	République populaire de Chine
RTO	République du Turkestan oriental
SCO	Shanghai Cooperation Organization - Organisation de coopération de Shanghai
UAA	Uyghur American Association - Association américaine des Ouïgours
ULO	Xinjiang Liberation Organization/Uyghur Liberation Organization - Organisation pour la libération du Xinjiang/organisation pour la libération des Ouïgours
UNPO	Organisation des peuples et des nations non représentés - Unrepresented Nations and People's Organization
URFET	United Revolutionary Front of Eastern Turkestan - Front révolutionnaire uni du Turkestan oriental
WUC	World Uyghur Congress - Congrès mondial des Ouïgours
WUYC	World Uyghur Youth Congress - Congrès mondial de la jeunesse ouïgoure

Résumé

Les Ouïgours, une minorité turcophone musulmane peuplant majoritairement la région autonome du Xinjiang en Chine, mènent des luttes politiques depuis le début des années 90, pour l'obtention d'une autonomie réelle afin qu'il y ait reconnaissance de leurs spécificités culturelles, religieuses et ethniques. Persuadées que les volontés nationalistes de la communauté ouïgoure provenaient de ses caractéristiques identitaires musulmanes et turcophones, les autorités chinoises ont qualifié officiellement les groupes ouïgours d'extrémistes religieux, de terroristes et de séparatistes, sans faire aucune distinction entre ces « trois démons » et ont engagé des politiques fortement répressives contre cette minorité.

Formant à l'origine des populations identifiées en référence aux oasis d'où ils sont originaires, les populations ouïgoures ont progressivement dépassé ce localisme identitaire pour marquer leur appartenance - en dissociation avec la majorité chinoise Han - à une collectivité turcophone musulmane officiellement identifiée aux « Ouïgours ». Les interactions multiples des forces internes et externes, incluant l'ouverture au monde musulman sous le règne de Deng Xiaoping et la dislocation de l'Union soviétique, ont contribué à la cristallisation de l'identité ouïgoure sur ses traits turcophones et musulmans, dans un contexte de privations politiques et économiques, et de séquestrations culturelles systématiques de la communauté.

Compte tenu du fait de l'identité fluide et imprécise de la minorité turcophone musulmane, le nationalisme ouïgour n'est pas le fruit d'un sentiment national homogène au sein de la population du Xinjiang et de l'étranger (les Ouïgours constituent une diaspora en Asie centrale, en Amérique du Nord et en Europe), mais plutôt une idéologie principalement défendue par des groupes revendiquant des caractéristiques distinctes de l'identité ouïgoure. Mais au-delà de cette constatation, la principale préoccupation des organisations politiques ouïgoures établies principalement à l'étranger est d'assurer à leur peuple un respect intégral de ses droits et libertés, la remise en liberté des centaines de prisonniers politiques arbitrairement emprisonnés et le droit à des opportunités équivalentes à celles de la majorité chinoise Han pour son développement socio-économique.

Mots clés : nationalisme religieux, nationalisme ethnique ; nationalisme civique ; identité ; minorité nationale.

Introduction

La capture par les forces américaines de 22 militants ouïgours ayant combattu aux côtés des talibans en Afghanistan en décembre 2001 a mis en lumière une situation bien particulière, dans une région du monde jusqu'alors à peu près méconnue : celle vécue par la minorité turcophone musulmane ouïgoure du Xinjiang, région autonome située au nord-ouest de la République populaire de Chine (RPC). Loin de se définir comme partie intégrante de la population chinoise, cette minorité aux identités multiples¹ mène des luttes politiques depuis le début des années 90 pour l'obtention d'une autonomie réelle dans la région du Xinjiang², afin qu'il y ait reconnaissance de leur spécificité culturelle, religieuse et ethnique. Le statut de région autonome octroyé par le gouvernement central chinois doit accorder, en théorie, une autonomie aux entités territoriales ainsi désignées, mais la réalité s'avère toute autre. Le parti communiste de la région du Xinjiang étant dominé par la majorité Han (92 % de la population totale de la Chine), les habitants ouïgours, ainsi que les autres minorités de la région, n'ont de contrôle réel ni sur leur territoire, ni sur leur destin politique.

Pendant les années 90, nous assistons à une forte croissance des mouvements d'opposition aux politiques adoptées et défendues par le gouvernement chinois au Xinjiang³, et les autorités centrales qualifient alors les groupes ouïgours de « séparatistes », d'« extrémistes » et de « terroristes », tout en prenant la peine de souligner que les incidents violents commis n'étaient l'œuvre que de « fanatiques isolés »⁴. La donne a changé après les attentats du 11

¹ Voir chapitre II du présent travail.

² Nommée Turkestan oriental ou Ouïgouristan par les Ouïgours.

³ Selon le Congressional Research Service (CRS), en 1995, les forces de sécurité chinoises ont trouvé quelques 4000 bâtons de dynamite, 600 fusils avec munitions et 3000 kg d'explosifs dans des cachettes souterraines au Xinjiang. Voir, Dewardric L. McNeal, « China's Relations with Central Asian States and Problems with Terrorism », *CRS Report for Congress*, 17 décembre 2001.

⁴ « Devastating Blows. Religious Repression of Uighurs in Xinjiang », *Human Rights Watch*, vol. 17, no 2, avril 2005, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.hrw.org/reports/2005/china0405.

septembre 2001 : l'ensemble des groupes ouïgours – sans aucune distinction – sont dorénavant présentés dans les documents officiels comme étant de connivence avec des forces extérieures radicales, principalement associées au réseau al-Qaida et à Oussama ben Laden⁵. Beijing demande alors l'appui de la communauté internationale pour éradiquer la menace à la sécurité nationale et régionale que constituent les « groupes terroristes du Turkestan oriental » et parallèlement à cette demande, décide de protéger plus sévèrement ses frontières, d'augmenter la détention de suspects et de contrôler plus étroitement les libertés religieuses pour faire face à la « menace » ouïgoure dans le Xinjiang.

Des sources indépendantes soulignent que depuis le renouvellement en 2001 de la campagne « Frapper Fort, pression maximale » lancée pour la première fois en 1996 par les autorités chinoises afin d'éliminer toute menace « terroriste » ou « séparatiste » au Xinjiang, des centaines de femmes et d'hommes ouïgours sont exécutés, emprisonnés, torturés, ou ont perdu leur droit de travailler ou de pratiquer l'islam suite à des accusations arbitraires portant sur des « activités religieuses ou séparatistes illégales »⁶. Le Xinjiang est actuellement la région où il y a le plus grand nombre d'exécutions en Chine pour cause de « crimes commis contre la sécurité nationale » : plus de 200 personnes ont été condamnées à mort entre 1997 et 1999 et Amnesty International rapporte que 50 autres personnes ont été condamnées dans les huit premiers mois de 2004⁷.

⁵ Voir « China : Urumqi Customs Takes Measures Against "Three Types of Forces" », *BBC Monitoring Service* - United Kingdom, 13 janvier 2002, consulté en ligne en janvier 2003 (n'est plus disponible actuellement) à l'adresse suivante : www.uyghuramerican.org/mediareports/2002/News%20on%20Et.html et voir aussi Mission permanente de la République populaire de Chine aux Nations Unies, « East Turkistan Terrorist Forces Cannot Get Away with Impunity », 21 janvier 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : http://english.people.com.cn/200201/21/eng20020121_89078.shtml. Comme l'avance Ahmed Rashid, l'Afghanistan est devenu depuis le début des années 90, un sanctuaire pour les militants ouïgours qui peuvent s'y procurer des armes, recevoir des entraînements dans les camps terroristes et y trouver une source de financement pour leur mouvement au Xinjiang, grâce au lucratif trafic de l'opium. Les problèmes de dépendance à l'héroïne sont devenus un des principaux problèmes sociaux dans la région autonome. Voir Ahmed Rashid, « China forced to expand role in Central Asia », *International Eurasian Institute for Economic and Political Research*, 26 juillet 2000, consulté en ligne en février 2006 à l'adresse suivante : www.iicas.org/english/enlibrary/libr_26_7_00_1.htm.

⁶ Human Rights Watch (2005), *art. cit.*

⁷ « Amnesty International : Urgent Action on Fear of Imminent Execution of 50 People in Xinjiang », ASA 17/046/2004, 15 septembre 2004.

Les critiques croissantes de la presse et des organisations internationales pour la défense des droits humains n'ont toutefois aucun effet sur les autorités chinoises. Ces dernières considèrent que la teneur des mesures adoptées est tout à fait justifiée. En effet, comme le mentionnait le Secrétaire régional du Parti communiste du Xinjiang à *Reuters* le 15 septembre 2004, « les activités des forces terroristes internationales sévissent toujours et nous devons les combattre ». ⁸

En octobre 2001, lors de la tenue au Parlement européen d'un séminaire intitulé « La situation au Turkestan oriental après un demi-siècle d'occupation communiste »⁹, les organisations ouïgoures responsables de l'événement ont « fortement condamné les attentats terroristes du 11 septembre 2001, ainsi que le terrorisme et l'extrémisme sous toutes ses formes ». ¹⁰ De plus, Erkin Alptekin, président élu du Congrès mondial des Ouïgours (World Uyghur Congress - WUC) déclarait en avril 2004 à l'Organisation des nations et des peuples non représentés (Unrepresented Nations and Peoples Organization - UNPO), que les Ouïgours devaient à tout prix faire la promotion de « l'utilisation de moyens pacifiques, non-violents et démocratiques pour déterminer l'avenir politique du Turkestan oriental ». ¹¹

⁸ *Ibid.*

⁹ Organisé par le Congrès national du Turkestan oriental (East Turkestan National Congress – ETNC), réunissant les délégués de plusieurs pays (Australie, Belgique, Pays-Bas, Turquie, Kirghizstan, Kazakhstan, Suède, Ouzbékistan, Angleterre) représentant les communautés ouïgoures de la diaspora.

¹⁰ « Resolution of the East Turkestan National Congress », *East Turkestan Information Center*, 17 octobre 2001. Dolkun Isa, Président du congrès mondial de la jeunesse ouïgoure confirme cette déclaration et rajoute que les déclarations du gouvernement chinois alléguant la connivence des organisations ouïgoures avec le réseau al-Qaida étaient fausses. Voir, « World Uyghur Youth Congress Refutes China's Claims Rebuttal », *Uyghur.org*, 18 novembre 2001 consulté en ligne en septembre 2005 à l'adresse suivante : www.uyghur.org/wunn21/2001_12_01.htm.

¹¹ « Newly Founded World Uyghur Congress Calls for Peacefull Solution in East Turkestan », *UNPO* (Unrepresented Nations and People's Organization), 19 avril 2004, consulté en février 2006 à l'adresse suivante : http://web.radicalparty.org/pressreview/print_right.php?func=detail&par=9722.

Contrairement au cas du Tibet, bien connu de l'opinion publique internationale grâce à la personnalité charismatique du Dalaï-lama, le cas ouïgour au Xinjiang est méconnu et sa spécificité culturelle ou religieuse par rapport à son environnement, n'est pas aussi claire que celle du Tibet¹². Selon le dernier recensement du gouvernement chinois de novembre 2000, le Xinjiang compte près de 18,46 millions d'habitants, dont 8,58 millions de Ouïgours¹³ qui forment le groupe le plus nombreux de l'ensemble de la population de la Région autonome, soit 46,5 %¹⁴, alors que les chinois Han représentent pour leur part 38,4 %¹⁵ de la population totale du Xinjiang, soit 7,1 millions d'habitants. Parmi les autres groupes ethniques qui habitent la Région autonome, nous retrouvons en nombre décroissant les Kazakhs, les Tungans (Chinois musulmans ou Hui), les Kirghizes, les Mongols, les Tadjiks, les Xibes, les Mandchous, les Ouzbeks, les Russes, ainsi que les Daur et les Tatars. La majorité de la population musulmane du Xinjiang est de tendance sunnite de rite hanafite, à l'exception des Tadjiks persanophones qui sont chiïtes. Cette complexité ethnique et religieuse de la région du nord-ouest de la Chine n'est donc pas comparable avec le cas du Tibet, habité majoritairement par une population ethniquement homogène et pratiquant, dans son ensemble, la religion bouddhiste.

Une telle complexité ethnique et religieuse s'explique par les nombreuses transformations de la situation des territoires du Xinjiang au fil des siècles, où plusieurs civilisations, cultures et religions s'y sont succédées. À l'inverse du Tibet, où l'occupation militaire chinoise est assez récente, la conquête de ces territoires est devenue officielle en 1884, lors de la période du

¹² Frédérique-Jeanne Besson, « Introduction », dans Françoise Aubin et Frédérique-Jeanne Besson (dir.), « Numéro spécial : Ouïgours, peuple d'Asie Centrale », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* - CEMOTI, no 25, janvier 1998 : 7 et 8.

¹³ Ce nombre devrait plutôt être augmenté à 15 millions selon des sources ouïgoures : « Who Are The Uyghurs ? Today's Uyghurs and Uyghuristan », *Uyghur Canadian Association*, Toronto, s.d., consulté en ligne le 30 novembre 2005 à l'adresse suivante : http://uygur.org/enorg/history/uygurlar_kim.htm.

¹⁴ La majorité des données statistiques proviennent des documents officiels du Parti communiste chinois (PCC) - si disponibles sur Internet. Dans le cas contraire, elles proviennent des monographies consultées. Cette information provient de : Stanley W. Toops, « The Demography of Xinjiang », dans Frederick Starr (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004 : 242.

¹⁵ Colin Mackerras, *China's Ethnic Minorities and Globalisation*, London et New York : Routledge Curzon, 2003 : 140.

« Grand Jeu » entre les empires russe, britannique et chinois, à un moment où la conscience nationale ouïgoure était, pour reprendre les termes de Justin Rudelson¹⁶, fragmentée par des « identités d'oasis ».

À l'image des militants pour l'autonomie du Tibet, ceux qui font la promotion de l'autonomie du Xinjiang affirment que ce territoire est une aire culturelle, religieuse et ethnique spécifique qui lutte contre le pouvoir du gouvernement central chinois pour affirmer sa différence. Autrefois rassemblées autour d'« identités d'oasis », les populations ouïgoures constitueraient désormais un groupe ethnique qui revendique le respect de sa spécificité culturelle, religieuse et politique, incluant le droit à l'autodétermination. Est-ce que nous devons parler de rupture identitaire chez les Ouïgours, c'est-à-dire d'un dépassement du localisme identitaire – identité d'oasis – vers une cristallisation identitaire de la minorité turcophone musulmane ? Et si oui, comment et pourquoi ?

Pour Gaye Christoffersen (2002), Justin Rudelson (1997, 2004), Graham Fuller et Jonathan Lipman (2004), les Ouïgours ne possèdent pas d'identité nationale, ce qui les contraints à être définis selon l'interlocuteur devant lequel ils se retrouvent. Cette notion de l'altérité explique bien la diversification des modes d'expression politique des organisations dans le mouvement ouïgour, qu'elles soient basées au Xinjiang ou à l'étranger, selon les lieux de résidence des membres de la diaspora ouïgoure (que l'on retrouve principalement en Asie centrale, en Turquie, en Europe et aux États-Unis). Cette affirmation ne fait que corroborer l'idée de fragmentation identitaire chez la communauté musulmane turcophone ouïgoure.

En fait, la majorité des spécialistes¹⁷ de la question ouïgoure au Xinjiang s'entendent pour affirmer que ce serait la formation d'États indépendants en Asie centrale en 1991 qui aurait fortement incité des groupes ouïgours à revendiquer l'indépendance du Xinjiang, au nom

¹⁶ Voir Justin Jon Rudelson, *Oasis Identities. Uyghur Nationalism Along China's Silk Road*, Columbia University Press, New York, 1997.

¹⁷ Entre autres, Françoise Aubin (1998) ; Gaye Christoffersen (2002) ; Dru Gladney (1996 ; 2004) ; Justin Rudelson (1993 ; 1997 ; 2004).

d'une conscience nationale basée sur la spécificité identitaire de la population ouïgoure. Ces nouvelles Républiques majoritairement peuplées de populations turcophones musulmanes qui ont entretenu des liens historiques étroits avec les populations voisines du Xinjiang (les Ouïgours, mais aussi les Kazakhs, les Kirghiz, les Ouzbeks et les Tadjiks), représentent une sorte de modèle, sinon à tout le moins une forme d'encouragement pour la minorité turcophone musulmane, afin qu'elle puisse se libérer de ce qui est perçu comme étant une « colonisation » Han du Xinjiang.

Mais ceci n'explique pas non plus la cristallisation de l'identité de la minorité ouïgoure. Une question demeure : qui sont les Ouïgours et que revendiquent-ils ?

Comme nous désirons le démontrer, avant le début des années 90, il était difficile de parler d'un sentiment national ou nationaliste homogène dans la communauté ouïgoure. De fait, Colin Mackerras avance que les révoltes sécessionnistes de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle au Xinjiang, ne pouvaient être associées à une expression de la notion universelle de reconnaissance nationale, mais plutôt à des luttes idéologiques opposant différents dirigeants au pouvoir très localisé et dont le soutien populaire variait selon le charisme et l'appartenance religieuse - non pas selon la question d'une même appartenance ethnique¹⁸. L'hypothèse défendue dans ce mémoire veut démontrer que ce sont l'absence d'une autonomie politique réelle, une migration Han croissante et continue, des inégalités socioéconomiques frappantes entre les différentes minorités, l'adoption de campagnes répressives contre la pratique de l'islam dans la région autonome du Xinjiang qui ont, dans leur ensemble, favorisé un mécontentement croissant au sein de la population ouïgoure, culminant au début des années 90, dans l'articulation de volontés nationalistes.

Soulignons, en outre, que les objectifs politiques visés par ces aspirations nationalistes sont loin d'être univoques. Il est nécessaire de garder à l'esprit que s'il existe un sentiment identitaire qui s'est cristallisé autour d'une identité ouïgoure, ce dernier ne débouche pas sur

¹⁸ Colin Mackerras, *China's Minorities : Integration and Modernization in the Twentieth Century*, Hong Kong et New York : Oxford University Press, 1994 : 260.

un objectif politique qui fait l'unanimité. Les aspirations politiques des militants ouïgours – incluant les objectifs autant que les moyens pour y parvenir - sont diverses. Trois tendances générales ressortent : les assimilationnistes, les nationalistes et les autonomistes.

Un faible pourcentage des membres de la communauté ouïgoure aspire à créer une communauté de citoyens égaux dans la grande nation chinoise multiethnique. Pour les « assimilationnistes », les aspirations politiques de Beijing représentent leurs propres intérêts, et quant à la perte de l'usage de la langue ouïgoure, de leur culture et de leur identité, cela constitue un compromis acceptable pour être intégrés à la culture dominante des Han.

Les nationalistes visent en général les mêmes objectifs que les autonomistes, mais demeurent persuadés qu'aucune transformation politique n'est possible sans une séparation intégrale du Xinjiang de la Chine. Les militants nationalistes se retrouvent principalement au sein de la diaspora, tandis qu'un très faible pourcentage de Ouïgours habitant au Xinjiang militent pour cette option politique. Les revendications et les moyens pour réaliser les objectifs des organisations séparatistes sont très variés : certaines font la promotion de la non violence et de l'établissement d'un État multiethnique démocratique au Xinjiang, alors que d'autres – principalement basées en Asie centrale – font l'appel au djihad (guerre sainte) pour rejoindre la Oumma (communauté des musulmans).

La troisième tendance, incarnée par les « autonomistes », défend à tout prix la survie de l'identité ouïgoure, de sa culture et de ses traditions. Dans cette perspective, les aspirations des Ouïgours ne peuvent être réalisées que si Beijing accorde une réelle autonomie politique à la région du Xinjiang. Ceux qui défendent ces volontés ne visent pas un changement de régime en Chine, mais plutôt la reconnaissance du statut de « Région autonome » tel qu'octroyé par la constitution chinoise. Ils ne désirent pas seulement être considérés comme des citoyens égaux dans la grande Chine, mais réclament à des degrés divers, la préservation de leurs caractéristiques identitaires (politiques, ethniques, culturelles et religieuses).

L'hypothèse proposée dans le cadre de ce mémoire s'inscrit dans un corpus théorique développé au premier chapitre où sont présentés les travaux de différents auteurs qui se spécialisent sur la question du nationalisme, soit Benedict Anderson, Ernest Gellner et Olivier Roy. Leurs travaux nous aideront à mieux cerner les facteurs favorisant l'émergence, au début des années 90, d'une conscience nationale chez la minorité turcophone musulmane ouïgoure, en plus des différentes formes d'articulations qu'elle peut prendre. Dans le second chapitre, nous procéderons à une revue des principaux moments historiques qui ont balisé le développement de l'identité politique ouïgoure, ce qui nous permettra de faire ressortir l'absence d'une conscience nationale homogène dans le passé de la minorité turcophone musulmane, avant la formation de la République populaire de Chine, en 1949. Au troisième chapitre, nous examinerons la situation des Ouïgours au Xinjiang depuis 1949 et par le fait même, ce que Rémi Castets¹⁹ nomme à juste titre « les causes profondes du malaise ouïgour », qui ont contribué à la cristallisation de leur identité sur leurs traits culturels et ethniques spécifiques au moment de la formation des nouvelles Républiques en Asie centrale. Dans un dernier temps, nous ferons l'étude des différentes revendications des organisations ouïgoures contemporaines actives au Xinjiang et à l'étranger, afin de démontrer que nous n'assistons pas, malgré la récente reconnaissance internationale du problème ouïgour, à l'émergence d'une conscience nationale homogène qui défende un projet politique précis au Xinjiang. Au contraire, nous pensons pouvoir démontrer que nous assistons plutôt à des révoltes populaires réclamant le respect des droits et libertés de toutes les minorités, en plus d'un accès juste et égal aux bénéfices générés par le développement économique spectaculaire du pays, un phénomène loin d'être unique à la population de la région autonome du Xinjiang en Chine.

Avant d'entreprendre cette démarche, il est important de préciser les limites de notre recherche. Tout d'abord, l'auteur de ce mémoire n'a pas effectué de recherche sur le terrain, ce qui aurait permis la conduite d'entrevues²⁰ et une meilleure compréhension des

¹⁹ Voir, Rémi Castets, « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïgours du Xinjiang », *Les Etudes du CERI*, no 110, octobre 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.cerisciencias-po.org/publica/etude/etude110.pdf.

²⁰ Suite à trois années d'entrevues avec des Ouïgours (à l'étranger et au Xinjiang), Human Rights Watch affirme que les Ouïgours ont une peur légitime d'être vus, entendus, ou encore d'être suspectés d'avoir parlé à des étrangers à propos des politiques gouvernementales adoptées par le Parti communiste chinois (PCC). Beaucoup de

contraintes. En outre, compte tenu du fait que le gouvernement chinois « supervise » l'information en Chine, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de questions liées à la sécurité nationale du pays, la recherche de documents pertinents a été ardue. Dans pareilles circonstances, nous avons décidé de concentrer notre analyse sur les organisations ouïgoures en exil qui publient régulièrement sur la Toile. Nous parlerons donc de l'identité et du nationalisme ouïgours sur la base des informations rendues disponibles par la voie des médias électroniques. Outre les résultats d'une entrevue réalisée à Toronto avec Mohamet Tothi, président de l'Association canadienne ouïgoure et vice-président du Congrès mondial des Ouïgours, nous avons aussi consulté les résultats des travaux et recherches sur le terrain effectués par différents auteurs, des monographies et articles de revues spécialisées, des rapports de Human Rights Watch et d'Amnesty International et des documents officiels publiés par le Parti communiste chinois (PCC).

personnes sont des agents du gouvernement - volontairement ou involontairement - ce qui rend très difficiles les discussions en public à propos de problèmes sensibles comme les questions de religion et d'ethnicité. En privé et dans des endroits sécuritaires, les gens s'exprimeraient toutefois plus librement. Voir Human Rights Watch (2005), *art. cit.*

CHAPITRE I

Nations et nationalismes

La région autonome ouïgoure du Xinjiang s'étend sur 1 646 800 kilomètres carrés, soit un sixième de la superficie totale de l'immense État chinois. Située aux pieds de l'Himalaya, elle comprend deux déserts et fait frontière commune avec la Mongolie, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde, la région autonome du Tibet, et les provinces chinoises de Qinghai et Gansu, sur un tracé d'environ 5600 kilomètres. Compte tenu des affiliations ethniques, culturelles, religieuses, linguistiques et historiques des habitants du Xinjiang avec les populations centrasiatiques (notamment du Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Azerbaïdjan, ...), des relations étroites ont été entretenues et maintenues depuis des siècles entre les peuples de ces différents territoires. Pour de nombreux Ouïgours du Xinjiang et de la diaspora, leurs oasis d'origines n'ont aucune connotation d'appartenance à la nation chinoise, et leur histoire devrait plutôt s'associer à celle de la grande région turcophone musulmane de l'Asie centrale. Une situation semblable, mais avec des variables différentes, se vérifie aussi au Tibet et en Mongolie intérieure. Des populations identifiées officiellement comme étant « chinoises » réclament un statut distinct, ou même la séparation de ce qui est perçu comme étant « leurs » territoires de la Chine. Comment expliquer ce phénomène ? Ou, d'une manière plus générale, sur quoi se fonde l'identité nationale contemporaine, et comment devons-nous comprendre les nations ?

Au cours du XX^e siècle, la cohésion nationale de plusieurs États a été mise à rude épreuve par différents mouvements nationalistes qui réclament le droit à la reconnaissance de leur spécificité ethnique et culturelle, l'obtention d'une plus grande autonomie politique, ou encore, la séparation de territoires d'un État donné. Cette situation n'est pas l'apanage d'une région du monde en particulier : les Tibétains et les Ouïgours de Chine, les Tchétchènes de Russie, les Cachemiris de l'Inde et du Pakistan, sans parler des nombreux conflits à caractère

ethnique ou religieux en Afrique et au Moyen-Orient, illustrent cette affirmation. Avec la fin de la Guerre froide, nous aurions pu croire à la « fin des nations », cependant nous constatons à l'inverse, une recrudescence de la question nationale.

Sans présenter une analyse exhaustive de l'ensemble des modèles explicatifs de l'émergence des nations et du nationalisme, nous examinerons un éventail assez large de ces différentes approches afin d'être en mesure d'identifier et de définir les principaux éléments utiles à la compréhension de notre sujet d'étude. À l'instar de Christophe Jaffrelot, nous proposons d'aborder les théories du nationalisme selon trois paradigmes principaux : celui du primordialisme, du modernisme, pour enfin discuter du paradigme de la diffusion ou de la construction idéologique²¹. Chaque présentation des courants d'idées tiendra compte des principales prémisses défendues, et nous tenterons, après chacune de ces démonstrations, de clarifier comment elles peuvent nous servir - ou non - dans le cadre de notre recherche.

1.1 Thèse primordialiste

Pour les tenants de la thèse primordialiste, parmi lesquels nous retrouvons, entre autres, Samuel Huntington, Mark Juergensmeyer, James Kellas et Anthony Smith²², la nation doit être comprise comme étant une collectivité humaine possédant des identités antérieures à la formation de l'État. Chaque nation est définie objectivement selon un ensemble de caractéristiques regroupant la langue, la culture, la religion, l'organisation économique,

²¹ Pour une étude plus approfondie de ces trois paradigmes, nous vous invitons à consulter l'article produit par Christophe Jaffrelot, intitulé « Les modèles explicatifs des nations et du nationalisme, revue critique », dans Gil Delannoi et Pierre-André Taguieff (dir.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris : Kimé, 1991 : 139 et 140.

²² Samuel Huntington, « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, vol. 72, no 3, été 1993 : 22-40 ; Mark Juergensmeyer, *Au nom de Dieu, ils tuent ! Chrétiens, juifs ou musulmans, ils revendiquent la violence*, Paris : Éditions Autrement, 2003 ; James G. Kellas, *The Politics of Nationalism and Ethnicity*, 2^e éd., New York : St-Martin's Press, 1998 et Anthony D. Smith, *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford : Blackwell, 1986. Voir aussi Clifford Geertz, « Primordial ties », dans Jon Hutchinson et Anthony D. Smith (dir.), *Ethnicity*, Oxford : Oxford University Press, 1996.

l'origine commune ou un espace naturel. Sur le plan subjectif, elle peut être comprise comme l'identification que les peuples se font d'eux-mêmes, en rapport avec les autres²³. Ce sont ainsi essentiellement la culture et le système de valeurs commun à tous les membres de chaque nation qui la distinguent des autres.

Les volontés nationalistes sont comprises comme étant le produit des traits ethniques et culturels historiquement acquis, en lien direct avec les caractéristiques primordiales d'un groupe ethnique primitif – telles que nous venons de les présenter. Chaque auteur précité partage une conception ahistorique et intemporelle de la nation, mais ne va pas pour autant présenter un seul modèle afin d'expliquer l'émergence des nations et des nationalismes. Dans un premier temps, nous proposons de faire une brève étude des thèses de Samuel Huntington et de Mark Juergensmeyer, toutes deux associées à une tendance «culturaliste» du primordialisme, pour aborder par la suite les thèses plus «classiques» du primordialisme de James Kellas et Anthony Smith²⁴.

1.1.1 Approche culturaliste

Comme l'avance Samuel Huntington, dans son article intitulé le « Choc des civilisations », les grandes « divisions culturelles » ont historiquement généré les conflits les plus violents et les plus durables dans le monde entier²⁵. Ces « divisions culturelles » peuvent être cartographiées selon sept ou huit civilisations, regroupant les civilisations occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindoue, orthodoxe-slave, latino américaine et

²³ Pour James G. Kellas, cette caractéristique subjective de la nation doit être comprise comme un renforcement psychique (*psychic income*), c'est-à-dire « ces éléments qui comblent les besoins mentaux et spirituels de la nature humaine ». Voir, James G. Kellas, *op. cit.* : 66 et 67.

²⁴ Anthony D. Smith ne se positionne ni en faveur de la thèse primordialiste, ni en faveur de la thèse moderniste, mais nous croyons pouvoir à juste titre l'associer au premier paradigme dans le cadre de ce travail, en ce sens que cet auteur met l'accent sur la question des origines « primitives » de tout groupe ethnique pour en expliquer les volontés nationalistes. Nous comptons clarifier ce point un peu plus loin.

²⁵ Voir Samuel Huntington, *art. cit.*

« possiblement (*sic.*) africaine ». Chacune d'entre elles se distingue selon les caractéristiques objectives précitées et peuvent, de ce fait, être comparées les unes aux autres. Voulant présenter une série d'hypothèses et de perspectives pour l'avenir, Samuel Huntington s'inquiète à propos du dangereux potentiel que représentent les civilisations confucéenne et islamique vis-à-vis des valeurs et de la morale historiquement acquises par l'Occident. Ces deux civilisations (regroupant entre autres la Chine, la Corée du Nord et plusieurs États du Moyen-Orient), pourraient – quoique diamétralement opposées selon la définition qu'en fait Samuel Huntington - éventuellement se rallier, et vouloir concurrencer l'Occident par le développement de leur propre pouvoir économique, militaire et politique.

Cette thèse a alimenté de nombreux débats, et ce, principalement après les événements du 11 septembre 2001 à New York et Washington D. C. Sans vouloir approfondir davantage la position défendue par Samuel Huntington, notons toutefois que sur le plan méthodologique, l'approche se fonde essentiellement sur les relations interétatiques et l'aspect « civilisationnel » transcende toutes les questions de rapports de force internes à une nation et entre les nations elles-mêmes qui sont comprises comme faisant partie intégrante d'un « bloc culturel » comparable aux autres « blocs culturels » du monde entier.

Pour Mark Juergensmeyer, ce ne sont pas les « blocs civilisationnels », mais plutôt les religions qui transcendent les volontés des sociétés humaines, et expliquent les conflits et l'usage de la violence dans les jeux de pouvoir intra et interétatiques. Pour ce théoricien, les transitions politiques et socioéconomiques caractérisant le passage du monde traditionnel au monde moderne ont mené à une grave crise de sens quant à la légitimité du pouvoir, une situation qui a incité – et qui incite toujours – les traditions religieuses (le christianisme, le judaïsme, l'islam et le sikhisme sont toutes aussi concernées), à recourir à une violence d'ordre « divine » pour la défense de la morale et des valeurs qui les sous-tendent. C'est ainsi que l'enseignement religieux devient peu à peu le terreau de la contestation du monde séculaire, un terreau qui a favorisé l'émergence d'une « culture de la violence », destinée à défendre l'ordre divin promu par l'une ou l'autre des grandes religions du monde entier. Des

« militants de la terreur » sont formés pour combattre dans une guerre aux dimensions « cosmiques », où, sans aucun compromis possible, « il faut à tout prix vaincre le mal ».²⁶

Cette variante culturaliste du primordialisme stipule que les caractéristiques ethniques, culturelles et religieuses des populations humaines constituent des sources inhérentes de la violence ; chacun ne pouvant s'amalgamer et s'intégrer à d'autres groupes puisqu'il est déterminé par ses caractéristiques identitaires primordiales. Dans cet ordre d'idées, les madrasas (écoles coraniques) doivent être comprises comme la source première des revendications musulmanes dans le monde contemporain – ou à un autre niveau, le fait d'être musulman explique à lui seul les volontés radicales manifestées par différents groupes islamiques extrémistes. Ce serait par l'enseignement du Coran que les madrasas invitent les fidèles à mener un djihad contre tous les kafirs (infidèles) du monde entier - mais plus précisément contre l'Occident -, pour enfin pouvoir créer - ou recréer - la Oumma. Au nombre des mouvements qui revendiquent cette volonté, nous retrouvons entre autres, le Jamiat-e Ulama-e Islam (JUI) pakistanais, le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan (MIO), le Jaish-e Mahammad (JM) – Armée de Mohammed -, le Lashkar-e Taiba (LeT) - Armée des purs - et al-Qaida - la Base.

Mais dans le cadre de cette approche, comment expliquer le caractère multiple et varié des visages de l'islam en Asie centrale, au Moyen Orient et en Asie du Sud-Est ? Comment un réseau comme al-Qaida peut-il non seulement se livrer à des actions terroristes contre les populations des pays occidentaux, mais aussi contre celles qui vivent au cœur même des pays musulmans, comme ce fut le cas au Maroc en mai 2003 ou encore, présentement en Irak ?

Pour ne citer qu'un fait qui nous rapproche de notre sujet d'étude, l'islam en Chine rassemble aujourd'hui dix « nationalités » (*minzu*) regroupant environ 18 millions de personnes. Cette population est constituée de plusieurs communautés fort différentes les unes des autres, que ce soit au niveau de la langue parlée, de leurs lieux d'habitation, ou encore de leur

²⁶ Mark Juergensmeyer, *op. cit.* : 147.

appartenance à différentes factions de la religion musulmane. Nous retrouvons ainsi les communautés de langue turque ou turco-mongole (Ouïgour, Kazakh, Kirghiz, Bao'an, Dongxiang, Tatar, Ouzbek et Salar) qui vivent dans la région du nord-ouest de la Chine (Xinjiang, Gansu, Ningxia et Qinghai), des Tadjiks persanophones qui résident au Xinjiang et, une population de plus de neuf millions de musulmans Hui, de langue chinoise et dispersée sur l'ensemble du territoire chinois. D'un point de vue religieux les musulmans en Chine sont sunnites de rite hanéfite dans leur majorité, les Tadjiks sont chiites ismaéliens et d'autres peuvent être associés à différents courants « réformistes ». Comme l'avance Dru Gladney, l'appartenance à des factions adverses a parfois mené à des combats extrêmement violents entre musulmans à différents moments de l'histoire de la Chine, et il est très difficile de parler de la communauté musulmane comme faisant partie d'un « tout » civilisationnel de l'islam²⁷.

1.1.2 Primordialisme « classique »

Défendant une autre perspective du paradigme primordialiste, Anthony Smith et James Kellas ne croient pas que la nation découle d'une « entité naturelle » ahistorique et intemporelle, sans qu'elle ne soit pour autant une construction exclusivement moderne²⁸ : « c'est la croyance en l'origine commune qui justifie ou conforte les autres dimensions ou signes de l'identité, et donc le sens même de l'unicité du groupe ».²⁹ La langue, le territoire ou la tradition culturelle d'un groupe primitif deviennent ainsi des ressources symboliques

²⁷ Comme le présente Dru C. Gladney, la thèse défendue par Raphael Israeli (1978, 1984), plus ancienne, mais semblable à celle proposée par Samuel Huntington, voulant que les musulmans de Chine soient condamnés à deux choix politiques : la révolte contre le pouvoir chinois et la formation subséquente d'un État islamique indépendant ou l'assimilation, ne s'est, par ailleurs, jamais vérifiée. Voir, Dru C. Gladney, « Clashed Civilizations? Muslim and Chinese Identities in the PRC », dans Dru Gladney (dir.), *Making Majorities. Constituting the Nation in Japan, Korea, China, Malaysia, Fiji, Turkey, and the United States*, Stanford, California : Stanford University Press, 1998 : 107.

²⁸ Anthony D. Smith (1986), *op. cit.* : 12 et 13.

²⁹ Anthony D. Smith, *The Ethnic Revival*, Cambridge : Cambridge University Press, 1981 : 65.

altérées et réinterprétées par les élites dirigeantes afin de conforter le sentiment d'appartenance et de marquer la différence d'un groupe face aux autres - l'identité nationale se transforme et s'adapte à différents éléments de la vie - contextes - « tout comme le caméléon le fait dans son milieu de vie ».³⁰

Selon James Kellas, ce sont les forces innées et instinctives de la nature humaine qui expliquent l'idéologie et le comportement ethnocentrique d'un groupe³¹. Dans leur plus simple définition, l'idée de la nation et l'idéologie nationaliste sont des moyens de reconnaissance pour un peuple d'un statut qui lui est propre et qui peut éventuellement s'exprimer par la création d'un État³². Pour Anthony Smith, le nationalisme vise aussi à promouvoir et à maintenir l'autonomie, l'unité et l'identité d'un groupe en relation avec d'autres, mais essentiellement par la manipulation de mythes et de symboles par les élites - intellectuels - d'une société donnée, favorisant la construction et la reconstruction de l'identité ethnique, pouvant même lui attribuer une quintessence :

Les membres d'une communauté ethnique peuvent non seulement sentir qu'ils proviennent d'une même grande famille, mais aussi que l'histoire de leur communauté est unique, qu'ils ont en leur possession ce que Max Weber a nommé « des valeurs culturelles irremplaçables », que leur héritage doit être protégé contre la corruption interne et un contrôle externe.³³

Contrairement aux modernistes - comme nous le verrons par la suite -, Anthony Smith ne croit pas que le nationalisme soit la conséquence directe d'une mutation économique et sociale, soit la transition vers la modernité. Il résulterait plutôt du besoin qu'éprouvent les membres d'un groupe particulier, principalement l'élite dirigeante autrefois détentrice d'un

³⁰ Anthony D. Smith, *National Identity*, London : Penguin Books, 1991: 144.

³¹ James G. Kellas, *op. cit.*: 211.

³² *Ibid.*: 41 et 212.

³³ Anthony D. Smith, « Chosen Peoples: Why Ethnic Groups Survive », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 15, no 3, 1992: 440.

pouvoir légitimé, d'adapter leurs compréhensions et leurs représentations subjectives à la transition socioculturelle³⁴.

En somme, pour l'un ou l'autre des tenants de l'approche primordialiste, ce sont essentiellement les affiliations ethniques et religieuses qui expliquent les aspirations politiques d'un groupe. Mise à part la contribution d'Anthony Smith qui aide à comprendre l'importance des mythes et des symboles dans l'émergence de la passion parfois meurtrière des hommes pour défendre leur « mère patrie », le paradigme primordialiste soulève beaucoup de questions qui limitent sa pertinence pour notre sujet d'étude. Plusieurs faits résistent en effet à l'analyse primordialiste. Ainsi en est-il du cas afghan, pour ne nommer que celui-là. Les Afghans étaient unis sous la bannière de l'islam au moment de la lutte contre les forces soviétiques dans les années 80, et se sont par la suite divisés en référence à des clivages de nature ethnolinguistique, pour en arriver à la situation actuelle, supposément démocratique, mais encore fort instable, où une présence militaire internationale s'avère nécessaire pour assurer la sécurité et la stabilité à l'intérieur d'un pays, dont le peuple paraît aussi divisé que par le passé en des factions régionales, religieuses ou ethniques. Tel que démontré par Myriam Abou Zahab et Olivier Roy dans leurs travaux à propos du radicalisme et de la violence des mouvements islamiques dans la région de l'Asie centrale, il est très difficile de croire à l'essentialisme d'une appartenance culturelle ou religieuse, en ce sens que pour certains, leurs premières revendications idéologiques n'ont même rien à voir avec les volontés qu'ils défendent aujourd'hui : d'anciens sympathisants des Frères musulmans, comme le défunt commandant Massoud en Afghanistan ou le mollah Abdallah Nouri au Tadjikistan, sont devenus des nationalistes modérés, tandis que d'anciens conservateurs, au départ plutôt pro-occidentaux, comme le chef de la Jamaat-e islami pakistanais, tiennent aujourd'hui un discours radicalement anti-américain et appellent ouvertement au djihad. L'idéologie religieuse affichée n'a pas (ou plus) de relations directes avec l'activisme³⁵. La

³⁴ Anthony D. Smith, *Theories of Nationalism*, New York : Holmes and Meier Publishers, 1983 : 86.

³⁵ Myriam Abou Zahab et Olivier Roy, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*, Hachette littérature. Autrement, 2004 : 10 et 11.

diversité des populations musulmanes de Chine appelle les mêmes réserves quant à la pertinence des approches primordialistes pour notre analyse du nationalisme au Xinjiang.

1.2 Thèse moderniste

Plutôt que de comprendre les traits identitaires d'une communauté comme étant la source première de ses revendications politiques, les tenants de la thèse moderniste - regroupant entre autres Benedict Anderson et Ernest Gellner³⁶ -, défendent l'hypothèse que l'émergence de l'unité nationale doit être comprise comme le produit du processus de modernisation et d'industrialisation caractérisant l'Europe au début du XIX^e siècle. Selon cette ligne de pensée, les identités nationales sont non pas composées d'*a priori*, mais plutôt « imaginées » et « inventées » par les communautés elles-mêmes. Pour reprendre les termes d'Ernest Gellner :

Le nationalisme n'est pas le réveil d'une force ancienne, latente, qui sommeille, bien que ce soit ainsi qu'il se présente. C'est, en réalité, la conséquence d'une nouvelle forme d'organisation sociale fondée sur de hautes cultures dépendantes de l'éducation et profondément intériorisées dont chacun reçoit une protection de son État. [...]Le nationalisme se saisit parfois des cultures préexistantes et les transforme en nation, parfois les invente, souvent oblitère des cultures préexistantes : telle est la réalité à laquelle, pour le meilleur ou pour le pire, on ne peut, en général, échapper.³⁷

Selon Benedict Anderson, la nation doit être comprise comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine ».³⁸ Plus précisément :

³⁶ Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte, 1996 et Ernest Gellner, *Culture, Identity and Politics*, New York : Cambridge University Press, 1987.

³⁷ Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris : Payot, 1989 : 75 et 76.

³⁸ Benedict Anderson (1996), *op. cit.* : 19.

Elle est *imaginaire (imagined)* parce que les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens. [...] La nation est imaginée comme *limitée* parce que même la plus grande d'entre-elles, pouvant rassembler jusqu'à un milliard d'êtres humains, a des frontières finies, même si elles sont élastiques, derrière lesquelles vivent d'autres nations. [...] Elle est imaginée comme souveraine parce que le concept est apparu à l'époque où les Lumières et la Révolution détruisaient la légitimité d'un royaume dynastique hiérarchisé et d'ordonnance divine. [...] Enfin, elle est imaginée comme une communauté parce que, indépendamment des inégalités et de l'exploitation qui peuvent régner, la nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde, horizontale.³⁹

Pour Benedict Anderson, le nationalisme est étroitement lié à l'avènement du « capitalisme d'imprimerie », au développement rapide et croissant des communications ainsi qu'au développement des moyens de transport, qui ont, dans leur ensemble, facilité la prise de conscience de soi et de son groupe de pairs par la confrontation à l'altérité. Les transitions socioculturelles et techniques caractérisant l'avènement de la modernité sont ainsi venues ébranler des certitudes jusque-là considérées comme naturelles : la légitimité de l'autorité du monarque dotée de pouvoirs divins est remise en question. Par la lecture quotidienne de la même presse, l'histoire se fige dans le temps et le sujet prend conscience du soi et du nous en rapport avec l'autre, ce qui ouvre la voie à l'imaginaire. De l'appartenance à une famille, un clan ou une ville, le sujet en vient à se percevoir comme le « membre équivalent » d'une grande « communauté imaginée ». ⁴⁰ Ce sentiment, habituellement large et diffus, est associé par Benedict Anderson à une forme de nationalisme que l'auteur qualifie de « populaire ».

Benedict Anderson distingue par ailleurs une seconde forme de nationalisme qualifié d'« officiel ». Le nationalisme officiel émerge selon l'auteur, essentiellement de l'État et non pas du peuple : il est pensé sous l'angle du contrôle territorial, et non pas de libération populaire, contrairement à ce qui fut le cas en Amérique latine par exemple⁴¹. Le

³⁹ Benedict Anderson (1996), *op. cit.*: 19-21.

⁴⁰ *Ibid.*: 54.

⁴¹ Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 2^e éd., New York : Verso, 1991: 86-87 et 159.

nationalisme officiel a historiquement émergé en réaction aux nationalismes populaires dirigés contre les dirigeants, les aristocrates et les centres impériaux. Les autorités, notamment des empires russe, chinois et japonais, qui auparavant affirmaient leur puissance par des marqueurs de différences - religieux, culturels, linguistiques, ...- avec les multiples groupes ethniques occupant leurs territoires, prennent ainsi, à un moment historique précis, stratégiquement conscience de la nécessité d'homogénéiser la nation qu'elles dirigent : au XIX^e siècle et au XX^e siècle, la Chine est confrontée à différentes puissances impériales et ces menaces extérieures expliquent les volontés du gouvernement nationaliste chinois d'identifier tous les peuples de la Chine et de les rassembler en une seule nation. Pour expliquer ces affirmations, Benedict Anderson se penche sur le cas de la Russie tsariste qu'il considère 'comme étant « le plus significatif », et sur le cas de la dynastie Mandchoue (1644-1911) qui est quand à lui « spectaculaire et ironique »⁴².

Benedict Anderson fait aussi un parallèle entre l'attitude des empires et des dynasties et celles des régimes révolutionnaires du XX^e siècle, qui héritent et maintiennent, à des degrés variables, la forme de l'État imposée par l'ancien régime. À titre d'exemple - très symbolique -, la capitale de l'Union soviétique a été déplacée à Moscou et pendant plus de 65 ans, les dirigeants du Parti communiste russe ont gouverné au Kremlin, autrefois la citadelle des Tsars. De la même façon, Beijing était la capitale chinoise lors du règne de la dynastie Mandchoue et elle le sera de nouveau depuis la formation de la République populaire de Chine en 1949, alors que le Guomindang (ou Parti nationaliste, ci-après GMD) l'avait déplacée à Nanjing au début du XX^e siècle⁴³.

⁴² Benedict Anderson, « Western Nationalism and Eastern Nationalism », *New Left Review* 9, mai - juin 2001: 4-6. Selon Elizabeth Allès, la première reconnaissance de l'existence des nationalités en Chine remonte au conflit entre la Chine impériale et les nationalistes dirigés par Sun Yat Sen. Afin de pouvoir s'assurer le support de toute la population pour la Révolution nationale contre la dynastie Qing - pour la création d'une nation moderne -, Sun Yat Sen a proposé la reconnaissance de cinq peuples en Chine (wuzu gong he) : han, mandchou (man), mongol (meng), tibétain (zang) et hui (tous les musulmans) : Élisabeth Allès, *Musulmans de Chine. Une anthropologie des Hui du Henan*, Paris : École des Hautes Études de Sciences Sociales, 2000: 11.

⁴³ Benedict Anderson (1991), *op. cit.*: 159 et 160.

Dans un tout autre ordre d'idées, mais toujours dans le cadre de la transition des sociétés traditionnelles vers l'industrialisation, Ernest Gellner propose un modèle où le nationalisme est maintenant une « conséquence de l'organisation sociale industrielle »⁴⁴, ou encore « essentiellement un principe politique, qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes ».⁴⁵

Selon Ernest Gellner, la révolution industrielle entraîne et requiert l'homogénéisation culturelle et linguistique d'une collectivité, ce qui va favoriser l'émergence d'une culture nationale, élément fondateur d'un sentiment profond d'appartenance à une même nation. Le nationalisme devient ainsi, comme mentionné plus haut, une « conséquence de l'organisation sociale industrielle » parce que c'est la modernisation de l'économie qui brise l'enclavement des anciennes unités autarciques - tradition agraire - et favorise la croissance de la mobilisation professionnelle qui oblige enfin l'État à imposer une langue commune, l'alphabétisation et une formation générale suffisante. Le « mode de production » des sociétés industrielles devient le facteur causal du nationalisme⁴⁶.

Selon la typologie du nationalisme proposée par Ernest Gellner (il présente huit situations distinctes), les volontés - ou la nécessité - d'homogénéisation culturelle peuvent engendrer des conflits lorsqu'il y a différenciation culturelle sur lesquelles, par conséquent, le nationalisme a prise. De cette situation, nous relevons deux formes typiques de nationalismes, où deux cultures cohabitent sur un même territoire, et où l'une d'elles détient un pouvoir et l'autre pas : le nationalisme de forme « libérale occidentale classique » (civique) et le nationalisme de type « Habsbourg » (ethnique)⁴⁷.

⁴⁴ Ernest Gellner (1989), *op. cit.* : 56 et 65.

⁴⁵ Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Oxford : Blackwell, 1983 : 55 et Ernest Gellner (1989), *op. cit.* : 11.

⁴⁶ Ernest Gellner (1983), *op. cit.* : 57-61.

⁴⁷ *Ibid.* : 141 et ss.

Dans le premier cas - nationalisme de forme « libérale occidentale classique » -, le processus d'homogénéisation culturelle se fait rapidement et sans obstacles : les basses cultures qui n'ont habituellement peu ou pas accès à l'éducation, qui parlent des dialectes et qui ne possèdent aucun pouvoir, sont toutefois proches de la haute culture, qui possède pour sa part une langue unifiée et un système éducatif développé. Cette situation ne pose aucune barrière à la standardisation et à l'uniformisation culturelle puisque les basses cultures n'ont ainsi peu ou pas de difficultés à s'intégrer à ce nouveau cadre culturel. Dans ces circonstances, le nationalisme ne représente aucune forme de nécessité. Cette forme de nationalisme peut, selon nous, être associée au nationalisme « civique », c'est-à-dire celui qui favorise une libre association politique des citoyens – nation contractuelle – et qui ont pour leur part volontairement choisi d'appartenir à une même collectivité construite historiquement. La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis constituent les exemples types de cette forme de nationalisme⁴⁸.

Dans un second temps, l'uniformisation culturelle peut toutefois, à certains moments, provoquer des oppositions, qui sont à l'origine d'un nationalisme exacerbé. Cette deuxième forme de nationalisme, identifiée par Gellner comme étant de type « Habsbourg », nous renvoie aux basses cultures - ou petits peuples sans histoires - dispersées et hétérogènes, dont seulement une faible partie sont suffisamment proches de la haute culture pour s'engager promptement dans le processus d'homogénéisation culturelle. De cette façon, lorsque le centre dominant - la haute culture - désire homogénéiser culturellement tous les petits peuples de la nation, ces derniers se voient contraints à devoir nier leur identité ethnique et culturelle de base. Certaines petites nations peuvent accepter cette situation, mais d'autres, non. Dans ce dernier cas, des intellectuels peuvent vouloir favoriser une crispation de leur communauté sur ses traits identitaires, en prétendant vouloir concurrencer la haute culture, à l'intérieur des cadres établis par cette dernière.

⁴⁸ Il est vrai que les Bretons, les Corses, les Occitans, les Écossais et les Basques seraient sans doute en désaccord avec cette conclusion.

Pour Gellner, cette volonté se révèle toutefois vaine : une même entité politique et nationale ne peut abriter deux cultures concurrentes. De ce fait, l'unique recours plausible est celui de former une entité politique séparée. C'est ainsi que le groupe « rival » devra se doter d'un État afin de protéger et entretenir cette culture qu'il vient de construire ou de reconstruire⁴⁹. Nous croyons pouvoir associer cette dernière forme de nationalisme au Romantisme allemand (II^e et III^e Reich), où la légitimité du sentiment national provient de la croyance en des ancêtres communs, et où la population se reconnaît selon une langue, une race et une culture partagées par l'ensemble de la collectivité. Ce sont les liens de sang qui priment pour expliquer l'appartenance à une nation, et non pas un choix contractuel.

En résumé, selon le paradigme moderniste, la conscience nationale est comprise comme étant une production sociale, émergeant dans un contexte de transformations socio-économiques historiques, principalement associées à la transition vers la modernité. Sans remettre en question les notions de production sociale et d'historicité, nous désirons toutefois soulever quelques éléments des hypothèses de Benedict Anderson et d'Ernest Gellner qui nous semblent empreints d'ambiguïté. En effet, que dire du nationalisme émergeant dans les sociétés qui n'ont pas vécu un processus d'industrialisation et d'homogénéisation culturelle et linguistique comme présentés par ces deux auteurs ? Devons-nous automatiquement l'associer à une forme de type « Habsbourg » ou alors à un nationalisme « officiel » ? Que pouvons-nous penser de la résurgence du nationalisme dans les sociétés post-industrielles ? Faut-il croire que les nations et les nationalismes peuvent être compris de façon universelle, peu importe les acteurs, le temps et le lieu étudié ? Pour Benedict Anderson, la crise de légitimité des autorités religieuses est un des éléments catalyseurs de l'émergence du nationalisme. Comment alors pouvons-nous comprendre le fait que plusieurs mouvements nationalistes ou idéologiques contemporains sont justement basés – ou se définissent – selon leurs croyances religieuses ?

⁴⁹ Ernest Gellner illustre ses propos à l'aide de la fable des Rirutaniens et des Mégalomaniens. Voir, Ernest Gellner (1989), *op. cit.*

Tout compte fait, l'approche moderniste se rapproche de la thèse primordialiste, en ce sens qu'elles tentent toutes les deux de donner une explication structurelle à l'émergence des nations et des nationalismes. Pour les tenants de la thèse primordialiste, c'est la question de la résurgence de caractéristiques ethniques, religieuses et culturelles primordiales qui expliquent les volontés nationalistes, et pour les modernistes, ce sont les conditions structurelles de la modernisation qui déterminent l'émergence du nationalisme. Que ce soit pour l'un ou pour l'autre de ces paradigmes, une attention très relative est accordée aux conditions économiques, sociales et politiques internes à une nation ou encore, les rapports de domination ne sont considérés que de façon binaire, c'est-à-dire selon la *réaction* à un nationalisme « officiel » ou dominant, alors qu'il nous semblerait aussi important de porter une attention particulière aux jeux de différents acteurs qui ne sont pas toujours associés à l'État dominant.

Pour revenir au cas des Ouïgours du Xinjiang, nous devons rappeler qu'historiquement, les territoires du Xinjiang ont été un lieu de mouvements importants, tant pour des raisons sociales, que religieuses et politiques. Ainsi, les ethnonymes des minorités considérés comme acquis aujourd'hui proviennent de luttes chroniques entre différentes forces - politiques ou ethniques - luttant pour un statut particulier ou le pouvoir⁵⁰. L'identité ethnique et culturelle contemporaine des habitants du Xinjiang est complexe et multidimensionnelle, tout comme leurs revendications politiques, et ce, en particulier chez les Ouïgours.

1.3 *Le nationalisme compris comme diffusion ou construction idéologique*

Plutôt que de comprendre les traits identitaires d'une communauté comme étant la source première de ses revendications politiques, ou encore la formation de la conscience nationale comme étant le produit de l'imprimerie et du capitalisme, les tenants du troisième paradigme

⁵⁰ « Préface » dans George Wei et Xiaoyuan Liu (dir.), *Exploring Nationalism of China. Themes and Conflicts*, London : Greenwood Press, 2002. : xiii.

croient plutôt que la nation incarne le produit de processus historiques et de ruptures. Dans cet ordre d'idées, la définition de la nation doit être comprise en fonction des volontés et des choix, eux-mêmes fluctuants et complexes, des acteurs qui composent la nation en question. Les notions d'ethnie et de culture pouvant définir une nation ne sont pas comprises comme une « donnée », mais plutôt comme un attribut pouvant se composer et se décomposer selon les contextes historiques⁵¹, où chaque trait identitaire est revendiqué selon l'adversité rencontrée⁵². De cette façon :

Quelque soit le groupe considéré, la question de savoir ce que signifie être membre du groupe ne fait jamais l'objet d'un consensus et les définitions d'appartenances sont toujours sujettes à contestation et à redéfinition de la part de segments différents du groupe.⁵³

Comme le présente Frédérick Barth, le choix du trait culturel mis de l'avant sera stratégique en ce sens qu'il peut être un facteur pour la transformation ou la persistance de l'identité du groupe ethnique. Les nationalistes peuvent ainsi être compris comme voulant produire ou

⁵¹ Voir entre autres, Barbara Rose Johnston, « Identities, Ecologies, Rights, and Future : All Endangered », dans Leslie E. Sponsel (dir.), *Endangered Peoples of South and East Asia. Struggle for survive and trive*, Greenwood Press, London, 2000 : 8.

⁵² Aucun trait culturel ne peut être crédité d'une validité universelle et essentielle à l'identification ethnique. Roland Breton apprécie cette situation en qualifiant les groupes ethniques d'ensembles flous : « Toute la difficulté vient de ce que les groupes sociaux et ethniques relèvent simplement de la catégorie des *ensembles flous*, dont chaque élément ne peut toujours être classé comme appartenant, ou non, à tel ou tel ensemble » dans : Roland J.-L. Breton, *L'ethnopolitique*, PUF, 1995 : 13 ; ou encore, selon Charles Keyes, la dimension culturelle ne peut, même si elle est toutefois importante, être prise seule pour comprendre l'identité ethnique et les aspirations politiques qui peuvent être revendiquées par un même groupe ethnique : « L'identité délimite aussi les actions sociales entre les groupes, et cette interaction où la spécificité ethnique est utilisée comme instrument pour l'atteinte d'objectifs particuliers, fait de la dimension sociale un critère tout aussi significatif dans l'étude de l'identité ethnique ». L'auteur rajoute aussi que ce sont les changements politiques et économiques radicaux qui provoquent les transformations ethniques, tant sur le plan culturel que social, dans : Charles Keyes (dir.), *Ethnic change*, Seattle : University of Washington Press, 1981 : 10 et 27.

⁵³ Poutignat, Philippe et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité* suivi de Frédérik Barth, *Les groupes ethniques et leurs frontières*, Presses universitaires de France, 1995 : 174.

reproduire les traditions d'un « âge d'or » révolu, afin d'unifier et de cristalliser l'identité d'un groupe dans le dessein de mener à terme des intérêts politiques⁵⁴.

Ce paradigme permet de prendre en considération la longue histoire des interactions sociales entre puissances étrangères et empires, de même que celle des rapports de force régionaux et locaux en Asie centrale et se révèle en ce sens particulièrement bien adapté à l'analyse de certains aspects du problème ouïgour qu'il s'avérerait difficile de considérer en recourant strictement aux thèses primordialiste et moderniste. Une approche historique invite ainsi à mieux cerner les rapports de force tant intérieurs qu'extérieurs qui ont longtemps dominé la région afin de mieux comprendre les revendications des Ouïgours du Xinjiang et de la diaspora depuis le début des années 90.

Deux recherches effectuées par Olivier Roy, dont la démarche, sans pouvoir s'appliquer entièrement à notre sujet d'étude, nous a tout de même fortement inspiré, méritent d'être soulignées. Tout d'abord dans *Nations sans nationalisme (Pakistan, Afghanistan, Iran)*, Olivier Roy démontre par une approche historique qu'en Afghanistan, en Iran et au Pakistan, la défense ou l'instrumentalisation de l'identité religieuse, par définition peu soucieuse de territorialité⁵⁵, a été le fondement de l'identité nationale plutôt que le territoire défini par l'État-nation. Pour Olivier Roy, le sentiment national provient d'une sorte d'habitus entraîné par le fait de l'État et de la territorialisation, c'est-à-dire de l'inscription d'une société dans un espace distinct ordonné autour d'un État, qui, aussi faible et décrié soit-il, est bien l'espace de recomposition des groupes identitaires, la scène où ils s'affrontent et l'enjeu de leur affrontement⁵⁶. Concernant son étude de cas, il ajoute que :

⁵⁴ Nous faisons référence ici à la notion de frontière défendue par Frédéric Barth. Pour une plus grande discussion sur ce concept, voir Frédéric Barth [1969], *Les groupes ethniques et leurs frontières*, dans Poutignat, Philippe et Jocelyne Streiff-Fenart, *op. cit.* : 248.

⁵⁵ Olivier Roy, « Nations sans nationalisme (Pakistan, Afghanistan, Iran) », dans P. Bernbaum (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris : Presses Universitaires de France, 1997 : 251.

⁵⁶ *Ibid.* : 256.

Le sentiment nationaliste existe en Iran, Afghanistan et Pakistan, mais il manque une idéologie, une théorisation nationaliste, dans le projet qui a présidé à la mise en place de l'État moderne et une élaboration intellectuelle perse du nationalisme contemporain.⁵⁷

Dans un autre ouvrage portant sur les nouveaux États de l'Asie centrale (Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Kazakhstan et Tadjikistan) en plus de l'Azerbaïdjan, Olivier Roy démontre que les identités nationales y sont, à la toute fin, le produit de l'Union soviétique. Cette « fabrication des nations » entreprise par les Soviétiques visait à briser les identités et les idéologies supranationales (panislamisme et panturkisme). Cette volonté stratégique des autorités russes a finalement favorisé l'émergence d'identités nationales distinctes et effectivement brisé les identités et idéologies supranationales sans pour autant encourager la naissance de nationalismes, ni même une homogénéisation ethnique et une intégration des identités dans les différentes républiques, étant donné le fait que pour Moscou, c'est l'ethnie, et non le territoire ou la citoyenneté qui a été perçue comme à l'origine de l'identité nationale⁵⁸.

En guise de conclusion pour ce chapitre, nous tenons à préciser que selon nous, aucun de ces paradigmes ne peut, à lui seul, nous aider à comprendre le fait de l'émergence des nations et des nationalismes. Outre Samuel Huntington, Mark Juergensmeyer et James Kellas, tous les autres auteurs précités nous seront utiles pour comprendre le mouvement ouïgour qui est, comme nous le verrons, multidimensionnel et fort complexe, à l'image des propositions théoriques qui tentent d'en expliquer la substance.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Olivier Roy, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris : Éditions du Seuil, 1997.

CHAPITRE II

Un peuple aux identités multiples

Provenant de neuf tribus nomades des territoires de l'empire des Köktürks (Turcs bleus), identifiées par les historiens chinois comme étant les Hui-he ou les Hui-hu⁵⁹, les Ouïgours ont établi un empire (khanat) qui a duré près d'un siècle (744 à 840 de notre ère), dans les steppes du nord-ouest de la Mongolie actuelle. D'abord chamanistes, ils pratiquent par la suite le manichéisme comme religion officielle, et commencent peu à peu à se sédentariser. L'empire est défait en l'an 840 par les nomades kirghiz venus des rives du Iénisseï et les neufs tribus ouïgoures se divisent alors en deux branches : une première forme la dynastie des karakhanides et s'établit sur un territoire regroupant la partie ouest du Xinjiang et la région de l'Issik Kul et de la Kashgarie en Asie centrale⁶⁰, alors que la seconde fonde pour sa part le royaume de Qocho, dans la région actuelle de Turfan et du nord du bassin du Tarim (à 200 kilomètres à l'est de l'actuel Urumchi).

Malgré une ascendance commune, les histoires des habitants de ces deux royaumes sont pour le moins bien distinctes l'une de l'autre. Les populations sous le règne des karakhanides entretiennent principalement des relations avec les Arabes et les Turcs qui envahissent progressivement l'Asie centrale, et dès le X^e siècle, elles sont marquées par deux processus irrémédiables qui toucheront plus tard la totalité de la région : celui de la turcisation et celui

⁵⁹ Peuples d'origines indo-européennes qui se sont progressivement turcisés à partir du V^e siècle de notre ère. Dru C. Gladney, (témoignage), « Prospects For the Uighur People in the Chinese Nation-State – Religious Freedom, National Identity and Cultural Survival », *United States Commission on International Religious Freedom*, 16 mars 2000, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.uscirf.gov/events/hearings/2000/march/panel4/03162000_gladney_test.html.

⁶⁰ Dans la région actuelle de Kashgar, plus précisément entre le désert de Taklamakan et le Kirghizstan. Selon Olivier Roy, ce royaume qui s'étend plus tard en Transoxiane et dans les steppes au-delà du Syr-Darya, est la première entité politique turque dans la région de l'Asie centrale : Olivier Roy, *L'Asie centrale contemporaine*, 3^e éd., Paris: Presses Universitaires de France, 2005 : 12.

de l'islamisation de l'ensemble des populations de la région de Kashgarie. De leur côté, les habitants du royaume de Qocho, encore connus sous le nom de ouïgours, se sont en partie convertis au bouddhisme, au christianisme nestorien ou ont conservé le manichéisme. Le royaume de Qocho a tout d'abord maintenu de bonnes relations commerciales et diplomatiques avec les dynasties chinoises Tang (618-907) et Song (960-1279)⁶¹, et vers le début du XIII^e siècle, il s'est progressivement rallié aux Mongols pour participer activement à la vie commerciale et administrative de l'empire de Gengis Khan⁶². Jusqu'aux premières décennies du XIV^e siècle, l'influence de la Chine et de la dynastie des Yuan (issue du quatrième fils de Gengis Khan), reste importante dans la région. La religion musulmane, toujours fortement marquée par le soufisme, occupe dorénavant une place prépondérante dans l'ensemble des oasis de la région et le respect de la charia remplace l'observance du droit coutumier post-mongol, le *töre*⁶³.

À partir de cette période, l'ethnonyme « ouïgour » disparaît des livres d'histoire, et ce, jusqu'au début du XX^e siècle⁶⁴. Cette situation amène différents spécialistes de la question

⁶¹ Comme l'avance Rémi Castets, la présence des Chinois dans les territoires du Xinjiang n'est, à cette époque, que très relative : « En dépit de la persistance au cours des temps de liens commerciaux, diplomatiques et d'échanges culturels et religieux avec les oasis de la région, l'Empire du Milieu n'a eu les moyens d'entretenir des garnisons sur place que sous la dynastie Han, entre la fin du II^e siècle av. J.C et le II^e siècle ap. J.C, puis sous les Tang, entre le VII^e siècle et le milieu du VIII^e ». Voir, Rémi Castets, *art. cit.*

⁶² Ils sont les promoteurs de l'écriture traditionnelle mongol, en usage aujourd'hui en Mongolie intérieure et, jusqu'à tout récemment, en République de Mongolie : « À ce propos, il est amusant de constater l'usage négatif qui est fait du terme "Ouïgour" dans l'affirmation identitaire de la République mongole post-communiste : les partisans du rétablissement de cette écriture traditionnelle, vermiculaire et verticale, comme écriture officielle l'appellent "écriture nationale", alors que ses adversaires, ceux qui souhaitent le maintien de l'alphabet cyrillique, dénomment l'écriture traditionnelle "écriture ouïgoure" afin de montrer par ce nom qu'elle est d'origine tout aussi étrangère que le cyrillique », voir Françoise Aubin, « L'arrière-plan historique du nationalisme ouïgour », dans Françoise Aubin et Frédérique-Jeanne Besson (dir.), « Les Ouïgours au vingtième siècle », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* - CEMOTI, no 25, janvier-juin 1998 : 20 et 21.

⁶³ Le seul endroit où le bouddhisme représente, jusqu'au début du XVI^e siècle, un rival solide à l'islam, reste la région du royaume de Qocho, principalement habitée par des Ouïgours. Mais quelques décennies plus tard, l'identité politique et culturelle des Ouïgours bouddhistes disparaît pour être absorbée dans une nouvelle société composée de membres aux origines ethniques et aux langues diverses, tout comme c'est le cas pour les autres peuples nomades et sédentaires qui sont apparus au cours des siècles précédents dans le bassin du Tarim. Voir Françoise Aubin, *Ibid.* : 22.

⁶⁴ Les populations du Royaume de Qocho seront les dernières à être connues sous le nom de ouïgoures, un terme qui était, selon Justin Rudelson, utilisé afin de distinguer la société ouïgoure des turcs musulmans qui habitaient l'ouest de la région. Voir, Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 5 et 6. Selon Dru Gladney, les

ouïgoure au Xinjiang (entre autres Dru Gladney et Justin Rudelson) à affirmer que l'islam n'a, à cette époque, en rien contribué à l'unification des clans ou des familles dispersés dans les oasis de la région. Les musulmans turcophones se désignent désormais selon différents critères, soit religieux – peuple musulman - ou comme ressortissants d'un oasis en particulier - kothanliq, turfanliq, etc⁶⁵.

2.1 Occupation et annexion des territoires de la région du Xinjiang

En 1754, les Oïrats mongols qui dominaient la région depuis le début du XVII^e siècle sont physiquement exterminés par les troupes de la dynastie mandchoue Qing (1644-1911), qui occupent à partir de 1759 les territoires du Xinjiang. Mais ces territoires nouvellement conquis ne seront pas immédiatement intégrés à la grande Chine ; les diverses populations de

témoignages des explorateurs étrangers à partir de la moitié du XVI^e siècle jusqu'au XX^e siècle, tels Mohammed Haidar, Sven Hedin et Paul Pelliot, ne font référence à aucun groupe ou collectivité qui s'identifie comme étant « ouïgour », mais plutôt à des personnes qui s'identifient comme « Turki » (selon les origines de leur langue), « Sart » (signifiant caravanier en ancien perse), ou selon d'autres ethnonymes dont l'appellation provient des oasis habitées, comme « Kashgarlik », « Turpanlik » et « Kothanlik ». Voir Dru C. Gladney, « Constructing a Contemporary Uighur National Identity : Transnationalism, Islamization, and State Representation », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* – CEMOTI, no 13, janvier-juin 1992, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :

www.ceri-sciencespo.com/publica/cemoti/textes13/gladney.pdf. Olivier Roy identifie le même phénomène après l'islamisation et les vagues de pénétration turque du VIII^e siècle en Asie centrale. Voir, Roy, Olivier, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris : Editions du Seuil, 1997 : 37 et 38.

⁶⁵ Voir, Dru C. Gladney (témoignage), *art. cit.* et Dru C. Gladney, « The Uyghur of China », dans Leslie Sponsel (dir.), *Endangered Peoples of Southeast and East Asia : Struggles to Survive and Thrive*, Westport, Conn., et London : The Greenwood Press, 2000 : 235. Pour Jianmin Wang, pendant le règne de la dynastie Yuan, les musulmans Turcs sont nommés Hui Hui, alors que les Qoco Ouïgours (premier ethnonyme des Ouïgours), sont quant à eux identifiés par le terme Hui Hu. Par la suite, tous les Ouïgours convertis à l'islam seront nommés Hui, alors que selon Wang, il y a confusion dans les documents officiels puisque les termes Hui Hui et Hui Hu sont encore utilisés et ce, de façon interchangeable. Sous la dynastie Song, des textes officiels nomment même les Ouïgours bouddhistes ou chrétiens Hui Hui. C'est à partir du XV^e siècle, au moment où la plupart des habitants de la partie des territoires du Xinjiang se sont convertis à l'islam, que l'on peut noter l'émergence d'une convergence au niveau de la langue et des habitudes de vie de ces populations dorénavant musulmanes et turcophones : Wang Jianmin, « Ethnonyms and nationalism in Xinjiang », dans George C. X. Wei et Liu Xiaoyuan (dir.), *Exploring Nationalism of China. Themes and Conflicts*, Londres : Greenwood Press, 2002 : 175 et 176.

la région sont à cette époque considérées comme étant des « sujets en dehors de l'assimilation » (*huawai zhimin*)⁶⁶. En pratique, la domination des forces impériales Qing s'exprime dans le sud de la région sous forme de prélèvement fiscal (mode d'administration indirect ou *indirect rule*) et les fonctionnaires locaux autochtones (*beg*)⁶⁷ sont responsables de l'administration dans les villes et les oasis qui dépendent de l'Empire. Dans le nord des Tianshan (chaînes de montagnes coupant de l'ouest vers l'est la moitié nord du Xinjiang), la dynastie Qing établit des colonies civiles et militaires, afin d'assurer à la fois la sécurité et le développement de la région⁶⁸.

À la même époque, qui correspond à la période du fameux « Grand Jeu » entre l'Empire britannique et la Russie tsariste, non seulement les frontières occidentales de la Chine constituent-elles l'enjeu de la compétition entre ces grandes puissances pour le contrôle des routes stratégiques qui relient le Xinjiang à l'Asie centrale, mais les empereurs mandchous sont aussi confrontés à des soulèvements à l'intérieur même de la Chine proprement dite : entre autres celui des Taiping (1851-1865), des Nian (1853-1868), et quelques autres au Yunnan (1855-1872) et au Shaanxi (1862-1873). Dans ces circonstances, les autorités impériales chinoises conservent un pouvoir très relatif sur les territoires du Xinjiang. La situation de la région n'y est par ailleurs guère reluisante : effondrement économique, inflation, énorme taxation pour l'entretien des troupes impériales et de plus, l'ensemble des bâtiments gouvernementaux, des systèmes d'irrigation, des ponts et des routes, sont en ruine.

⁶⁶ Rémi Castets, *art. cit.*

⁶⁷ Une procédure administrative identique à celle de la Mongolie, du Tibet et du Qinghai, où la région n'est pas considérée comme une région de l'empire, mais plutôt comme une marche frontalière pour la défense de leurs territoires.

⁶⁸ Pour la majorité des militants nationalistes ouïgours contemporains, ainsi que de nombreux auteurs, cette situation d'occupation civile et militaire incite à caractériser cette période comme étant le « début de la colonisation des territoires du Xinjiang ». Voir notamment, Rémi Castets, *art. cit.* ; Michel Jan, « L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois : vulnérabilité et sécurité », dans Françoise Aubin et Frédérique-Jeanne Besson (dir.), « Les Ouïgours au vingtième siècle », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* - CEMOTI, no 25, janvier-juin 1998 : 65-82 ; Patrick De Saint-Exupéry, « Ouïgours : Un combat perdu d'avance ? », *Politique internationale*, no 75, printemps 1997 : 417. Ahmad Faruqi note d'ailleurs qu'à partir de ce moment, « la culture ouïgoure est plongée dans un profond déclin » : Ahmad Faruqi, « The Forgotten Muslims of Xinjiang », *Muslim Uzbekistan*, 17 août 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.muslimuzbekistan.com/eng/ennews/2002/08/ennews17082002_0.html.

Dans ces circonstances, de nombreuses révoltes musulmanes⁶⁹ ont cours au Xinjiang de 1815 à 1877, dont l'une, qui éclate en 1864 dans la région de Kashgar et de l'Ouzbékistan actuel, aboutit à la formation de l'émirat musulman indépendant de Kashgar, en 1866⁷⁰. Dirigé par Yakub Beg (1820-1877), l'émirat entretient des relations diplomatiques et commerciales avec les empires britannique, russe et turc, dans l'espoir de recevoir en contrepartie une protection contre les volontés certaines de la dynastie Qing de reconquérir les territoires récemment perdus⁷¹. Les espoirs de Yakub Beg n'ont toutefois pas été exaucés et, dès 1877, l'émirat est défait par l'armée impériale chinoise, aidée par les forces britanniques - qui désirent de leur côté freiner les avancées des Russes dans la région⁷².

Autrefois désignée dans les annales historiques chinoises comme étant la « Contrée d'Occident » (*Xiyu*), la région du Xinjiang est annexée et formellement nommée « Xinjiang »

⁶⁹ Voir, Rémi Castets, *art. cit.* Tout comme Rémi Castets, Françoise Aubin qualifie aussi ces révoltes comme étant des jihad conduits par les musulmans de Kashgar et de Yarkand. Cette situation instable dans la région a contraint la dynastie Qing à des dépenses coûteuses et malaisées, puisque « Pékin est, ne l'oublions pas, distant de Kashgar de quelques cinq mois de marche à pied ». Voir, Françoise Aubin, *op. cit.* : 24.

⁷⁰ Qui est aussi nommé « royaume ouïgour indépendant de Kashgar » par différents auteurs.

⁷¹ Yakub Beg paraît selon Françoise Aubin, « être le chef d'un état musulman assez respectable pour que la Turquie lui promette son soutien ». Voir, Françoise Aubin, *Ibid.* : 25. Notons que pendant la même période, les musulmans Hui de la région du Xinjiang se sont aussi opposés à des restrictions religieuses imposées par la dynastie Qing. Le dirigeant de cette révolte, Ma Hualong, sera exécuté en 1871.

⁷² Selon Paul Charon, l'émirat établi par Yakub Beg est soutenu au tout début par les Anglais et les Russes qui y voient un moyen d'affaiblir l'influence chinoise dans la région. Les Russes présents depuis 1830 par l'intermédiaire d'agents implantés dans la population profitent de la révolte dirigée par Yakub Beg en prenant possession d'une partie de la vallée de l'Ili en 1871. Le traité de Saint Petersburg ratifié en 1881, officialise l'avancée russe au Xinjiang. Voir, Paul Charon, « La Chine et le séparatisme ouïgour », *DEA Science politique*, Université Panthéon-Assas Paris II, « s.d. », consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : <http://sources.asie.free.fr/espace/analytiq/charon/Chine-Ouighour-Charon.html>.

Quelques années plus tard (1881-1884), nous assistons au premier mouvement de population d'une importance significative entre les frontières russe et chinoise, lorsque approximativement 44 500 Ouïgours ont quitté la partie de la vallée de Ili occupée par l'armée impériale Qing, pour s'installer dans la partie ouest de la même vallée, qui est à l'époque, contrôlée par les Russes. L'administration russe a par ailleurs prêté main forte aux réfugiés musulmans et ouïgours du Xinjiang pour l'établissement de la ville de Yarkand et de plus petites communautés à Yarkand, Aksu, Charyn, Malybay, Koram et Karasu, ainsi que quatre autres dans la ville de Vemy. Pendant cette période, les Ouïgours ont été le troisième peuple en importance dans la partie russe de la vallée de Ili, après les Kazakhs et les Russes. Pour de plus amples informations, consulter : William Clark et Ablet Kamalov, « Uighur Migration Across Central Asian Frontiers », *Central Asian Survey*, no. 23, vol 2, juin 2004 : 168 et 169.

(signifiant « nouvelles frontières » ou « nouveaux territoires »⁷³) par la dynastie mandchoue, ou Qing, en 1884⁷⁴.

2.2 *Prémises d'un nationalisme turc au Xinjiang ?*⁷⁵

Contrairement à la Mongolie et au Tibet, le Xinjiang n'a pas déclaré l'indépendance de ses territoires lorsque la dynastie Qing est tombée en 1911. Alors qu'il y avait un mécontentement généralisé à l'encontre des dirigeants chinois et Qing, les leaders politiques turcs de la région ne semblaient aucunement en mesure d'établir un terrain d'entente sur les formes politiques que l'ensemble - ou une partie - des territoires du Xinjiang devaient prendre pour l'avenir des populations turcophones musulmanes qui y vivaient (majoritaires à plus de 95 %) ⁷⁶. Ceci peut, en partie, s'expliquer par l'instabilité de la région, dont la situation politique interne reste toujours fortement marquée par des divisions politiques, religieuses et militaires, générant des conflits complexes aux caractéristiques multidimensionnelles : entre musulmans et chinois, entre musulmans et musulmans, entre

⁷³ Selon Paul George, la signification du terme Xinjiang en mandarin met l'emphase sur la place périphérique de la région dans l'empire chinois. Voir, Paul George, « Islamic Unrest In the Xinjiang Uighur Autonomous Region », Commentary no 73, *CSIS*, printemps 1998, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.csis-scrs.gc.ca/en/publications/commentary/com73.asp. Mais pour le gouvernement chinois cette appellation signifie, selon la traduction française, « retour des régions anciennes ». Voir, Bureau d'information du Conseil des Affaires d'État de Chine, *art. cit.*

⁷⁴ Ahmad Faruqi, *art. cit.* Les frontières qui prévalaient à l'époque étaient plus ou moins précises, suivant les lignes des crêtes de l'Himalaya et les limites des zones d'influence des empires russe et britannique. Voir, Françoise Aubin, *op. cit.* : 26.

⁷⁵ Cette section et la suivante du second chapitre seront presque exclusivement basées sur l'excellent travail de James A. Millward et Nabijan Tursun, « Political History and Strategies of Control, 1884-1978 », dans Frederick Starr (dir.), *Xinjiang. China's Muslim Borderland*, Armonk, New York; London, England: M. E. Sharpe, 2004 : 63-98.

⁷⁶ James Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 75. Voir aussi, Rémi Castets, *art. cit.*

Ouïgours et Ouïgours, entre Tungans (chinois musulmans ou Hui) et Ouïgours, entre Ouïgours et Kazakhs, tout comme entre seigneurs de la guerre et paysans⁷⁷.

Malgré ces circonstances fort complexes, les racines d'un mouvement nationaliste turcophone moderne au Xinjiang commencent à prendre forme⁷⁸. Largement influencé par le courant djadidiste d'Ismaïl Gasprinsky (1851-1914), qui fait principalement la promotion de la culture des peuples turcophones par la mise en valeur des langues locales et l'enseignement de matières modernes⁷⁹, les commerçants (entre autres ouïgours) de la région du Xinjiang qui se sont déplacés dans la région centrasiatique, en Turquie, en Russie ou en Allemagne, ont voulu, à leur retour, faire profiter leurs sociétés des mêmes bénéfices matériels et idéels que ceux dont jouissent les sociétés européennes ou turque.

De ce fait, le mouvement djadidiste au Xinjiang fait la promotion du développement d'un système éducatif moderne⁸⁰, encourage les publications pour la promotion de la culture turcophone locale, tout en faisant appel à une réforme de l'islam afin de favoriser le développement politique, économique et culturel de la région. Lors d'un congrès tenu à Tachkent en 1921, un groupe connu sous le nom de l'Organisation des travailleurs et fermiers

⁷⁷ Andrew Forbes, *Warlords and Muslims in Chinese Central Asia*, Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 1986.

⁷⁸ Rémi Castets, James A. Millward, Nabijan Tursun et Peter Purdue parlent plutôt d'un nationalisme ouïgour moderne.

⁷⁹ « Djadid », mot arabe, signifie nouveau. Le djadidisme est un mouvement de réforme linguistique, religieux et scolaire de la fin du XIX^e siècle qui a pris naissance chez les Tatars de Kazari et de Crimée, pour être diffusé par la suite dans l'ensemble de la région centrasiatique – territoires occupés par l'empire Russe - et dans la région actuelle du Xinjiang. Le djadidisme vise l'avènement d'une autonomie culturelle, sans faire référence à la question de l'indépendance des peuples musulmans d'origine turcophone.

⁸⁰ Élargissement des disciplines qui étaient enseignées dans les *mektep* et *madrasas* (écoles coraniques traditionnelles) : langues étrangères, géographie, histoire, sciences, mathématiques, comptabilité, langue et littératures turques, religion et parfois, athlétisme. Deux marchands célèbres de la région du Xinjiang, les frères Hüsen Musabayow (1844-1926) et Bawudun Musabayow (1855-1929), ont fondé une école de style européen à Artush (près de Kashgar) en 1885, favorisé le déplacement d'étudiants ouïgours vers Istanbul, Kazan et St-Petersbourg, en plus d'ouvrir de nouvelles écoles et une maison de publications à Kashgar quelques années plus tard. Mesud Sabiri (1887-1952) - qui va plus tard défendre l'autonomie du Xinjiang -, a décidé après des études en médecine à Istanbul en 1915, d'ouvrir une pharmacie et de fonder une école pour plus de 2000 étudiants à Yining. Pour plus de détails, voir James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 72.

de Altishahr et de Zungharia, a été renommé l'Organisation des Ouïgours révolutionnaires. Cet événement est cité par différents auteurs comme étant la première utilisation officielle de l'ethnonyme ouïgour depuis 500 ans pour identifier les populations turques urbaines et agraires du Xinjiang au XX^e siècle⁸¹. Selon Françoise Aubin, ce serait sous l'influence des théories occidentales de la nationalité que le besoin de trouver un nom générique « ayant la valeur d'une devise de rassemblement identitaire » se fait sentir chez les nationalistes du Xinjiang⁸². Mais le choix de l'ethnonyme ouïgour viendrait de l'extérieur : il provient ainsi d'un des premiers congrès des nationalités de l'Union soviétique en 1921 et ce, aussi à Tachkent, où des académiciens russes ont établi une relation entre les membres de l'empire ouïgour du IX^e siècle et les habitants du bassin du Tarim de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle⁸³.

Nous retrouvons ici l'idée du rôle de la modernité défendue par Benedict Anderson pour expliquer la construction de la « communauté imaginée ». Mais pouvons-nous conclure pour autant à l'émergence progressive d'une conscience nationale homogène au sein de la population turcophone musulmane de la région du Xinjiang ? Comme les faits le démontrent, il est peut-être trop tôt pour pouvoir répondre dans l'affirmative.

2.2.1 Formation de la première république du Turkestan oriental

Au début des années trente, la situation interne au Xinjiang demeure toujours aussi chaotique, et le mécontentement latent des populations du Xinjiang va de nouveau se manifester par différentes révoltes locales, qui se généralisent rapidement sur la totalité des territoires de la

⁸¹ Voir entre autres, Vincent Fourniaut, « Un conflit latent en Asie centrale. Pékin face au mouvement national ouïgour », *Le Monde diplomatique*, septembre 1997 : <http://www.monde-diplomatique.fr/1997/09/FOURNIAU/9073>.

⁸² Françoise Aubin, *op. cit.* : 27 et 28.

⁸³ James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 73.

région⁸⁴. Il est possible d'affirmer que les causes principales de tous ces soulèvements résident dans la mauvaise gestion politique et administrative de la région, la corruption des dirigeants, et l'implantation progressive de « colons » venus de la Chine intérieure, qui bénéficient d'avantages sociaux et économiques nettement supérieurs, en comparaison aux lourdes taxes et corvées imposées aux populations locales⁸⁵. Ces soulèvements contre les autorités chinoises sont sporadiques et spontanés et ne regroupent pas l'ensemble des populations autochtones de la région. Au contraire, le factionnalisme prévaut toujours, que ce soit à titre ethnique, religieux ou même, selon les oasis de résidence. Les diverses alliances ethniques, politiques et religieuses demeurent ainsi extrêmement fongibles⁸⁶.

Suite à des soulèvements de Ouïgours dans la région de Hami au début de 1931, dont le résultat fut un massacre généralisé de tous les musulmans qui se trouvaient sur le passage des forces armées du seigneur de la guerre de l'époque, Jin Shuren, des Kazakhs, des Kirghiz et des Tungans ont rapidement rejoint les rangs des insurgés et les révoltes se propagèrent dans toute la région du Xinjiang pendant l'hiver de 1932 à 1933. C'est dans ces circonstances explosives, qu'en novembre 1933 est formée la première république du Turkestan oriental (RTO). Au nombre des membres du nouveau gouvernement - associés au mouvement djadidiste des années dix et vingt -, on retrouvait des professeurs, des éditeurs et des marchands, provenant des régions de Kashgar-Artush et de Turfan (regroupant des Ouïgours, des Ouzbeks et des Kirghiz)⁸⁷.

⁸⁴ James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.*: 74.

⁸⁵ À titre d'exemple, les chinois Han reçoivent à leur arrivée dans les territoires du Xinjiang des outils, des semailles et une exemption de deux ans pour le paiement des taxes, alors que les autres populations qui se voient expatriées de leurs terres reçoivent pour leur part en guise de compensation des terres infertiles situées près du désert de Taklamakan.

⁸⁶ James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.*: 76 et 77.

⁸⁷ Le président nommé, Xoja Niyaz, a soulevé la controverse. Xoja Niyaz, ancien commandant du « beg » Khan Hami, était détesté par la population à cause des lourdes corvées qu'il imposait et de son soutien politique au futur seigneur de la guerre chinois, Sheng Shicai. À cette époque, Xoja était cependant en combat dans le nord du Xinjiang, loin des territoires de la RTO, située près de Aksu, le long de la rive nord du bassin du Tarim, jusqu'à Kothan, dans le sud du Xinjiang.

Concernant la forme politique de la nouvelle République, des désaccords ont émergé quant à la place que l'islam devait y occuper. Dans un « Livre blanc » publié en 2002 par le gouvernement chinois, la RTO est vue comme le produit des « séparatistes fanatiques et des extrémistes religieux » du Xinjiang⁸⁸. Mais dans un tout autre sens, James Millward et Nabijan Tursun affirment que la proposition de constitution n'accordait que très peu d'importance à la loi de la charia et à l'islam; moderniser la région et réformer le gouvernement du Xinjiang, en plus de l'instauration d'une démocratie et la tenue d'élections libres, constituaient les principaux objectifs⁸⁹. Tandis que pour Graham Fuller et Jonathan Lipman, la « république islamique du Turkestan oriental » aurait proclamé un gouvernement islamique basé sur la charia dans le but premier d'unir tous les musulmans de la région contre la république de Chine et l'Union soviétique⁹⁰.

Épaulé par les forces soviétiques, Sheng Shicai, à l'époque commandant en chef des forces armées de Jin, décidait de renverser ce dernier pour prendre le contrôle du gouvernement d'Urumchi. Profondément anti-japonais, Sheng a profité d'un fort appui de Moscou dans toutes ses démarches politiques au Xinjiang. Pour des raisons incertaines, à l'été 1933, les dirigeants de la RTO ont joint les forces chinoises de Sheng afin de combattre les Tungans qui occupaient une partie de la région d'Urumchi. Vaincus, ces derniers se sont repliés vers Kashgar, où ils ont destitué en février 1934 le gouvernement de la RTO, au nom du GMD. Pour reprendre les propos de James Millward et Nabijan Tursun, « ce sont ainsi les Tungans,

⁸⁸ « Un article de l'Office d'information du CAE [Conseil des Affaires d'État] révèle la nature des forces terroristes du "Turkestan oriental" », *Agence de Presse Xinhua*, 21 janvier 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.french.xinhuanet.com/htm/01211648231.htm.

⁸⁹ James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 77-79.

⁹⁰ Graham E. Fuller et Jonathan Lipman, « Islam in Xinjiang », dans Frederik Starr (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, New York : Central Asian Caucasus Institute, 2004 : 328. Les différents noms octroyés à la nouvelle république démontrent bien l'ambiguïté de son caractère ethnique et religieux : le nom « république du Ouïgouristan » est gravé sur les premières pièces de monnaie. Par la suite, des sources contemporaines vont plutôt faire référence à cette entité comme étant la « république islamique du Turkestan oriental », alors que d'autres vont plutôt faire référence à la « république du Turkestan oriental », comme il était écrit dans la Constitution et sur les pièces de monnaie et les passeports avant la chute de la RTO. Selon James Millward et Nabijan Tursun, le nom république du Turkestan oriental aurait été préféré du fait de la présence de plusieurs peuples turcs dans la région du Xinjiang. Voir, James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 78.

ou les Chinois musulmans, qui ont défait la première république du Turkestan oriental, alors que l'Union soviétique, Sheng et Nanjing, ont pour leur part joué un rôle secondaire ».⁹¹

En 1934, Sheng Shicai remet en question l'idéologie du GMD à propos des minorités, selon laquelle il n'y a que « cinq races » dans la république chinoise (han, manchoue, mongole, hui et tibétaine) et décide de reconnaître l'existence de quatorze nationalités différentes au Xinjiang : Ouïgour, Tranchi (les Ouïgours de Ili), Kazakh, Ouzbek, Tatar, Tadjik, Mandchou, Sibe (Xibo), Sulon, Han, Hui (Tungan), Mongol et Russe⁹². Les dirigeants soviétiques avaient déjà reconnu l'ethnonyme ouïgour en 1921 pour identifier la population turcophone musulmane, sédentaire et provenant majoritairement de la partie sud du Xinjiang, dans les oasis bordant le désert de Taklamakan, mais après la décision de Sheng, c'est la première fois que ce dernier est reconnu officiellement en Chine depuis des siècles.

Dans ces circonstances, il serait possible de croire que cet événement a constitué un moment catalyseur pour le regroupement des populations autrefois vaguement associées aux oasis dont elles sont originaires, ou bien à l'islam. Mais est-ce vraiment le cas ? Selon Wang Jianmin, des leaders habitant le Xinjiang, comme Masud et Mohammed Imin, ont refusé de se reconnaître comme étant Ouïgours. Selon eux, tout comme le voit le gouvernement nationaliste chinois – à l'inverse de Sheng –, les différences ethniques n'existent pas. Pour ces derniers, les Ouïgours, les Kazakhs, les Kirghiz, les Ouzbeks, les Tatars et les Tadjiks, ne sont pas des groupes ethniques distincts formant la population du Xinjiang : ils partagent la même origine ethnique turcophone, qui porte le nom de Tujue zu⁹³.

⁹¹ Environ 4500 civils Ouïgours furent tués dans les combats. Les forces soviétiques ont prêté main-forte à Sheng, qui reprit rapidement le contrôle de la région de Kashgar. Quelques-uns des dirigeants de la RTO qui avaient auparavant soutenu le seigneur de la guerre dans son combat contre les Tungans reçurent d'importants titres dans le nouveau gouvernement du Xinjiang – notamment le président, Xoja Niyaz, à qui l'on octroie la responsabilité du sud du Xinjiang. Beaucoup d'autres membres de la République ont cependant décidé de fuir le Xinjiang vers l'Inde et l'Afghanistan. James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.*: 79.

⁹² James A. Millward et Peter Purdue, *op. cit.*: 80.

⁹³ Jianmin Wang (2002), *op. cit.*: 177 et 181.

2.2.2 Deuxième république du Turkestan oriental

De 1934 à 1941, l'esprit djadidiste règne toujours chez les élites turcophones du Xinjiang, mais les conflits interethniques et communautaires ne cessent pour autant de se multiplier dans la région qui devient par ailleurs à l'époque, une forme de satellite pour Moscou comme c'est aussi le cas pour la Mongolie intérieure⁹⁴. À première vue, il peut paraître étonnant de constater l'attachement de Moscou à la région du Xinjiang. En fait, les Soviétiques ont jusqu'à cette époque largement intérêt à ce que la région du Xinjiang soit stable, à la fois pour des raisons commerciales et stratégiques⁹⁵.

À partir de 1942, l'influence de Nanjing au Xinjiang a commencé à prendre de plus en plus d'importance, jusqu'à ce que les forces de Sheng subissent une défaite en septembre 1944. Dès son arrivée, le gouvernement du GMD a établi un pouvoir essentiellement chinois Han et a semblé ne vouloir accorder aucune autonomie politique aux différents groupes peuplant le Xinjiang. Les stratégies adoptées par le Parti nationaliste ressemblaient beaucoup à celles adoptées par la dynastie Qing : les migrations se poursuivirent - plus d'un million de Han sont venus s'établir au Xinjiang -, et les taxes et corvées étaient toujours aussi lourdes pour

⁹⁴ Les dirigeants russes et leurs conseillers occupent des positions influentes dans le gouvernement de Sheng Shicai, et profitent d'avantages préférentiels en ce qui a trait à l'exportation des ressources naturelles de la région. De plus, de 50 000 à 100 000 personnes sont emprisonnées pour des raisons politiques et de nombreux intellectuels et leaders tungans et ouïgours qui avaient pourtant prêté main-forte à Sheng lors de son accession au pouvoir dans la région, sont aussi victimes de purges, un peu à l'image des méthodes stalinienne employées contre les opposants au régime communiste soviétique. Voir, James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.*: 80 et 81.

⁹⁵ Depuis le XIX^e siècle le Xinjiang constituait un important fournisseur de coton, de laine, de bétail, de cuir et de nombreuses ressources minérales, en plus d'être un bon marché pour l'écoulement des marchandises russes, puis soviétiques. De plus, il est certain que l'URSS n'apprécierait pas l'établissement d'un État turc musulman indépendant dans une région fort peu éloignée des nouvelles républiques d'Asie centrale, et cette crainte s'est amplifiée davantage à partir du moment où des leaders de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan ont commencé à s'impliquer au sein du nouveau gouvernement de la RTO. De plus, Staline nourrissait toujours une forte crainte devant l'avancée vers l'ouest des Japonais. L'annonce du déclenchement de la Seconde guerre mondiale et la signature en 1941 d'un pacte de non agression entre l'URSS et le Japon, allaient cependant changer cette dernière donne. De toute évidence, Staline est devenu, à partir de ce moment, beaucoup plus préoccupé par Adolf Hitler, dont les armées progressaient sur les territoires de l'Union soviétique, que par les problèmes de Sheng Shicai au Xinjiang. En contrepartie, lorsque les Américains ont joint la triple entente en décembre 1941 et commencé à fournir de l'aide au GMD, Sheng a décidé de se détourner de l'Union soviétique afin de s'aligner sur les nationalistes de Nanjing. De cette façon, « il a coupé l'aide soviétique et a exécuté ses conseillers communistes chinois [incluant le frère de Mao Zedong] ». Voir, James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.*: 78, 79 et 81.

les populations locales. Alors que sous le régime tyrannique de Sheng, une certaine préoccupation pouvait s'exprimer au sujet de la notion « d'égalité entre les nationalités », Wu Zhongxin, le nouveau gouverneur du GMD au Xinjiang, a dénié officiellement toutes distinctions ethniques : il affirmait que tous les peuples du Xinjiang sont d'origine chinoise. Alors que l'ouverture de Sheng devant la reconnaissance des spécificités culturelles des différentes populations de la région n'a pas nécessairement directement ouvert la voie à une homogénéisation de la conscience nationale des populations du Xinjiang nouvellement associées au terme ouïgour, l'attitude de Wu ne manquera toutefois pas d'exacerber le mécontentement des populations turcophones musulmanes qui commencent majoritairement à se reconnaître comme formant un même peuple, sans toutefois s'identifier essentiellement à l'ethnonyme ouïgour.

Dès 1943, les nomades Kazakhs ont été forcés à la sédentarisation et les terres fertiles de la région située près de Jitai où se trouvaient leurs pâturages traditionnels furent redistribuées aux nombreux migrants chinois qui affluaient toujours dans la région. En guise de riposte, les Kazakhs dirigés par Osman Batur ont organisé des raids sporadiques contre les occupants chinois et diverses cibles gouvernementales. À la fin de 1944, le GMD avait déjà perdu le contrôle des territoires du nord-est du Xinjiang et les révoltes s'étendaient désormais à la région de la vallée de Ili⁹⁶.

Influencées et appuyées par le PCC et les forces soviétiques, les populations turcophones (principalement kazakhes, kirghizes et ouïgoures) établissent dans la même période une seconde RTO dans trois « districts » de la partie occidentale de la région du Xinjiang : Ili, Altay et Tarbagatay. Selon Linda Benson et Ingvar Svanberg, le caractère interethnique de la « Révolution des trois districts » provenait du partage d'un sens commun d'identification par la majorité de la population du Xinjiang : celui d'être musulman et turcophone⁹⁷. À son

⁹⁶ James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 82.

⁹⁷ Linda Benson et Ingvar Svanberg, « The Kazakhs of Northwestern China : The Physical and Cultural Setting », chapitre I dans Linda Benson et Ingvar Svanberg, *China's Last Nomads. The History and Culture of China's Kazakhs*, New York : M.E. Sharpe Inc., 1998 : 20.

quatrième congrès en janvier 1945, le nouveau gouvernement proclamait les principaux objectifs de la seconde RTO. Ces derniers visaient à :

- Repousser le pouvoir dictatorial chinois des territoires du Turkestan oriental;
- Former un État indépendant sur la base du respect de l'égalité de toutes les nationalités du Turkestan oriental;
- Développer les industries, l'agriculture et l'élevage afin de favoriser la croissance économique et favoriser l'augmentation du niveau de vie des habitants de la région;
- Promouvoir l'islam puisque la majorité des populations du Turkestan oriental sont musulmanes;
- Promouvoir la culture, l'éducation et la santé dans la République;
- Entretenir de bonnes relations avec tous les pays démocratiques du monde entier et ce, plus principalement avec les Républiques de l'URSS, tout en faisant la promotion de la poursuite de relations politiques et économiques avec la Chine;
- Former une armée regroupant des membres de chaque nationalité afin d'assurer la paix sur les territoires du Turkestan oriental;
- Les banques, les bureaux de poste, les systèmes téléphoniques et de télégraphie, les forêts et l'ensemble des ressources minérales doivent appartenir à l'État;
- L'égoïsme, les idées nationalistes et la corruption doivent être enrayés de l'ensemble des employés de l'État.⁹⁸

À l'automne 1945, la poursuite de combats féroces entre les troupes de la RTO et celles du GMD dominaient l'agenda politique quotidien du nouveau gouvernement, et il est très difficile d'affirmer que l'on peut noter à cette époque l'émergence d'une conscience nationale homogène au sein des différentes populations des « trois districts ». Après avoir signé au mois d'août 1945 un traité d'alliance et d'amitié avec les nationalistes chinois, Staline changeait de cap et décidait alors d'encourager l'ouverture de pourparlers entre le GMD et les dirigeants de la RTO pour un partage pacifique des territoires du Xinjiang⁹⁹. Les discussions pour établir un gouvernement de coalition furent longues et difficiles, et l'accord obtenu en juillet 1946 n'allait durer qu'une seule année. Pourtant, Zhang Zhidong, président de la nouvelle assemblée régionale, avait clairement reconnu l'importance du problème ethnique

⁹⁸ « Major Events of the East Turkistan Republic », Uighur Press on Eastern Turkestan, consulté en ligne en mars 2006 à l'adresse suivante : www.uygur.org/wunn05/11_12.htm.

⁹⁹ Rémi Castets, *art. cit.*

au Xinjiang. En 1947, il déclarait vouloir renoncer au « chauvinisme Han » de ses prédécesseurs :

Nous les Chinois ne constituons seulement que 5 % de la population du Xinjiang. Pourquoi n'avons-nous pas légué plus de postes de pouvoir politique aux Ouïgours et aux autres groupes raciaux qui constituent l'autre 95 % ?¹⁰⁰

Deux années plus tard, devant le fait irrévocable d'une victoire prochaine des communistes dirigés par Mao Zedong, d'autres négociations officielles devaient se tenir à Beijing au mois d'août 1949, afin de conclure une entente à propos de l'avenir politique de la RTO. L'avion qui transportait les représentants de la République s'écrasa abruptement avant d'arriver à Beijing, tuant sur le coup tous ses occupants dans des circonstances qui demeurent fort nébuleuses¹⁰¹. En décembre 1949, l'Armée populaire de libération (APL) faisait une « libération pacifique » des peuples des territoires de la république du Turkestan oriental et du Xinjiang, et ouvrait, par le fait même, la voie à l'incorporation de la région du Xinjiang dans la nouvelle République populaire de Chine.

Une entrevue du *Taipei Times* effectuée en 1999 à Istanbul avec l'un des anciens dirigeants de la seconde RTO, Berat Haci (âgé de 98 ans à cette époque), révèle que les autorités du Xinjiang auraient autorisé les forces communistes à « marcher pacifiquement » sur les territoires de la république au nord du Xinjiang (à l'exception d'Urumchi) contre la promesse de la reconnaissance subséquente de l'indépendance de la RTO. De fait, le général en chef de l'APL au Xinjiang aurait affirmé à Berat Haci que dans le futur, les populations turcophones musulmanes de la région pourraient choisir entre l'autonomie ou l'indépendance :

¹⁰⁰ James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 83 et 84.

¹⁰¹ Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 30 et 34. Le gouvernement chinois aurait attendu que l'APL occupe tous les territoires au nord du Xinjiang ainsi que ceux de la RTO avant d'annoncer la disparition des dirigeants, des disparitions qui ont par ailleurs causé un grand vide dans l'organisation politique des Ouïgours et des minorités du Xinjiang : James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 86. Voir aussi Human Rights Watch (2005), *art. cit.*

Lénine reconnaît l'autodétermination de tous les peuples de plus de un million de personnes. Nous sommes communistes et nous devons suivre les instructions de Lénine.¹⁰²

Malgré tout, l'établissement de la seconde RTO a constitué le dernier moment de l'histoire où les Ouïgours ont pu profiter d'une réelle indépendance politique – ce qui n'est par ailleurs pas le cas pour l'ensemble des autres minorités turcophones musulmanes de la région vu la création des nouvelles républiques d'Asie centrale en 1991 suite à l'effondrement de l'Union soviétique (entres autres le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan).

Tout comme dans le cas de Sheng Shicai, les autorités chinoises communistes ont décidé, après la formation de la RPC d'identifier et de catégoriser l'ensemble des populations de la Chine. Cette volonté reprend en quelque sorte les termes proposés par Benedict Anderson en rapport avec le nationalisme officiel. Ainsi, elle provient d'une perspective stratégique d'homogénéisation nationale par une reconnaissance de la spécificité ethnique de chaque population, visant tout d'abord à assurer la sécurité de la Chine contre les grandes puissances qui sont toujours présentes dans la région avoisinante. Cette volonté s'inspire directement de la théorie des nationalités de Staline qui vise tout d'abord à préserver l'unité nationale en brisant les identités et les idéologies supranationales (panturquisme ou panislamisme) des différentes populations formant l'empire soviétique, et de cette façon, comme l'avance Olivier Roy :

Toute entité politique nationale doit correspondre à une nationalité titulaire, définie comme une communauté ethnique qui conserve, à travers tous les processus historiques, une identité fondée sur la langue. Ce peuple est présenté comme une donnée naturelle, vivante, qui se développe indépendamment de tout contrat politique et tout choix conscient de ses membres.¹⁰³

¹⁰² « The Quest for an Eighth Turkic Nation », *Taipei Times*, 12 octobre 1999, article publié par la Uyghur American Association le 17 août 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.uyghuramerican.org/layout/set/print/content/view/full/169.

¹⁰³ Roy, Olivier (1997a), *op. cit.* : 9.

Jusqu'à l'annexion officielle du Xinjiang, aucune unité politique n'y avait jamais existé, non plus qu'aucun nom ethnique ou géographique spécifique. Les populations turcophones musulmanes ont entretenu une longue histoire d'échanges commerciaux et diplomatiques avec les empires chinois, il est vrai, mais ce sont toutefois presque exclusivement les interactions et les influences les liant avec le reste du monde turcophone musulman d'Asie centrale qui ont déterminé le passé de ces populations, et ce, jusqu'au début du XX^e siècle¹⁰⁴. D'ailleurs, comme l'affirme Françoise Aubin :

[...] Paradoxalement ce pays, apparemment isolé et inaccessible, a été, au cours des siècles, une grande voie de passage des civilisations matérielles et intellectuelles que symbolise le terme de « Route de la Soie » (inventé à la fin du siècle dernier). Et ce fut aussi le cul-de-sac où les flots humains et les influences culturelles vinrent se superposer, se mêler, se fondre en de nouveaux modèles avant de mourir [...].¹⁰⁵

À cette étape historique, nous pouvons difficilement conclure à l'émergence d'une conscience nationale homogène au sein des différentes populations turcophones musulmanes de la région, et ce pour diverses raisons. Au cours de l'histoire, l'évolution de la culture politique des peuples du Xinjiang a été déterminée par diverses influences (indo-iraniennes, islamiques, turques, mongols, tibétaines et chinoises), selon des périodes historiques particulières et des formes différentes de pouvoir, dans des divisions régionales ou sous-régionales spécifiques. Par exemple, les populations qui habitent l'ouest des territoires (dans la région de Turfan et de Hamil) ont une longue histoire d'échanges commerciaux et culturels étroits avec la Chine, alors que dans le sud de la région du bassin du Tarim – zone de l'ancienne Kashgarie, au sud de la chaîne de montagnes des Tianshan –, les populations se sont plutôt tournées vers l'Inde. Les peuples situés au nord et à l'est du bassin du Tarim s'apparentent pour leur part d'une façon plus significative aux populations de la région avoisinante de l'Asie centrale.

¹⁰⁴ Owen Lattimore estime que les dynasties chinoises n'auraient en fait exercé leur autorité qu'environ 425 ans sur près de 2000 années sur les territoires du Xinjiang. Voir, Owen Lattimore, *Inner Asian Frontiers of China*, 2^e éd., New York : Capitol Pub. Co. et American Geographical Society, 1951 : 171. Rémi Castets précise que la région a été dans la majeure partie du temps - tout comme pour le reste de l'Asie centrale -, sous la domination de confédérations nomades d'origines turcomongoles (entre autres les Xiongnu, Ruan Ruan, Turks, Khitans, Mongols, etc). Voir, Rémi Castets, *art. cit.* Voir aussi Michel Jan, *op. cit.* : 66 et Paul George, *art. cit.*

¹⁰⁵ Françoise Aubin, *op. cit.* : 17.

Les révoltes sécessionnistes sous Yakub Beg à la fin du XIX^e siècle et lors de la formation des deux républiques du Turkestan oriental au début du XX^e siècle, ne peuvent être associées à une expression de la notion universelle de reconnaissance nationale, mais plutôt à des luttes idéologiques opposant différents dirigeants au pouvoir très localisé et dont le soutien populaire variait selon le charisme et l'appartenance religieuse, non pas selon la question d'une même appartenance ethnique. Jusqu'à la formation de la RPC, ce sont encore des appartenances à des « identités d'oasis » qui dominent dans la région du Xinjiang.

Il est certain que le mouvement nationaliste ouïgour a des origines lointaines - nous faisons référence au djadidisme du début du XX^e siècle -, ce qui pourrait nous inciter à associer son émergence à une période correspondant à la modernisation de l'Occident, comme le présente Benedict Anderson. Toutefois, la Chine était à cette époque caractérisée par une période féodale et il nous semble difficile de prétendre y trouver des transformations socioéconomiques équivalentes à celles que l'on retrouve en Occident et ce, encore moins au Xinjiang. Néanmoins, les commerçants ouïgours ont tout de même, grâce à leurs contacts avec le monde extérieur, commencé à marquer la différence identitaire des peuples d'origines turcophones musulmans en relation avec les « autres » de la région du Xinjiang. Cette construction identitaire s'est par ailleurs poursuivie et même intensifiée, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, sous la domination des autorités chinoises communistes à partir de 1949, pour finalement se cristalliser au début des années 90.

Ce qui vient d'être avancé à propos de l'histoire ouïgoure démontre bien la complexité des interactions et la multiplicité des influences qui ont contribué à composer et recomposer l'identité ouïgoure. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, en ce qui concerne l'évolution de l'identité contemporaine ouïgoure, à partir du moment où elle est nommée par l'État chinois jusqu'à aujourd'hui¹⁰⁶, la notion de l'altérité avec les autres minorités du

¹⁰⁶ Selon Dru Gladney - qui attribue foncièrement la création des identités ethniques en Chine à l'État nation -, les transformations de l'identité ethnique sont toujours produites par un processus d'interactions dynamiques entre l'environnement et l'identité qui prévalaient auparavant ; un aménagement et réaménagement identitaire continué dû aux migrations, aux relations entre les grandes puissances et aux politiques de l'État : Dru C Gladney (1998), *op. cit.* : 121.

Xinjiang et aussi la question des rapports de force entretenus par les Ouïgours et les chinois Han, prennent une valeur singulière. Pour reprendre les propos de Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart :

Une identité collective n'est jamais réductible à la possession d'un héritage culturel, fut-il réduit à un « noyau dur », mais se construit comme un système d'écarts et de différences par rapport à des « autres » significatifs dans un contexte historique et social déterminé.¹⁰⁷

¹⁰⁷ Poutignat, Philippe et Jocelyne Streiff-Fenart, 1995, *op. cit.* : 192.

CHAPITRE III

Les causes profondes du « malaise ouïgour »¹⁰⁸

Selon David Little, que ce soit sous le règne de la dynastie Qing (1644-1911), pendant la période républicaine (1912-1949), ou depuis la formation de la RPC en 1949, les dirigeants chinois ont toujours prétendu que les Han sont « choisis » pour accomplir une mission civilisatrice envers les minorités peuplant les périphéries de la Chine, qualifiant ces dernières d'« arriérées » et « barbares », qu'elles proviennent du Tibet, de la Mongolie intérieure ou du Xinjiang¹⁰⁹. De toute évidence, cette attitude ne pouvait être sans répercussions sur le développement des minorités en Chine et ce, particulièrement en ce qui concerne les Ouïgours du Xinjiang. Ce chapitre présente le contexte historique tel que façonné par les rapports de force entre le gouvernement chinois et la communauté ouïgoure au Xinjiang depuis 1949.

Après la formation de la RPC, les volontés d'assimilation de la communauté ouïgoure par le gouvernement chinois ont constitué le principe de base des diverses décisions politiques, appliquées comme autant de ballons d'essai compte tenu de la nature extrêmement sensible des relations interethniques au Xinjiang, qui visaient à intégrer les diverses minorités à la

¹⁰⁸ Titre repris à Rémi Castets, *art. cit.*

¹⁰⁹ Pour reprendre les propos de David Little concernant la question du mouvement nationaliste tibétain : « Persuadé que sa mission est un facteur de progrès et de libération pour le peuple tibétain "arriéré", le gouvernement chinois se croit justifié de contrôler et de reconstruire la société tibétaine ». Voir David Little, « Belief, Ethnicity, and Nationalism », *United States Institute of Peace*, 1995, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.usip.org/religionpeace/rehr/belethnat.html. Pour une étude sur l'évolution historique du nationalisme chinois voir, Zao Suisheng, « Chinese Nationalism and Its International Orientations », *Political Science Quarterly*, no 115, vol. I, Printemps 2000, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.mtholyoke.edu/acad/intrel/zhao.htm.

nation chinoise¹¹⁰. L'absence d'autonomie politique réelle, l'immigration chinoise Han croissante et continue, la prévalence d'inégalités socioéconomiques importantes entre les différentes minorités, et enfin, le contrôle de la pratique de l'islam, forment un ensemble de facteurs qui, depuis la constitution de la RPC, alimentent le sentiment d'injustice et le mécontentement au sein de la communauté ouïgoure¹¹¹.

Les manifestations tenues par la communauté ouïgoure dans les années 90 sont plus fréquentes et spontanées, plus violentes et rassemblent plus de participants qu'aucune des manifestations tenues au cours des années antérieures dans la Région autonome, et ce, malgré la réponse fortement répressive des autorités chinoises. Cette situation témoigne non seulement de l'ampleur du problème qui caractérise les relations entre cette minorité et les autorités chinoises, mais aussi de l'engagement de la minorité ouïgoure dans la promotion de ses droits et d'un début de consensus sur les moyens politiques pour les faire valoir et les protéger.

3.1 La Région « autonome » ouïgoure du Xinjiang

Afin de mieux intégrer les régions limitrophes de la Chine majoritairement peuplées de minorités – Xinjiang, Mongolie intérieure, Tibet, Guangxi et Ningxia –, et ce, sans provoquer de mécontentements majeurs, la première constitution de la RPC (1954) a établi que la Chine

¹¹⁰ Ce mécontentement se manifeste aussi au sein des autres minorités, notamment chez les Tibétains et les Mongols. Selon la définition de Colin Mackerras, l'assimilation d'une minorité implique le fait que ses membres ont intégré les traits identitaires du groupe dominant en abandonnant ceux qui caractérisaient leur spécificité. Le terme « assimilation » - selon la définition anglaise - correspond au terme chinois *tonghua*, qui signifie littéralement « faire la même chose ». Voir, Colin Mackerras (1994), *op. cit.* : 7.

¹¹¹ Plusieurs auteurs appuient ce point de vue, notamment Gardner Bovington, « Autonomy in Xinjiang : Han Nationalist Imperatives and Uyghur Discontent », *Policy Studies 11*, East-West Center Washington, 2004, consulté en ligne le 20 janvier 2006 à l'adresse suivante : www.eastwestcenterwashington.org/Publications/bovingdon.pdf et James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 63.

est un État unitaire aux multiples nationalités, toutes égales les unes devant les autres¹¹². Ces dernières ont ainsi, selon le texte constitutionnel, la liberté de pratiquer et de développer leur propre langue écrite et parlée et de conserver – ou de réformer - leur culture et leur mode de vie. En 1984, le gouvernement chinois a promulgué la « Loi de la République populaire de Chine sur l'autonomie régionale des ethnies minoritaires », qui définit des objectifs politiques très semblables à ceux mis de l'avant dans la constitution : unité dans l'égalité entre toutes les nationalités qui composent la RPC¹¹³.

Dans cette optique, cinq régions autonomes ont été créées à partir du milieu des années 50¹¹⁴, représentant cinq espaces géographiques distincts, habités par les ressortissants des nationalités minoritaires qui sont, selon la constitution chinoise, inséparables de la grande Chine : les minorités doivent à tout prix faire la « promotion du développement et de la prospérité de la nation, s'opposer aux divisions ethniques et défendre l'unité nationale chinoise ». ¹¹⁵ Cette dernière directive¹¹⁶ rend par ailleurs inconstitutionnelle toute sécession ou déclaration d'indépendance¹¹⁷.

¹¹² Moneyhon, Matthew D., « China's Great Western Development Project in Xinjiang : Economic Palliative, or Political Trojan Horse ? », *Denver Journal of International Law and Policy*, 22 juin 2003, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.law.du.edu/ili/online_issues_folder/moneyhon.pdf.

¹¹³ « Toutes les nationalités sont égales dans la République populaire de Chine. Les États protègent les droits et les intérêts légitimes de toutes les minorités nationales et assurent la garantie et la promotion des relations d'égalité, d'unité et d'assistance mutuelle entre toutes les nationalités ». Article 4. Constitution de la RPC, 1982. Voir « Constitution de la République populaire de Chine, 1982, article 4 », information prise dans : « Chine. Graves violations des droits humains dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang », *Amnesty International*, 1^{er} avril 1999, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : web.amnesty.org/library/Index/FRAASA170181999?open&of=FRA-392.

¹¹⁴ Le Xinjiang devient « région autonome ouïgoure du Xinjiang » en 1955, le Guangxi devient « région autonome de Guangxi » en 1956, le Ningxia devient « région autonome Hui de Ningxia » en 1958, la Mongolie intérieure, « région autonome de Mongolie intérieure » la même année et le Tibet, « région autonome du Tibet » en 1965.

¹¹⁵ Bureau d'information du Conseil des Affaires d'État de Chine, « National Minorities Policy and Its Practice in China, Part II. Adherence to Equality and Unity Among Ethnic Groups », *Livre Blanc*, juin 2000, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.china.org.cn/e-white/4/4.2.htm.

¹¹⁶ Au sens strict du terme « qui fixe aux minorités concernées un résultat à atteindre, un objectif à réaliser ».

¹¹⁷ Colin Mackerras (1994), *op. cit.* : 145.

Selon la Loi sur les Régions autonomes, le groupe ethnique majoritaire possède théoriquement un pouvoir de décision politique et économique, et le plus haut poste de direction du gouvernement régional doit revenir à un de ses membres¹¹⁸. Mais au Xinjiang, le poste de secrétaire régional du PCC, qui possède le pouvoir réel sur toute la Région autonome, a été octroyé à des Han de 1955 jusqu'à aujourd'hui¹¹⁹. De plus, le gouvernement a établi des préfectures et des comtés autonomes, calqués sur les divisions territoriales des ethnies qui prévalaient à l'intérieur même de la région autonome du Xinjiang avant la formation de la RPC. Se trouvent ainsi définis : la préfecture kazakh de Ili, la préfecture kirghiz de Kizilsu, la préfecture mongole de Bayingholin et la préfecture hui de Xihanzi.

La création de ces entités administratives distinctes, jouissant de prérogatives semblables en dépit des caractéristiques démographiques ou politiques des nationalités en présence, constitue un obstacle de plus à l'émergence d'une conscience nationale unifiée, tout au moins sous l'hégémonie ouïgoure, dont les ressortissants constituent plus de la moitié de la population du Xinjiang. L'unité nationale chinoise s'en trouve ainsi préservée.

3.1.1 *Le régime communiste chinois et la protection des droits et intérêts légitimes des minorités*

Les populations des Régions autonomes sont, en principe, libres de pratiquer leur religion. Mais des limites s'imposent à ce droit. De fait, au Xinjiang, les imams doivent être formés par l'Association islamique locale, qui est sous le contrôle direct du gouvernement chinois. Conscients de l'étroite surveillance des autorités chinoises sur les activités religieuses, la majorité des imams au Xinjiang préfèrent se conformer aux prérogatives du gouvernement

¹¹⁸ Le Ouïgour Seypidin Ezizi a été nommé directeur du gouvernement régional en 1955. Pour plus d'informations, voir, James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 91.

¹¹⁹ Colin Mackerras, « Ethnicity in China : The Case of Xinjiang », *Harvard Asia Quarterly*, 30 septembre 2002, consulté en ligne en décembre 2005 à l'adresse suivante : www.fas.harvard.edu/~asiacr/haq/200401/0401a001.html et Colin Mackerras (1994), *op. cit.* : 156 à 158.

central chinois et, lorsqu'il y a lieu, manifestent leurs désaccords en secret, plutôt que de devoir renoncer à leur poste ou souffrir de peines plus sévères¹²⁰.

Sous le règne de Mao Zedong (1949-1978), les périodes du Grand bond en avant (1959-1961) et de la Révolution culturelle (1966-1976) sont caractérisées par une terrible répression tant politique que culturelle au Xinjiang, comme c'est par ailleurs le cas partout dans le reste de la RPC. Vers la fin des années 1950, le gouvernement chinois entreprend une vaste campagne de répression contre les cadres « turcs » perçus comme étant de connivence avec les dirigeants de l'ancienne RTO et avec les Russes, qualifiés à l'époque de « révisionnistes » - au moment même où les relations sino-soviétiques se sont considérablement détériorées. Accusés de défendre un « nationalisme local », des dirigeants et des imams ouïgours ont été victimes des purges de « désoviétisation » et quelques 1600 personnes furent condamnées à séjourner dans des camps de travail forcé¹²¹.

En guise de réaction, d'avril à mai 1962, des milliers de Ouïgours et de Kazakhs de Ili et de Tarbagatay se sont réfugiés dans les républiques soviétiques voisines d'Asie centrale¹²². Le flot de migrations vers l'Union soviétique s'est poursuivi jusqu'à l'arrivée massive de l'Armée populaire de libération et des troupes du Corps de production et de construction du

¹²⁰ Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman rajoutent que dans certains petits quartiers ou villages, des imams peuvent être choisis directement par la communauté locale, selon leur morale et leur connaissance du Coran. Mais les sermons, jugements et même leurs déplacements sont étroitement surveillés par l'État. Sinon, des femmes ouïgoures sont arrêtées sur la voie publique parce qu'elles portent le voile et d'autres vêtements à caractère religieux, les employés de l'État n'ont aucunement le droit de pratiquer leurs obligations religieuses au travail et les jeunes de dix-huit ans et moins ont l'interdiction de se présenter dans les mosquées. Voir, Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 333, 334 et 341.

¹²¹ Un grand nombre y ont perdu la vie pendant la période du Grand bond en avant, alors que les survivants ne quitteront les camps qu'après 1979. Voir, James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 93.

¹²² Linda Benson et Ingar Svabber rapportent que le *Hong Kong Star* du 20 janvier 1969 fait état d'un soulèvement de plus de 4000 Ouïgours, prétendument appuyés par les Soviétiques dans le nord de la région du Xinjiang, à Yining. Voir, Benson, Linda et Ingar Svabber, *China's Last Nomads : The History and Culture of China's Kazakhs*, Armonk, New York : M. E. Sharpe : 139-140.

Xinjiang (CPCX)¹²³. Comme le mentionne Abdulhekim, directeur exécutif de l'East Turkestan National Center (ETNC) au *Taipei Time* en 1999 :

Au moment où des milliers de Ouïgours se sont présentés devant les bureaux du gouvernement à Gulja (Yining) en criant « Nous voulons de la nourriture », « Résistons à la migration Han », l'Armée populaire de libération a braqué les armes contre la population ouïgoure et laissé des centaines de morts dans les rues avoisinantes.¹²⁴

Sous le règne de Mao, la volonté d'assimilation des minorités au Xinjiang a mené à tout un éventail de pratiques allant de la simple intimidation à la plus pure provocation. Au nombre des pratiques qui découlent de la politique plus musclée d'assimilation, des employés gouvernementaux, des cadres musulmans et des écoliers se sont parfois fait offrir – sans toutefois être nécessairement obligés de les consommer – des plats gratuits par le gouvernement central pendant les mois de Ramadan (période de jeûne pour les musulmans)¹²⁵. On a offert de l'alcool à des ressortissants Ouïgours – ou on allait jusqu'à leur imposer la consommation dans certains cas – afin qu'ils brisent les tabous du Coran¹²⁶. Lors des moments les plus durs de la Révolution culturelle, des membres du PCC ont même fait entrer des cochons dans les mosquées¹²⁷ !

¹²³ Nous parlerons plus loin dans ce chapitre du rôle du CPCX au Xinjiang. Voir James A. Millward et Nabijan Tursun, *op. cit.* : 94.

¹²⁴ Abdulhekim croit que ce ne sont pas seulement 150 000 à 200 000 personnes qui ont à l'époque quitté le Xinjiang – notamment vers la république du Kazakhstan –, mais plutôt 600 000. Voir, « When Dragons Fight With Wolves », *Taipei Time*, 17 octobre 1999, mis en ligne par la Uyghur American Association le 17 août 2004, consulté en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.uyghuramerican.org/research_and_reports/other_sources/when_dragons_fight_with_wolves.

¹²⁵ Graham E. Fuller et Jonathan Lipman, *op. cit.* : 338.

¹²⁶ Christian Tyler, *Wild West China. The Taming of Xinjiang*, New Brunswick, New Jersey : Rutgers University Press, 2003 : 157.

¹²⁷ Joshua Kurlantzick, « Repression and Revolution in China's Wild West », *Current History*, septembre 2004 : 263.

De toute évidence, au vu de ce qui précède, les promesses de « libération populaire » suite à la victoire du Parti communiste chinois en 1949, ne se sont jamais concrétisées au Xinjiang. La migration soutenue de chinois Han, les conditions de vie difficiles, en plus de la terrible répression caractérisant la période du règne de Mao, ont alimenté le mécontentement toujours présent au sein d'une partie de la population peuplant le Xinjiang.

Au prix d'une répression soutenue, les dirigeants chinois ont pendant toutes ces années fragilisé les élites et forcé les populations des minorités nationales à se replier sur elles-mêmes et ce, particulièrement au sein de la communauté ouïgoure¹²⁸. Traditionnellement, les Ouïgours ont tendance à s'identifier aux oasis dont ils sont originaires, et ce localisme identitaire s'est accentué à l'époque non seulement par l'isolement géographique des oasis de la région, mais aussi dans des contextes politiques, sociaux et économiques extrêmement difficiles sous le règne de Mao. Les autorités soviétiques de leur côté se sont désintéressées de ce coin de la Chine après quelques années, afin de se concentrer sur les problèmes émergents de leurs propres États satellites (notamment en Afghanistan).

3.2 Cristallisation de l'identité ouïgoure

La mort de Mao Zedong et l'arrivée subséquente de Deng Xiaoping au pouvoir en 1978 ont ouvert la voie à une période marquée par une approche plus libérale des questions politiques, économiques et sociales en Chine. Au cours de cette période, le statut spécifique donné à chaque minorité nationale¹²⁹ fut officiellement reconnu, et le développement de leurs

¹²⁸ Rudelson, Justin Jon et William Jankowiak, « Acculturation and Resistance. Xinjiang Identities in Flux », dans Frederick Starr (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004 : 307.

¹²⁹ Fortement inspirées par la « théorie des nationalités » de Staline, les autorités chinoises perçoivent l'ethnie comme étant à l'origine de l'identité nationale, et non pas le territoire ou la citoyenneté. Mais compte tenu de la diversité des nationalités en Chine, il était cependant impossible d'associer la nation aux quatre éléments essentiels proposés par les dirigeants soviétiques (une langue commune, un lieu de vie géographique commun, une vie économique commune et un psyché commun, basé sur une culture commune) et pour remédier à cette

caractéristiques culturelles fortement encouragé. Les madrasas (écoles coraniques) et les mosquées, illégales sous Mao, ont été ré-ouvertes et de nouvelles ont été construites. Grâce à une relative ouverture des frontières - notamment avec l'autoroute de Karakorum liant le Pakistan au Xinjiang -, les échanges se sont progressivement intensifiés entre les populations musulmanes des territoires autonomes et le monde arabe et musulman.

À partir des années 80, certains membres de la communauté turcophone musulmane se sont déplacés dans différentes madrasas du Pakistan et de l'Arabie Saoudite, et d'autres ont pour leur part participé à la lutte menée contre les forces d'occupation soviétiques en Afghanistan entre 1986 et 1989 aux côtés des Moudjahiddins – une participation par ailleurs fortement encouragée par Beijing¹³⁰.

Dans le contexte plus libéral des années 80, le gouvernement chinois a introduit des politiques dites « préférentielles » (*youhui zhengce*) visant l'intégration des minorités peuplant la Chine dans ses institutions ainsi que l'amélioration de leurs conditions de vie¹³¹.

complication, les autorités chinoises ont décidé d'associer la notion de nationalité à celle d'un groupe ethnique qui « fait historiquement partie de l'État chinois ». Cette conception historico-culturelle de la nationalité ne fait pas référence à une identité politique distincte, mais plutôt à une identité culturelle propre. Le fait que le terme « minzu » (renmin) s'applique à la fois pour nommer la nation, le peuple, l'ethnie ainsi que la nationalité, cause des problèmes puisque la minorité se confond de fait avec la majorité. En d'autres mots, pour la Chine, la nation est constituée d'une terre historiquement légitimée, ainsi que toute la population qui la compose, par un processus historique et objectif. Ainsi, un membre d'une nationalité ferait partie d'un groupe ethnique qui fait historiquement partie de la nation : Thomas Heberer, *China and its National Minorities : Autonomy or Assimilation ?*, London : M.E. Sharpe Inc., 1989 : 9 et 10, 20-22 Voir aussi Colin Mackerras (1994), *op. cit.* : 141.

¹³⁰ Malgré les volontés de Mikhaïl Gorbatchev après sa nomination en 1985 pour le rétablissement de relations normales entre la Chine et l'Union soviétique, les autorités chinoises percevaient encore l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 comme étant une tentative d'encerclement de son territoire. La République populaire décida alors de s'allier avec les États-Unis, le Pakistan et les Moudjahiddins. En ce qui concernent les Ouïgours, selon le rapport de Human Rights Watch, leurs déplacements vers l'étranger doivent toutefois se faire clandestinement ou avec l'autorisation des dirigeants chinois : Human Rights Watch, (2004), *art. cit.* Lilian Craig Harris avance que ce sont principalement ces nouveaux échanges avec le monde musulman extérieur qui ont favorisé le développement d'un islamisme radical au Xinjiang. Nous en reparlerons pour notre part dans le prochain chapitre. Voir, Lilian Craig Harris, « Xinjiang, Central Asia and the Implications for China's Policy in the Islamic World », *The China Quarterly*, no 133, mars 1993 : 111-129.

¹³¹ Pour un compte rendu sur les impacts des politiques préférentielles au Xinjiang, voir Barry Sautman, « Preferential Policies for Ethnic Minorities in China : The Case of Xinjiang », dans William Safran (dir.), *Nationalism and Ethnoregional Identities in China*, London, Portland, OR : Frank Cass, 1998 : 86-113.

Ces politiques couvrent un large éventail de pratiques. Elles fixent les quotas favorisant l'entrée des minorités dans les universités, allègent les restrictions liées au contrôle des naissances, octroient des avantages salariaux et promotionnels aux ressortissants des minorités, voire favorisent le développement économique des Régions autonomes¹³². Les autorités chinoises insistent aussi pour qu'un grand nombre de cadres autochtones soient formés à titre de directeurs, dirigeants ou professionnels. Cette mesure est perçue comme la condition essentielle au bon fonctionnement du système politique des Régions autonomes. Certains segments de la population ouïgoure – notamment les riches paysans et les commerçants prospères (voir au chapitre IV) - ont par ailleurs trouvé dans ces politiques des bénéfices assez significatifs au point où ils en sont venus à partager les aspirations politiques de Beijing et à s'opposer aux velléités de sécession des nationalistes radicaux, en faveur de la séparation des territoires du Xinjiang de la Chine.

Mais ce sentiment n'est pas partagé par l'ensemble de la communauté ouïgoure établie au Xinjiang. Cette nouvelle ouverture vers le monde extérieur a permis aux membres de la communauté turcophone musulmane de mettre en valeur leurs caractéristiques culturelles et de prendre conscience de leur spécificité devant les autres minorités peuplant le Xinjiang, dépassant ainsi, comme le remarque Justin Rudelson, le caractère local de leur identité¹³³.

3.2.1 « Génocide démographique » et inégalités socioéconomiques **Migrations han et programme de « Développement de l'Ouest » (*Xibu Da Kaifa*)**

En 1949, les Ouïgours, les Kazakhs, les Kirghiz, les Mongols, les Huis et les autres minorités non-han représentaient plus de 94 % de l'ensemble de la population des territoires du Xinjiang, alors que les Han ne comptaient que pour 6 % de la population totale. Toutefois, selon le dernier recensement du gouvernement chinois (2000), la population chinoise Han

¹³² *Ibid.*

¹³³ Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 60.

représente maintenant plus de 38,4 % de la population totale du Xinjiang, alors que les Ouïgours regroupent 46,5 % de la population¹³⁴. De plus, le nombre de 7,1 millions de chinois Han ne tiendrait pas compte, selon Christian Tyler, de 3,5 millions de militaires, policiers, conseillers et autres travailleurs qui occupent les *bingtuans* (Corps de production et de construction du Xinjiang (CPCX ou fermes d'État). Le nombre de résidents Han devrait plutôt s'établir à douze millions de personnes¹³⁵.

La migration croissante des Han au Xinjiang peut certes s'expliquer par l'existence de larges espaces peu ou pas habités dans la région, en plus de l'importance toujours grandissante des Han en terme démographique dans le reste de la Chine. Plusieurs auteurs croient cependant que la stratégie principale de Beijing pour l'assimilation des minorités habitant les régions périphériques de la Chine, a justement été la migration progressive des Han dans les régions autonomes¹³⁶.

Le programme de « Développement de l'Ouest » lancé en juin 1999 par le gouvernement chinois illustre bien les effets de la présence des chinois Han dans la région du Xinjiang¹³⁷. Les objectifs officiels du programme étaient de réduire les disparités entre les côtes chinoises, très prospères, et les provinces et régions pauvres de la Chine intérieure. Au Xinjiang, le programme impliquait la construction de routes, d'aéroports, de chemins de fer et d'un pipeline liant les sources de gaz naturel du Xinjiang à Shanghai¹³⁸.

¹³⁴ Stanley W. Toops, « The Demography of Xinjiang », dans Frederick Starr (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004 : 242.

¹³⁵ Christian Tyler, *op. cit.* : 214.

¹³⁶ Ceci est certainement le cas, à tout le moins, pour la population mongol qui ne regroupe maintenant que 20 % de la population totale de la Mongolie intérieure. Voir, Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 345, Colin Mackerras (1994), *op. cit.* et Nicolas Becquelin, « Xinjiang in the Nineties », *The China Journal*, 44, 2000 : 75 et 76

¹³⁷ Cet exemple peut sembler un peu trop récent en rapport avec notre question de recherche, mais il confirme cependant la situation prévalant au Xinjiang depuis la formation de la RPC et constitue, du fait de sa bonne documentation, l'exemple le plus pertinent et le plus révélateur.

¹³⁸ Évalué à plus de 14 milliards \$US, devant suivre un tracé long de 2500 milles vers le sud-est de la Chine. John Pomfret, « Go West, Young Han », *The Washington Post*, 15 septembre 2000.

Le développement de ces infrastructures pourrait favoriser, il est vrai, la création d'emplois chez les Ouïgours, n'eut été le fait que les chinois Han, principaux responsables de la production industrielle et énergétique de la région – notamment au sein du CPCX¹³⁹ - soient davantage en mesure de tirer profit de ces nouveaux projets. Formé dans les années 50, le CPCX est tout d'abord une organisation paramilitaire¹⁴⁰, aujourd'hui civile, mieux connue sous le nom de *bingtuan* (fermes d'État). À la fin des années 90, le CPCX est placé sous le contrôle direct du gouvernement central à Beijing et regroupe environ 2,28 millions de membres, dont un million de travailleurs¹⁴¹. Les activités du CPCX vont de la gestion du système pénitentiaire (il gère la majorité des camps de « réformes par le travail » - *laogai*), à l'agriculture (avec de gigantesques fermes d'État), en passant par les activités industrielles et commerciales¹⁴². Le CPCX est non seulement l'employeur le plus important au Xinjiang, mais aussi la principale institution (*danwei*) en charge de fournir divers services sociaux aux populations de la région¹⁴³. Le développement économique du Xinjiang est donc fortement associé aux *bingtuan* qui sont à la fois dirigés, occupés et habités pour leur majorité, par des chinois Han, qui profitent ainsi, en comparaison avec les autres minorités peuplant le Xinjiang, d'un accès disproportionné aux emplois et bénéfices du développement de la région¹⁴⁴.

¹³⁹ Voir, Barry Sautman, *op. cit.* : 88 et John Pomfret, *art. cit.*

¹⁴⁰ Elle est chargée d'établir la sécurité au Xinjiang – plus précisément de combattre les « bandits locaux » selon un document officiel chinois - et de promouvoir le développement économique de la région. Voir, « Les perspectives de développement du Corps de production et de construction du Xinjiang », *La 5e session de la IXe APN et la 5e session du IXe Comité national de la CCPCC*, « n.d. », consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante: www.china.org.cn/french/28384.htm.

¹⁴¹ À propos du mandat officiel du CPCX, voir « History and Development of Xinjiang », Papier Blanc, *Bureau d'information du Conseil des Affaires d'État de Chine*, 26 mai 2003, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.china.org.cn/e-white/20030526/index.htm.

¹⁴² Pour Llaria Maria Sala, le CPCX est une institution tentaculaire de l'État chinois promue à une « mission colonisatrice » des territoires du Xinjiang. Voir, Llaria Maria Sala, « Pékin évoque aussi l'alibi terroriste. Assimilation forcée dans le Xinjiang chinois », *Le Monde diplomatique*, février 2002 : 8.

¹⁴³ Christian Tyler, *op. cit.* : 194-195.

¹⁴⁴ Notons à titre informatif qu'au début des années 90, la Banque mondiale a été accusée de subventionner des *laogai* après avoir investi plus de 780,5 millions \$US pour le développement de quinze projets dans la région du Xinjiang, dont une partie devait être gérée par le CPCX. Suite à des pressions du Sénat américain, ces fonds ont été retirés. Voir, Dru C. Gladney (2000), *art. cit.*

En plus de cette domination politique et économique, des études effectuées sur le terrain par des chercheurs comme Dru Gladney, Justin Rudelson ou Calla Wiemer, révèlent que les chinois Han exerceraient aussi une forme de chauvinisme qui les incite à discriminer la culture ouïgoure et à nier leur aptitude à la performance au travail. Ils les considèrent généralement comme des subalternes. De cette façon, beaucoup de Ouïgours se voient marginalisés lorsqu'ils postulent des emplois. Dans les entreprises d'État et les entreprises collectives (qui représentent 60 % des emplois dans le secteur non agricole), les Han occupent 70 % des positions, même s'ils ne représentent que 38,4 % de la population totale du Xinjiang¹⁴⁵. Dans le secteur public, la présence majoritaire des Han s'explique par le fait qu'ils habitent principalement les régions urbaines où se concentrent la plupart des emplois. Selon les estimations du gouvernement central chinois, en l'an 2000, 3,1 % de la population totale en Chine était sans emploi et au Xinjiang, ce nombre s'élevait à 3,8 % pour la population totale de la région. Ce nombre atteint cependant plus de 15 % chez les Ouïgours¹⁴⁶.

Suite à ces grands projets de modernisation, les disparités économiques entre les villes et les campagnes se sont accentuées, les premières s'enrichissant et les secondes stagnants. Cette donnée est révélatrice : les chinois Han tendent à se concentrer dans les villes, alors que les minorités occupent dans leur majorité les régions rurales. Par exemple, en 2002, la population de la ville de Aksu était composée de 37,86 % de Ouïgours et de 60,5 % de Han, alors que dans l'ensemble de la région d'Aksu, les Ouïgours représentaient 72,8 % de la population totale. Au nombre des minorités, ce sont les Tungans (chinois musulmans) qui vivent le plus dans les villes, suivis des Ouïgours, plus nombreux dans les villes que les Kazakhs, les Kirghiz ou les Mongols.

¹⁴⁵ Calla Wiemer, « The Economy of Xinjiang », dans Frederick Starr (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004 : 180.

¹⁴⁶ Ces chiffres sont rapportés par Wiemer Calla et Christian Tyler. Voir Calla Wiemer, *Ibid.* : 180 et Christian Tyler, *op. cit.* : 219.

Contrairement aux auteurs comme Colin Mackerras¹⁴⁷, qui avancent de concert avec les autorités chinoises qu'avec le développement économique de la région, les volontés nationalistes ouïgoures vont se résorber, Barry Sautman et Matthew Moneyhon soutiennent pour leur part que cette situation ne peut s'améliorer puisque les Ouïgours ne sont tout simplement pas embauchés par les firmes chinoises¹⁴⁸. Ce projet de « Développement de l'Ouest », ne fait, à la toute fin, qu'alimenter les tensions et les disparités entre les Hans et les Ouïgours, condamnés à la marginalisation et à l'exclusion¹⁴⁹, et constitue une menace à la survie même de l'identité ouïgoure¹⁵⁰.

L'immigration des chinois Han a aussi engendré un « autre » relationnel au Xinjiang. Alors que différents groupes des oasis turcophones se définissaient par opposition aux groupes habitant les autres oasis, la dynamique des relations interethniques contemporaines tend davantage à rassembler et à unir les peuples des différents oasis, un ensemble jusque-là dénué de toute cohésion, malgré l'identification collective de Ouïgours¹⁵¹. Il importe de souligner, dans ce contexte, que l'effondrement de l'Union soviétique et la formation subséquente des nouvelles républiques d'Asie centrale représentent les éléments catalyseurs de l'émergence de cette nouvelle conscience nationale au sein de la communauté ouïgoure.

¹⁴⁷ Colin Mackerras (2002), *art. cit.*

¹⁴⁸ Barry Sautman, *op. cit.* et Matthew D. Moneyhon, *art. cit.*

¹⁴⁹ Bill Smith, « Fear and Loathing Split Xinjiang's Would Be Las Vegas », *China Review*, no 21, printemps 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.gbcc.org.uk/iss21_1.htm.

¹⁵⁰ Robert Marquand, « Pressure to Conform in West China », *The Christian Science Monitor*, 29 septembre 2003 : www.csmonitor.com/2003/0929/p06s01-woap.html.

¹⁵¹ Matthew D. Moneyhon, *art. cit.* Voir aussi Robert Marquand, *art. cit.*

3.2.2 *Formation des nouvelles Républiques d'Asie centrale*

S'il est vrai que les facteurs à la base du mécontentement ouïgour peuvent remonter à la formation de la RPC, voire auparavant, ce n'est qu'au début des années 90 que le mouvement nationaliste ouïgour a commencé à s'articuler d'une façon significative. Compte tenu de la particularité du développement historique de la communauté turcophone musulmane et de ses relations avec les autorités chinoises, ces volontés nationalistes ne peuvent être associées à une réponse structurelle face à des transformations idéelles et socio-économiques majeures qui seraient comparables à celles caractérisant la période de la modernisation en Europe au XIX^e siècle. L'émergence de la conscience nationale ouïgoure a plutôt été le fruit de multiples réactions, en réponse aux effets discriminatoires des politiques d'assimilation et d'intégration des autorités chinoises, ce qui peut nous amener ici à faire un lien avec le nationalisme de type « Habsbourg », tel que proposé par Ernest Gellner¹⁵². Dans ce type de nationalisme, les intellectuels des « petits peuples sans histoire » tendent à favoriser, en réaction aux volontés d'homogénéisation culturelle de la culture dominante, une crispation de leur communauté sur ses traits identitaires, afin de concurrencer la haute culture. Mais si, dans cet ordre d'idées, ces liens priment pour expliquer l'appartenance à une nation, comment pouvons-nous l'appliquer aux multiples identités de la communauté ouïgoure ? Pourquoi ce sont des Ouïgours seulement et non pas aussi des Kazakhs et des Kirghiz, autres « petits peuples » dans le contexte de la Chine, qui ont revendiqué la formation d'une nouvelle république du Turkestan oriental dans les années 90, alors que ces minorités étaient parties prenantes à la formation des deux premières RTO dans les années 30 et 40 ?

En fait, ce serait non pas une cause structurelle, mais plutôt conjoncturelle, plus précisément l'effondrement de l'Union soviétique et la formation subséquente des nouvelles républiques d'Asie centrale, qui constitue le principal déclencheur de l'émergence des volontés nationalistes ouïgoures au début des années 90. De fait, les nouvelles nations d'Asie centrale constituaient la preuve incontestable pour les militants ouïgours que leur peuple peut se

¹⁵² Ernest Gellner (1983), *op. cit.* : 141 et ss.

libérer un jour de la domination Han¹⁵³. À partir de ce moment, une grande partie des Ouïgours ont pris conscience que l'islam peut constituer une forme de résistance politique valable face à l'autorité chinoise¹⁵⁴.

Le 5 avril 1990, des manifestants ouïgours qui s'opposaient pacifiquement à de nouvelles politiques adoptées par le gouvernement chinois dans les rues de la ville de Baren, ont été brutalement réprimés par les forces de police chinoises. En réaction, la manifestation s'est rapidement transformée en émeute violente, où la réclamation de la formation d'un Turkestan oriental islamique indépendant sur les territoires du Xinjiang, constituait l'un de principaux slogans¹⁵⁵. Selon Amnesty International, une vingtaine de participants ont trouvé la mort et plus de 6000 autres personnes, provenant non seulement de Baren, mais aussi de l'ensemble de la région du Xinjiang, ont été emprisonnées suite à de vagues accusations portant sur des « incitations contre-révolutionnaires »¹⁵⁶.

À partir du début des années 90, la communauté ouïgoure a participé de plus en plus fréquemment à des actions sporadiques et peu organisées, en réaction à l'adoption de mesures toujours plus répressives face à la pratique de l'islam au Xinjiang¹⁵⁷. Les relations qui prévalent entre les militants de la communauté ouïgoure et les autorités chinoises constituent une sorte de cercle vicieux où chaque velléité d'« émancipation » ouïgoure est immédiatement suivie de l'intervention brutale des forces de sécurité chinoises, alors que

¹⁵³ Frédérique-Jeanne Besson, *op. cit.* : 10.

¹⁵⁴ Voir, Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 330.

¹⁵⁵ Justin Jon Rudelson et William Jankowiak, *op. cit.* : 317 ; Artoush Kumul, « Témoignage - Le "séparatisme" Ouïgour au XXème siècle : Histoire et actualité », *Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien* - CEMOTI, no 25, 1998 : 85 et Gardner Bovingdon, *art. cit.*

¹⁵⁶ Pour une liste répertoriée d'une partie de ces prisonniers considérés comme étant des prisonniers politiques par Amnesty International, voir « People's Republic of China : Gross Violations of Human Rights in the Xinjiang Uighur Autonomous Region », Prisoner Profiles, *Amnesty International*, « n.d. », consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.amnestyusa.org/racial_profiling/document.do?id=B30C9473E7D98741802569A500545BA3.

¹⁵⁷ Human Rights Watch (2005), *art. cit.*

l'adoption de mesures plus assimilationnistes ou plus répressives contre la pratique de l'islam ou la culture ouïgoure ont, à l'inverse, incité les Ouïgours à manifester encore plus ouvertement leur mécontentement. À titre d'exemple, en 1995, un regroupement de fidèles de la mosquée de Khotan est descendu dans les rues pour contester l'adoption d'une nouvelle restriction imposée par le gouvernement chinois contre la pratique de l'islam. L'intervention policière a conduit à l'éclatement d'un conflit impliquant les policiers, les manifestants et l'armée, lequel s'est soldé par des centaines de morts et de blessés¹⁵⁸. Qu'importe les intentions présumées de la police (qui aurait voulu dégager la voie publique pour aider à la circulation), il n'en demeure pas moins que l'action policière a entraîné la mort de plusieurs manifestants.

3.2.3 « *Frapper Fort, pression maximale* »

L'année suivante, les autorités chinoises vont engager une campagne répressive, au nom assez évocateur de « Frapper fort, pression maximale » (*Yan Da*), dont les buts principaux consistent à lutter contre les militants ouïgours et de « rééduquer » la communauté ouïgoure dans son ensemble. Afin d'assurer sa bonne intégration dans la nation, le gouvernement chinois a adopté une série de mesures plus contraignantes les unes que les autres. De nombreuses mosquées et des écoles coraniques sont fermées et l'utilisation de l'écriture arabe a été interdite. Ces mesures demeurent en vigueur aujourd'hui¹⁵⁹.

¹⁵⁸ Justin Jon Rudelson et William Jankowiak, *op. cit.* : 317.

¹⁵⁹ Human Rights Watch (2005), *art. cit.* Voir aussi Nicolas Becquelin, « Criminalizing Ethnicity : Political Repression in Xinjiang », *China Rights Forum*, no 1, avril 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.hrichina.org/fs/view/downloadables/pdf/downloadable-resources/b1_CriminalizingI.2004.pdf.

À Yining¹⁶⁰ les 5 et 6 février 1997, des étudiants se sont rassemblés afin de revendiquer pacifiquement la levée de l'interdiction des *meshrep*, c'est-à-dire des rencontres sociales traditionnelles ouïgoures, organisées à partir de 1994 pour tenter de faire revivre les traditions culturelles et islamiques de la communauté et pour contrer différents maux sociaux dont est victime la population ouïgoure, comme l'abus d'alcool, de tabac et la prise de drogues, engendrés par les transformations socioéconomiques de la région autonome, depuis le début tardif de sa modernisation dans les années 90¹⁶¹. Pour une seconde fois, les forces de l'ordre chinoises n'ont pas hésité à intervenir rapidement et avec brutalité dès le premier jour des manifestations. D'autres membres de la communauté ouïgoure sont venus se joindre à la manifestation, qui se transforma en de violentes émeutes à travers la ville durant deux jours. Comme dans le cas de Baren, les manifestants scandaient un slogan pour la formation d'un État islamique indépendant¹⁶². À la fin des confrontations, plusieurs centaines, peut-être même des milliers de personnes ont été tuées et gravement blessées, alors que des milliers d'autres furent arbitrairement détenues et parfois condamnées à de lourdes sentences¹⁶³. Par la suite, des attentats à la bombe, des émeutes et des assassinats ont marqué une année plus violente que les autres dans le Xinjiang¹⁶⁴.

¹⁶⁰ Située dans la région de Ili (Gulja en Ouïgour).

¹⁶¹ « Chine : En souvenir des victimes de la brutalité policière de Gulja, au Xinjiang, les 5 et 6 février 1997 », *Amnesty International*, ASA 173005/2005, 4 février 2005, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.amnestyinternational.be/doc/article4913.html. Voir aussi Artoush Kumul, *op. cit.* : 90.

¹⁶² Selon les sources consultées, nous pouvons difficilement associer ces manifestations à une ou des organisations ouïgoures particulières. Comme le rapporte Amnesty International, les autorités chinoises ont, dans un article publié par le *Quotidien du peuple* en janvier 2002, officiellement attribué les événements au Parti d'Allah du Turkestan oriental islamique, devenu ensuite le Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM). Voir « Chine : En souvenir des victimes de la brutalité policière de Gulja, au Xinjiang, les 5 et 6 février 1997 », *Ibid.* Aucune autre source ne confirme les allégations du Parti communiste chinois. Pour d'autres informations sur les incidents de Yining, voir aussi Ilaria Maria Sala, *art. cit.*

¹⁶³ « Chine : En souvenir des victimes de la brutalité policière de Gulja, au Xinjiang, les 5 et 6 février 1997 », *Ibid.* Voir aussi « République populaire de Chine. Pas de justice pour les victimes de la répression de 1997 à Gulja (Yining) », *Amnesty International*, ASA 1730113/2003, 4 février 2003, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : <http://web.amnesty.org/library/index/fr/ASA170112003?open&of=fra-chn> et Ilaria Maria Sala, *art. cit.*

¹⁶⁴ Justin Jon Rudelson et William Jankowiak, *op. cit.* : 317 ; Kumul, Artoush, *op. cit.* : 89 et Aditya Bhagat, « China Tries to Quell the Xinjiang Uprising », *The Pioneer*, 27 février 1997.

3.2.4 Les attentats du 11 septembre 2001

Afin de neutraliser les aspirations nationalistes des minorités, le gouvernement chinois a adopté des mesures qui touchent à l'ensemble des aspects de la vie quotidienne de la communauté ouïgoure au Xinjiang. De cette façon, toujours dans le but officiel de préserver l'unité nationale de la grande nation chinoise, l'ensemble des activités politiques, culturelles et religieuses de la communauté ouïgoure sont contrôlées par les autorités chinoises, qui n'ont par ailleurs pas hésité à utiliser les événements du 11 septembre 2001 pour justifier une répression toujours croissante de la minorité turcophone musulmane.

Au printemps 1998, le Congrès national du Peuple a adopté des modifications à la loi criminelle de la RPC afin de redéfinir les crimes « contre-révolutionnaires » comme étant des crimes commis « contre l'État ». Dans cette nouvelle catégorie de crimes - en regard desquels les accusés sont passibles de lourdes peines de prison -, nous retrouvons tout un éventail de méfaits allant de la « discrimination ethnique » à « l'agitation pour la manifestation de sentiments anti-ethniques ». Comme l'avance Dru Gladney, cette vague modification apportée à la loi Criminelle permet dorénavant au gouvernement chinois de criminaliser n'importe quelle action politique, associée à la manifestation de sentiments « anti-ethniques »¹⁶⁵.

Le 24 décembre 2001, le Parti communiste a soumis un rapport au Conseil de sécurité des Nations unies qui annonçait que le gouvernement chinois envisageait d'amender à nouveau la loi Criminelle du pays en vertu de la résolution 1373 (2001) adoptée au Conseil de sécurité contre le terrorisme¹⁶⁶. En plus d'une plus grande marge de manoeuvre donnée aux tribunaux par les amendements apportés en 1998, les nouvelles modifications allaient dorénavant permettre de restreindre nettement la liberté d'association et d'expression (plus

¹⁶⁵ Dru C. Gladney (2000), *art. cit.*

¹⁶⁶ Rapport supplémentaire sur l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité par la Chine, 10 janvier 2002, S/2001/1270/Add.1 : www.un.org/Docs/sc/committees/1373/1270add1e.pdf.

particulièrement religieuse) en Chine, les imams et les oulémas étant perçus comme « nuisibles » au bien-être de la nation chinoise.

En ce qui concerne plus spécifiquement la vie quotidienne des Ouïgours, toute une série de mesures de « rééducation populaire », visant principalement la négation de l'existence des traits identitaires spécifiques à cette population ont été adoptées suite aux attentats du 11 septembre 2001. Ainsi, *Radio Free Asia* (RFA) annonce qu'à partir de 2003, les cours dans les écoles primaires et dans les universités ne peuvent plus être donnés en ouïgour et doivent être dispensés uniquement en mandarin¹⁶⁷. Michael Dillon rajoute que des programmes spéciaux d'éducation, déjà diffusés à travers les médias officiels de la Région autonome, vont être donnés dans les écoles afin de promouvoir l'unité nationale de la Chine¹⁶⁸. À titre d'exemple du type de justification évoquée pour l'application de ces mesures répressives, un jeune poète qui chantait des vers dans le hall d'une salle de concert de Kashgar en janvier 2003 a été arrêté pendant sa performance sans raison apparente. Interrogés par des journalistes étrangers, les hommes de sécurité ont alors déclaré que ce jeune garçon était coupable de « terrorisme spirituel » parce que son poème attaquait les politiques du gouvernement chinois face aux minorités¹⁶⁹.

Comme nous avons tenté de le démontrer dans ce chapitre, l'intransigeance de la stratégie adoptée par les autorités centrales a contribué à exacerber les tensions qui prévalaient déjà au

¹⁶⁷ « China Imposes Chinese Language on Uyghur Schools », *Radio Free Asia*, 16 mars 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.rfa.org/English/news/social/2004/03/16/130822/ ; Arianne M. Dwyer, « The Xinjiang Conflict : Uyghur Identity, Language Policy, and Political Discourse », *Policy Studies 15*, Washington, DC : East-West Center, 2005, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.eastwestcenterwashington.org/Publications/pseriespdf15.htm.

¹⁶⁸ Michael Dillon, *Xinjiang-China's Muslim Far Northwest*, London et New York : Routledge Curzon, 2004 : 26.

¹⁶⁹ Un dirigeant local du Parti communiste a aussi rajouté : « Il veut détruire l'unité entre les Ouïgours et les Han », ce qui est considéré comme étant du « terrorisme spirituel ». Mais, a-t-il rajouté, « nous voulons éduquer cet homme, non pas le punir ». Voir, Robert Marquand, *art. cit.*

Xinjiang entre les Ouïgours et les autorités chinoises¹⁷⁰. Au Xinjiang, les interactions multiples de forces internes et externes, incluant l'ouverture au monde musulman et la dislocation de l'URSS, ont contribué à radicaliser des segments de la société ouïgoure, et l'ont aidé à façonner son identité dans un contexte de privations politiques et économiques, et de séquestrations culturelles systématiques de la communauté.

¹⁷⁰ Pour plus de détails sur les différentes mesures adoptées pendant cette période, consulter le rapport d'Human Rights Watch (2005), *art. cit.*

CHAPITRE IV

Articulations du nationalisme ouïgour

Pour Olivier Roy, l'identité nationale contemporaine des populations d'Asie centrale n'est pas le produit d'un moment historique particulier, mais celui de relations sociales contemporaines et historiques¹⁷¹. La propension à la formation d'identités locales et les tendances à la radicalisation idéologique des mouvements de contestation de la région proviendraient non pas de la permanence d'identités intemporelles, mais plutôt de la recomposition interne de communautés (notamment en termes de changement de leadership)¹⁷². Tout comme pour l'Asie centrale, la région du Xinjiang a été un lieu de mouvements importants, tant pour des raisons sociales, religieuses, que nationales¹⁷³, et loin d'être universelle, l'identité contemporaine des Ouïgours est complexe et multidimensionnelle, en recomposition constante.

Depuis des siècles, les membres des diverses communautés turcophones musulmanes aujourd'hui officiellement reconnues collectivement comme étant les « Ouïgours », s'identifiaient principalement à leurs oasis d'origine. Aujourd'hui, le sens plus général d'appartenance à une « entité nationale » avec la reconnaissance officielle de différents groupes ethniques tel que souhaité par Sheng Shicai et quelques années plus tard par les autorités communistes chinoises, ne constitue à la toute fin, qu'une dimension de plus aux différentes références identitaires que les Ouïgours incarnent déjà. Comme le présentent Graham Fuller et Jonathan Lipman, les Ouïgours identifient aujourd'hui leur ethnicité en

¹⁷¹ Olivier Roy (1997a), *op. cit.*

¹⁷² *Ibid.* : 176.

¹⁷³ « Préface », dans George C. X. Wei et Xiaoyuan Liu (dir.), *op. cit.*: *xiii*.

ayant recours à cinq composantes différentes, chacune prenant sa pertinence selon les interactions entretenues avec les « autres » :

(...) Un « Ouïgour » peut être alternativement un Ouïgour ; un Musulman ; un Turc qui fait partie du grand monde turcophone et parlant une langue turque ; un résident d'une ville-oasis spécifique qui a sa propre culture locale, ... et un citoyen de Chine ; tout étant relatif à l'altérité rencontrée.¹⁷⁴

Dans cet ordre d'idées, les violentes révoltes du début des années 90 et les différentes revendications des organisations ouïgoures établies au Xinjiang et à l'étranger ne sont pas, à l'inverse de ce que peuvent affirmer les dirigeants chinois, la manifestation d'une culture déterminée par la pratique de l'islam, mais plutôt le produit de rapports de force internes et externes qui ont historiquement contribué à une constitution et à une reconstitution de l'identité ouïgoure¹⁷⁵. Le « localisme » de l'identité ouïgoure, le particularisme des relations interethniques au Xinjiang et l'absence d'une réelle solidarité entre les peuples turcophones de la région centrasiatique font en sorte que ni les traits identitaires ni religieux ne constituent des dénominateurs communs, unificateurs et mobilisateurs des nationalités turcophones de confessions musulmanes peuplant le Xinjiang¹⁷⁶.

¹⁷⁴ Graham E. Fuller et Jonathan Lipman, *op. cit.* : 338.

¹⁷⁵ Comme l'affirme Gaye Christoffersen, les arguments du discours chinois se basent essentiellement sur une vision qui prétend qu'il existe un « Ouïgour universel » avec les mêmes origines et des propriétés fixes, peu importe qu'il provienne du nord ou du sud du Xinjiang, qu'il soit paysan, intellectuel ou commerçant, ou encore, qu'il soit membre de la diaspora ouïgoure : Gaye Christoffersen, « Constituting the Uyghur in U.S.-China Relations : The Geopolitics of Identity Formation in the War on Terrorism », *Center for Contemporary Conflict, Strategy Insight*, 2 septembre 2002, consulté en ligne en mai 2003 (n'est plus disponible actuellement) à l'adresse suivante : www.ccc.navy.mil/rsepResources/si/sept02/astAsie.asp.

¹⁷⁶ Michel Jan, *op. cit.* : 68.

4.1 « Identités d'oasis »

À partir de ses recherches sur le terrain dans la région du Xinjiang, l'anthropologue Justin Rudelson constate que l'identité ouïgoure est fortement marquée par des conflits internes – tant ethniques, religieux, politiques, économiques que linguistiques – d'où son usage du terme évocateur d'identités d'oasis (Oasis identities) qu'il utilise par la suite afin de qualifier l'identité ouïgoure¹⁷⁷. La première partie de ce chapitre présente cette fragmentation identitaire de la communauté ouïgoure comme la source des divisions politiques et stratégiques susceptibles de déterminer l'avenir des territoires du Xinjiang. Elle confirme l'existence de ces différentes identités d'oasis comme entrave à l'émergence d'une conscience nationale homogène au sein de la communauté ouïgoure du Xinjiang et de l'étranger.

4.1.1 Géographie : divisions territoriales

Au cœur des frontières actuelles de la région du Xinjiang, nous retrouvons le bassin du Tarim avec l'immense désert de Taklamakan en son centre et, coupant de l'est vers l'ouest la moitié nord de la région, les pics escarpés et enneigés des montagnes Tianshan. Pour Justin Rudelson, la région du Xinjiang est géographiquement divisée en quatre « macro-régions », incluant le plateau de Djourgarie et le bassin du Tarim au sud, la région de Pamir au sud-ouest et le corridor de Tumul-Turpan-Rami à l'est de la Région autonome, avec pour chacune d'entre-elles, une économie et une culture qui leur sont propres¹⁷⁸. Historiquement, la

¹⁷⁷ Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 1 à 38. Dru Gladney fait le même constat. Selon ses recherches, la communauté ouïgoure est divisée par des conflits internes aux causes multiples : des conflits religieux impliquant des factions soufis et non soufis, la loyauté d'une appartenance territoriale associée à un oasis, des différences linguistiques, des tensions entre les élites et les paysans, ... Voir Dru C.Gladney, « The Chinese Program of Development and Control, 1978-2001 », dans Frederick Starr (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004 : 110.

¹⁷⁸ Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 8. Pour Graham E. Fuller et S. Frederick Starr, la région serait plutôt divisée en trois grandes zones géographiques. Voir Graham E. Fuller et S. Frederick Starr, « The Xinjiang Problem », *Central Asia-Caucasus Institute*, octobre 2005, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.silkroadstudies.org/docs/publications/OLD/xinjiang_final.pdf.

géographie particulièrement aride et escarpée des territoires du Xinjiang n'a aucunement encouragé les échanges entre les populations des différents oasis, favorisant plutôt la pratique de l'endogamie et le développement d'une identité intimement associée aux oasis habités¹⁷⁹.

4.1.2 *Appartenances sociales*

L'identité ouïgoure doit aussi être comprise selon le groupe social auquel nous faisons référence, et non pas selon la famille, ou la descendance comme les hypothèses primordialistes le suggèrent. Ayant fait son étude plus précisément sur les paysans, les marchands et les intellectuels ouïgours du Xinjiang, Justin Rudelson a dû admettre que ces divisions sociales ont une certaine influence sur les perceptions qu'ont les membres de la communauté ouïgoure concernant l'avenir politique des territoires du Xinjiang. Ainsi, la vision intellectuelle imprégnée d'idéologies nationalistes visant à unifier les Ouïgours par la création d'un État turcophone séculaire - l'islam est pour eux « un opium du peuple » -, contraste largement avec celle des paysans de Turpan, par exemple, qui ont profité économiquement des échanges avec les Han (de Beijing et Shanghai). Pour ces derniers, ce qui importe avant tout est d'être citoyens de l'État chinois, et ils ne désirent de ce fait, aucunement la séparation du Xinjiang de la Chine¹⁸⁰.

Dans la communauté ouïgoure du Xinjiang, les intellectuels sont souvent vus comme les acteurs-clés responsables de l'émergence des mouvements de protestation sporadiques plus violents des années 90. Leur stratégie vise l'appropriation de certains moments symboliques et historiques cruciaux, remettant en question la version officielle de l'histoire du Xinjiang

¹⁷⁹ Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 108. Voir aussi Dru C. Gladney, « The Ethnogenesis of the Uighur », *Central Asian Studies*, vol. 9, no 1, 1990 : 1-28.

¹⁸⁰ Justin Jon Rudelson, (1997), *op. cit.* : 8, 9 et 168. Voir aussi Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 340.

telle que véhiculée par le gouvernement chinois¹⁸¹. La majorité des sources disponibles sur l'histoire ouïgoure au Xinjiang provenant d'auteurs chinois Han, les intellectuels ouïgours sont enclins à croire que ces versions sont biaisées, c'est-à-dire rédigées de facto contre l'identité ouïgoure¹⁸². Cette situation explique en partie leur volonté de produire une nouvelle historiographie pouvant mobiliser les sentiments nationalistes de la communauté ouïgoure, et inspirer l'activisme politique de certains de ses membres. Encouragées par la formation des nouvelles républiques voisines d'Asie centrale, ces élites de la société musulmane turcophone tentent finalement d'assurer un avenir indépendant à la communauté ouïgoure par une manipulation du passé qui les amène à produire une idéologie nationaliste ouïgoure intimement liée à leurs propres choix politiques et stratégiques¹⁸³. Nous revenons ici à la conception du nationalisme compris comme diffusion ou construction idéologique. Comme

¹⁸¹ Sous le règne de Mao, l'histoire était un instrument au service de l'État afin de légitimer son autorité sur l'ensemble des populations formant la société chinoise et jusqu'en 1979, le gouvernement central a interdit l'étude de l'histoire « féodale » du développement des populations du Xinjiang tout en soulignant le caractère inaliénable de leur intégration à la société chinoise. Par la suite, la période d'ouverture politique marquée sous le règne de Deng Xiaoping a transformé le rapport de l'État avec l'histoire des minorités de la Chine : celle-ci n'était plus perçue comme étant un obstacle à l'unité nationale, mais à l'inverse, elle est devenue un instrument de promotion afin de souligner la beauté et l'exotisme des multiples couleurs folkloriques de la société chinoise multiethnique. Cette démarche visait d'une part, il est vrai, à satisfaire le mécontentement des différentes populations de la Chine qui se sont senties bafouées sous le règne de Mao, mais cette mise en valeur a toutefois été, et est toujours, extrêmement contrôlée par les autorités chinoises afin que l'unité de la grande nation chinoise ne puisse jamais être remise en question. Par exemple, les cours d'histoire font la promotion de certains héros ouïgours, mais seulement si ces derniers restent neutres politiquement aux yeux des autorités. En mai 1991, le gouvernement chinois a banni la publication de trois ouvrages historiques produits par des Ouïgours intitulés « Le Peuple Ouïgour » (*The Uyghur People*), « Une brève histoire des Han » (*A Brief History of the Hans*) et « Littérature ouïgoure ancienne » (*Ancient Uyghur Literature*). L'auteur du livre « Le Peuple Ouïgour », Turgun Almas, a par ailleurs été mis sous arrestation. Voir Justin Rudelson (1997), *op. cit.* : 137-139 ; Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 339 et Michael Dillon, « Uyghur Language and Culture under Threat », *The Central Asia-Caucasus analyst*, 8 août 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : http://coranet.radicalparty.org/pressreview/print_right.php?func=detail&par=2862.

¹⁸² Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 141.

¹⁸³ Certains intellectuels sont convaincus d'être les descendants d'un peuple autochtone qui habitait le bassin du Tarim situé dans les terres du Turkestan oriental, bien avant l'arrivée des Chinois - un espace ainsi compris comme la propriété légitime des Ouïgours -, alors que selon les études de Dru Gladney, le seul empire ouïgour qui ait un jour existé se situait dans les steppes du nord-ouest de la Mongolie actuelle, entre 744 et 840 de notre ère. Mohammed Imin, qui fut professeur d'histoire en 1948 au Collège du Xinjiang, avance pour sa part que les Ouïgours sont présents sur les territoires du Turkestan oriental depuis 10 000 ans. Pour lui, seuls les Ouïgours ont légitimement le droit de gouverner la région et les membres des autres minorités ethniques seraient considérés comme des « invités ». Quarante années plus tard, un autre historien ouïgour, Turson - qui a écrit trois livres aujourd'hui bannis par le gouvernement chinois sur l'histoire du Turkestan oriental - a provoqué une grande polémique dans la région en partageant l'opinion de Mohammed Imin. Voir Dru C. Gladney (2000), *op. cit.* : 233 ; Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 5 et Jianmin Wang *op. cit.* : 181 et 182.

déjà noté dans le chapitre I, selon cette perspective, la nation doit être comprise en fonction des volontés et des choix, eux-mêmes fluctuants et complexes, des acteurs qui composent la nation en question.

De ce fait, Justin Rudelson parle de « compétition » face à l'histoire ; c'est-à-dire que les intellectuels se targuent avant tout d'être les plus raisonnés et d'avoir la meilleure interprétation non pas en rapport avec l'interprétation chinoise de l'histoire, mais au sein de leur propre communauté. Cette appropriation de la cause nationale par les intellectuels ouïgours n'a cependant aucunement favorisé l'émergence d'une conscience nationale homogène au sein de la population ouïgoure. C'est en fait tout le contraire qui se produit, puisque chaque récit historique dérive des volontés politiques et des intérêts divergents de divers intellectuels¹⁸⁴.

4.1.3 Relations interethniques

Les frontières ethniques à l'intérieur du Xinjiang peuvent paraître inexistantes lorsqu'elles sont appréhendées de l'extérieur, mais elles prennent tout leur sens dans la structure des relations interethniques sur les plans sociaux, religieux, ainsi que dans les relations commerciales. Comme le note Justin Rudelson dans une étude approfondie des communautés de Turpan, les Ouïgours, Tungans et Han ont beaucoup de difficultés à se distinguer physiquement, et ceci s'avère particulièrement vrai chez les Ouïgours, qui confondent fréquemment les Tungans avec les Han¹⁸⁵. Les Tungans (chinois musulmans ou Hui) se distinguent essentiellement des chinois Han par le fait de pratiquer l'islam. Ils partagent des us et coutumes similaires et parlent le mandarin. Mais au Xinjiang, les maisons, les mosquées, et dans une certaine mesure, les restaurants, représentent tous des balises qui

¹⁸⁴ Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 33-35 et 104-116.

¹⁸⁵ *Ibid.* : 62 et 63.

permettent de repérer des frontières ethniques qui sont rarement traversées par l'une ou l'autre des minorités ici mentionnées. Plusieurs exemples confirment cette observation.

Tout d'abord, comme le remarque Rudelson, les Han et les Ouïgours vont rarement vivre des relations sociales entre eux : les Han mangent du porc et les Ouïgours n'iront conséquemment jamais manger chez un Han. Pour leur part, les Han se sentent mal à l'aise dans une maison ouïgoure, puisqu'ils ont peur d'offenser leurs hôtes par leur manque de connaissance de la culture ouïgoure. Les Han préfèrent les restaurants des Tungans puisqu'ils les considèrent mieux tenus que ceux appartenant aux Ouïgours, alors que les Ouïgours ne mangent pas la viande produite par des bouchers chinois musulmans, puisqu'elle serait impure selon leur rituel (elle ne serait pas *halal*)¹⁸⁶. Ou encore, les Tungans ne pratiquent pas dans les mêmes mosquées et ils vont à des écoles islamiques différentes de celles des Ouïgours.

Dans leurs relations avec les Tungans, les Ouïgours se distinguent en affirmant qu'ils sont la seule minorité autochtone des territoires du Xinjiang et que leur identité a été forgée par une proximité culturelle et historique étroite avec les peuples d'Asie centrale, non pas avec les chinois Han, comme c'est le cas des communautés Hui qui, tel que le notent Graham Fuller et Jonathan Lipman, font partie intégrante de la région du Xinjiang depuis le milieu du XIX^e siècle¹⁸⁷. Partageant la même religion que les Ouïgours et le mandarin avec les Han, les Tungans représentent en quelque sorte l'intermédiaire idéal entre les deux autres groupes ethniques¹⁸⁸. Toutefois, comme mentionné plus haut, les Ouïgours et les Tungans ne vont pas se reconnaître dans leur façon de pratiquer l'islam, ce qui constitue une barrière importante entre ces deux communautés. Les Han pour leur part n'ont pas une confiance absolue envers les Chinois musulmans puisque même si ces derniers parlent la même langue, ils pratiquent l'islam et sont donc susceptibles de devenir des ennemis dans des circonstances particulières.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 339.

¹⁸⁸ Justin Jon Rudelson (1997), *op. cit.* : 62-64.

Les Ouïgours éprouvent le même sentiment, mais à l'inverse : ils craignent que les Tungsans prennent le parti des Han puisqu'ils partagent la même culture et la même langue. Les Ouïgours nomment enfin les Hui, tawuz (melon d'eau), puisqu'ils oscillent parfois d'un côté ou de l'autre – leur appartenance à la culture chinoise han ou leur appartenance à la communauté musulmane - selon ce qui leur convient le mieux. Ce rapport à l'altérité se retrouve aussi chez les autres minorités du Xinjiang. À titre d'exemple, afin de souligner leur différence face aux populations Kazakhs ou Kirghiz - auparavant nomades -, les Ouïgours soulignent leur attachement à leurs terres et oasis d'origines¹⁸⁹.

Tous ces facteurs qui entretiennent un localisme identitaire – identité d'oasis – au sein de la communauté ouïgoure, en plus des rapports significatifs d'altérité qui engendrent des relations exclusives entre les membres des différentes minorités peuplant le Xinjiang, nuisent fondamentalement à l'émergence d'une conscience nationale homogène au sein de l'ensemble des populations turcophones et/ou musulmanes peuplant les territoires du Xinjiang. Un constat qu'on peut aussi faire au sein de la communauté ouïgoure elle-même¹⁹⁰.

4.2 Réactions de la communauté ouïgoure

Pour bien comprendre les objectifs politiques ouïgours, il importe de prendre note de l'existence d'une communauté turcophone musulmane en exil et de réfléchir au-delà de la situation interne du Xinjiang puisqu'on retrouve des Ouïgours habitant hors des frontières de la région autonome éponyme. La diaspora ouïgoure se retrouve majoritairement en Asie centrale, mais aussi en Turquie, en Arabie saoudite, en Europe (principalement en Allemagne, Suisse et Grande-Bretagne), en Amérique du Nord (Canada et États-Unis) et en Australie. Environ 500 000 Ouïgours habitent l'Asie centrale et 150 000 vivent dans les

¹⁸⁹ Dru C. Gladney (2004), *op. cit.* : 109.

¹⁹⁰ Human Rights Watch (2005), *art. cit.*

autres régions du monde¹⁹¹. Comme nous le verrons plus loin, les membres de la diaspora ouïgoure occupent un rôle prépondérant dans la formation des revendications nationalistes de leurs communautés depuis le début des années 90.

Les Ouïgours de la diaspora et ceux de la Région autonome expriment un faisceau de réactions similaires face à la situation prévalant au Xinjiang, lesquelles peuvent être regroupées sous trois formes : en premier lieu, la promotion de l'identité ouïgoure selon ses caractéristiques turcophones et musulmanes, ensuite, la condamnation des inégalités sous-jacentes au système politique et économique de la Chine, et troisièmement, la contestation de l'absence d'autonomie politique réelle pour le Xinjiang. Ces trois formes de revendications constituent le terreau d'une quatrième, qui considère inacceptable l'ensemble des règles promues par les Han à l'encontre des Ouïgours. Nous pouvons dégager de ces quatre formes de contestation trois tendances générales d'où découlent les traits fondamentaux de ce qu'il est permis d'appeler la conscience nationale des Ouïgours établis sur le Xinjiang : l'assimilationnisme, le nationalisme et l'autonomisme¹⁹².

4.2.1 Les assimilationnistes

Un très faible pourcentage de la population ouïgoure au Xinjiang revendique en symbiose avec les autorités chinoises une intégration complète de leur communauté dans la culture chinoise han, considérant les aspirations défendues par Beijing comme étant les leurs. Pour ces derniers, les Han constituent le pouvoir de facto de la Chine et le modèle de vie qu'ils offrent est plus avantageux, parce qu'à leurs yeux le plus avancé et le plus développé. Les menaces posées par l'intégration et l'assimilation à la préservation de l'identité ouïgoure sont perçues comme étant des problèmes secondaires face à celui posé par l'arriération

¹⁹¹ Gladney, Dru C., « Xinjiang : China's West Bank ? », *Current History*, septembre 2000, vol. 106, no 656 : 267.

¹⁹² Matthew D. Moneyhon, *art. cit.*

économique du Xinjiang. Cela n'empêche cependant pas un certain mécontentement contre les inégalités socioéconomiques prévalant au Xinjiang. Les adhérents de cette approche ne demandent rien d'autre au gouvernement central que de lever les obstacles actuels à un accès égal aux ressources et services par l'entremise de l'abolition des différentes formes de discrimination qui empêchent les Ouïgours et les autres peuples turcophones de participer pleinement à l'ordre politique et social chinois¹⁹³.

4.2.2 Les nationalistes

Les adhérents de cette deuxième tendance aspirent à une séparation totale du Xinjiang de la Chine. Pour ceux-ci, une indépendance complète représente le meilleur garant de la défense et de la protection de la culture ouïgoure dans son intégrité. Au moins une vingtaine d'organisations nationalistes ouïgoures existent. Basées au Xinjiang, en Asie centrale et ailleurs dans le monde, elles ne défendent pas les mêmes aspirations politiques pour l'avenir du Xinjiang. Certaines font appel à une pensée turcophone exclusive pour justifier leurs revendications, d'autres adoptent un discours islamiste extrémiste. Cependant, la majorité des organisations nationalistes – notamment celles qui publient sur Internet –, défendent plutôt une forme de nationalisme qu'on peut qualifier de « nationalisme ethnique », mais avec des connotations « civiques », dans le sens occidental du terme, avec ses références au respect des droits et libertés des minorités, et à des conceptions abstraites de la démocratie minimisant l'importance des référents culturels, etc.

Suite à l'effondrement de l'Union soviétique, des organisations ouïgoures contemporaines se réclament d'un « revivalisme » du djadidisme qui avait émergé au début du XXe siècle. Ces organisations récentes, qui, à la différence des djadidistes du dernier siècle, n'hésitent pas à faire appel à la violence pour la défense de leurs intérêts, expriment une volonté que l'on peut associer au nationalisme ethnique, préconisant une valorisation exclusive de la culture et des

¹⁹³ Graham E. Fuller et S. Frederick Starr, *art. cit.*

caractéristiques ethniques de l'ensemble des populations turcophones musulmanes du Xinjiang et de l'Asie centrale, perçues comme menacées par les dominations culturelles étrangères de la Russie, de l'Inde et de la Chine. Le projet n'est plus seulement l'affranchissement des populations turcophones et la modernisation des territoires qu'elles occupent, mais l'établissement d'un empire turc s'étendant du nord de Chypre jusqu'au nord de la Chine, habité par une population essentiellement turcophone et dirigé par la Turquie, évoquant ainsi une certaine nostalgie pour l'empire Ottoman (XIV^e -XVII^e siècle)¹⁹⁴.

Parmi les organisations qui se réclament de la pensée panturcophone, nous retrouvons, entre autres, l'Organisation pour la libération du Xinjiang/Organisation pour la libération des Ouïgours – ULO basée en Ouzbékistan et au Kirghizstan¹⁹⁵, le Groupe radical de la jeunesse du Turkestan oriental établi au Xinjiang¹⁹⁶ et le Front révolutionnaire uni du Turkestan oriental - URFET, basé au Kazakhstan¹⁹⁷. Gaye Christoffersen affirme que la multitude des

¹⁹⁴ Gaye Christoffersen, *art. cit.*

¹⁹⁵ Xinjiang Liberation Organization/Uyghur Liberation Organization – ULO. Reconnus pour être actifs dans l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, les membres de l'ULO – qui se trouveraient dans le Tadjikistan, la Chine, l'Ouzbékistan, l'Afghanistan et la république russe de Tchétchénie – ciblent dans leurs attaques les Ouïgours accusés de « collaborer » avec le gouvernement chinois. Voir, « Chinese Cleanup Target Uighurs », *Stratfor.com*, 16 mai 2001, consulté en ligne en mai 2003 à l'adresse suivante (n'est plus disponible actuellement) : www.stratfor.com/asia/commentary/0105162140.html.

¹⁹⁶ East Turkestan Youth Radical Group. « Uighur Militants : Committee for Eastern Turkistan », *Federation of American Scientist*, Intelligence Resource Program, 5 décembre 1999, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : <http://fas.org/irp/world/para/uighur.htm>.

¹⁹⁷ United Revolutionary Front of Eastern Turkestan – URFET. Ses porte-parole ont déclaré en novembre 2001 au *Japanese Time* avoir « vingt-deux millions de Ouïgours prêts à mener une lutte armée contre la Chine ». Dirigé par Yusupbek Mukhlisi, aussi connu sous le nom de Modan Mukhlisi, ce groupe prétend avoir plus de trente unités armées (composées entre autres d'experts en fabrication de bombes) présentes dans le Xinjiang, mais aussi à l'extérieur. Voir Russel Working, « Fighting For Independence in the Shadow of a Goliath », *The Japanese Times Online*, 6 novembre 2001, consulté en ligne en janvier 2003 à l'adresse suivante (n'est plus disponible actuellement) : www.japantimes.co.jp/cgi-bin/getarticle.p15?eo20011106al.html. En mars 1997, l'URFET prétendait être appuyé par deux groupes ouïgours basés au Kazakhstan et avait déjà déclaré qu'il était prêt à « prendre les armes contre l'occupation chinoise ». Voir Jeremy Branstein, « Kazakhstan : Exiled Uighurs Step Up Fight Against Beijing », *Radio Free Europe and Radio Liberty Online*, 14 octobre 1997, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.rferl.org/nca/features/1997/10/F.RU.971014135113.html. D'autres informations sont aussi disponibles dans l'article suivant : Justin Burke, « Kazakhstan's Uighur Separatists Are " Trump Card " Against Chinese Claims », *Kazakhstan Daily Digest*, le 3 décembre 2002, consulté en janvier 2006 sur le site *eurasia.net*, à l'adresse suivante : www.eurasianet.org/resource/kazakhstan/hypermail/200212/0005.shtml.

nationalismes prévalant dans la région centrasiatique, qui se traduit souvent par des guerres civiles ou des conflits de pouvoir entre les communautés locales, a probablement découragé les protagonistes de cette pensée qui n'ont, par ailleurs, jamais été ouvertement appuyés par Ankara¹⁹⁸.

Certaines organisations ouïgoures seraient pour leur part de connivence avec des mouvements islamiques radicaux comme le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan, le Jamaat-i Islami du Pakistan, ou encore, les talibans d'Afghanistan, dont l'objectif premier est la formation d'un État panislamique englobant les territoires de plusieurs pays de l'Asie centrale et ceux du Xinjiang¹⁹⁹. Les organisations ouïgoures associées à ces mouvements nourrissent le rêve que l'Asie centrale puisse se libérer par un djihad contre les non-musulmans russes, indiens et chinois dominant la région et d'unifier l'Oumma dans un territoire englobant le Moyen-Orient, l'Asie centrale, et l'Asie du Sud-Est²⁰⁰.

Le Mouvement pour la libération du Turkestan dirigé par l'islamiste fondamentaliste ouïgour Abdul Kasim²⁰¹ ; le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan - MIO, une grande organisation islamique majeure d'Asie centrale au sein de laquelle militent quelques Ouïgours²⁰² ; et enfin,

¹⁹⁸ Gaye Christoffersen, *art. cit.*

¹⁹⁹ Michael Dillon, *Religious Minorities and China*, UK : Minority Rights Group International, 2001 et Ahmed Rashid (Postface Olivier Roy), *Asie Centrale, champ de guerres. Cinq républiques face à l'islam radical*, France : Éditions Autrement, 2003. Ahmed Rashid avançait – en 1999 – que ce n'est pas seulement la Chine qui est menacée par l'influence des Talibans, mais aussi l'Iran, l'Asie centrale et le Cachemire, voir Ahmed Rashid, « The Taliban : Exporting Extremism », *Foreign Affairs*, novembre – décembre 1999.

²⁰⁰ Certains d'entre eux rêvent d'un Turkestan oriental islamique à l'intérieur des frontières du Xinjiang, alors que d'autres voient plutôt un État islamique englobant le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan, voir Gaye Christoffersen, *art. cit.*

²⁰¹ Free Turkestan Movement. Le mouvement se déclare par ailleurs responsable du soulèvement à Baren en avril 1990. Pour de plus amples renseignements, voir Aditya Bhagat, « China Tries to Quell the Xinjiang Uprising », *The Pioneer*, le 27 février 1997.

²⁰² Islamic Movement of Uzbekistan – IMU. L'IMU qui a été rebaptisé le parti islamique du Turkestan (Islamic Party of Turkistan - Hezb-e-Islami Turkestan) en juin 2001, avait publiquement déclaré que sa mission était d'établir un État islamique aux frontières délimitées par l'Asie centrale, juxtaposant à la fois des objectifs du panislamisme et du panturquisme. Yvan Ivekovic, « Possible Outcomes of the Reshuffling of the United States' Defense Strategy », *International Problems*, no 4, 2001, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :

le Mouvement islamique pour le Turkestan oriental - ETIM²⁰³, connu internationalement depuis son inclusion en août 2002 dans la liste noire des organisations terroristes en lien avec Oussama ben Laden et le réseau al-Qaïda, établie par le département d'État américain, se réclament tous de cette idéologie²⁰⁴.

Malgré un bon nombre de doutes et d'incertitudes qui avaient poussé George W. Bush à prévenir les autorités chinoises de ne pas confondre la lutte pour la défense des droits humains avec les actions terroristes, les autorités chinoises continuent néanmoins à affirmer la validité de leurs craintes. Après l'intervention américaine en Afghanistan, le gouvernement chinois a rejeté les exhortations américaines sus-mentionnées en affirmant que le recours aux droits de l'homme par les organisations ouïgoures est en fait une tactique afin de tromper l'opinion internationale :

[...] Les forces terroristes du « Turkestan oriental » ont déclenché une offensive pour se protéger. Elles ont arboré une fois de plus l'enseigne de sauvegarde des « droits de l'homme », de la « liberté religieuse » et des « intérêts des ethnies minoritaires » dans le but de semer la confusion, tromper l'opinion internationale et se soustraire à l'offensive anti-terroriste internationale.²⁰⁵

www.diplomacy.bg.ac.yu/impro_sa01_4.htm ; Dewardric L. McNeal, « China's Relations with Central Asian States and Problems with Terrorism », *CRS Report for Congress*, 17 décembre 2001

²⁰³ East Turkestan Islamic Movement – ETIM.

²⁰⁴ Pourtant, au nombre des organisations ouïgoures citées par le rapport du *Congressional Research Service* des États-Unis portant sur la menace terroriste ouïgoure au Xinjiang publié en décembre 2001, l'ETIM était absent. Cette incongruité n'a cependant pas empêché Richard Armitage d'annoncer en août 2002 que l'ETIM devait être placé sur la liste noire des organisations terroristes des États-Unis. Les raisons qui ont incité l'administration Bush à agir de la sorte ne sont pas très claires, mais l'on pourrait peut-être croire que la tenue dans les semaines suivantes d'une réunion au Conseil de sécurité pour l'adoption d'une résolution contre la possible détention d'armes de destruction massive par le régime de Saddam Hussein en Irak ait joué dans cette histoire. Karen DeYoung, « U.S. and China Ask U.N. to List Separatists as Terror Group », *Washington Post*, 11 septembre 2002, consulté en ligne en mai 2003 (n'est plus disponible actuellement) à l'adresse suivante www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A474-2002Sep11&nofound=true. Voir aussi Eshanova, Zamira, « China . Uighur Group Added to U.S. List of Terrorist Organizations », *Eurasianet.org*, Eurasia Insight, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav090102_pr.shtml.

²⁰⁵ Les documents officiels du Parti communiste chinois à propos des incidents perpétrés par les organisations ouïgoures au Xinjiang et à l'étranger depuis le début des années 90, insistent sur le caractère extrémiste et radical des actions posées par les organisations ouïgoures qui seraient dans leur ensemble, de

La position chinoise s'appuie sur le constat que quelques Ouïgours ont combattu aux côtés des talibans contre l'Alliance du Nord et que d'autres ont participé à la lutte des islamistes tchéchènes contre le gouvernement russe. Il est aussi vrai que différents attentats à Kashgar et Kothan, Urumqi, Yining et Aktush ont été perpétrés contre le gouvernement chinois dans les années 90. Toutefois, les centres d'information des Ouïgours en exil n'ont jamais soutenu quelque forme de violence que ce soit, tant domestique qu'internationale. Dru Gladney souligne par ailleurs que lors de l'entrevue télévisée de ben Laden après le 11 septembre, ce dernier n'a fait mention d'aucun groupe nationaliste ouïgour pour la poursuite de la lutte islamique internationale de libération²⁰⁶.

Pour sa part, le nationalisme défendu par la diaspora ouïgoure fait référence à la fois aux discours du « nationalisme ethnique » et du « nationalisme civique », c'est-à-dire que ce discours, tout en faisant la promotion du passé mythique et glorieux de la nation et de la culture ouïgoures, se réclame aussi du principe universel de respect des droits humains et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'ensemble des objectifs et stratégies défendus par les organisations ouïgoures de l'Amérique du Nord, de la communauté européenne ou de l'Asie centrale ne sont pas nécessairement les mêmes, mais elles partagent cependant une vision commune du droit légitime des Ouïgours pour la gouverne de la région du Xinjiang, leur « mère-patrie »²⁰⁷.

Par le fait qu'elle soit présentement établie dans des contrées où la pratique de la religion n'est pas réprimée et contrôlée comme c'est le cas au Xinjiang, la communauté ouïgoure en exil ne tend pas à faire la même référence identitaire à l'islam que ce que l'on constate au

connivence avec des mouvements comme celui des talibans en Afghanistan. Voir entre autres « East Turkistan Terrorist Forces Cannot Get Away with Impunity », *art. cit.*

²⁰⁶ Gladney, Dru C., « China's Uyghur Dilemma », *Project Syndicate*, janvier 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.project-syndicate.cz/series/series_text.php4?id=770.

²⁰⁷ Dru C. Gladney (2000), « Prospects for the Uighur People in the Chinese Nation-State – Religious Freedom, National Identity and Cultural Survival », *art. cit.*

Xinjiang. Ce qui prime aujourd'hui pour les Ouïgours de la diaspora est avant tout la préservation de la culture ouïgoure. Sans aller jusqu'à rejeter les croyances islamiques de la communauté, la grande partie des nationalistes ouïgours à l'extérieur de la région du Xinjiang ne sont pas motivés par un appel religieux à un djihad. La plupart de ces nationalistes sont surtout préoccupés par les transgressions du régime chinois envers l'exercice de la souveraineté qu'ils réclament pour leur communauté et les différentes violations des droits humains²⁰⁸.

Les Ouïgours de la diaspora veulent faire connaître la cause des Ouïgours au monde entier et pour ce faire, ils oeuvrent principalement au sein de différentes instances internationales, que ce soient les organisations internationales pour la défense des droits humains, les Nations unies, la Ligue arabe, les dirigeants de plusieurs États et l'opinion publique mondiale, notamment par une production impressionnante de sites Internet faisant appel à la liberté, à la démocratie et à l'indépendance du Xinjiang²⁰⁹. Le Congrès national pour le Turkestan

²⁰⁸ Selon les sites que nous avons consultés, être musulman ne semble jamais être plus important qu'être Ouïgour. Si des références aux autres communautés musulmanes dans le monde sont présentées, c'est avant tout pour se dissocier des groupes radicaux et mettre l'accent sur le caractère séculier et non-religieux de l'organisation. D'ailleurs, comme le présente Enver Can, président en exil du Congrès national du Turkestan oriental : « Les Ouïgours n'ont jamais été des extrémistes religieux. Ils sont socialement et culturellement tolérants. De nombreux bouddhistes, chrétiens et orthodoxes habitent le Turkestan oriental. Mais depuis que les autorités chinoises ont adopté une attitude répressive et injurieuse envers l'islam, et ont mis en place des restrictions très lourdes, des groupes plus religieux ont émergé en réaction. C'est parfaitement naturel. Ce renouveau islamique est, je pense, dû à la répression chinoise. Comme si on n'avait trouvé que cela pour défendre publiquement son identité ». Propos recueillis par la journaliste Llaría Maria Sala du journal *Le Monde diplomatique*. Voir Llaría Maria Sala, *art. cit.* Ou encore, reprenant les propos du professeur Denis Sinor du Royaume Uni, Dolkun Kamberi, directeur de *Radio Free Asia* affirme : « Le royaume de Khocho [le royaume ouïgour Idiqt], dirigé par les Ouïgours Turks, était multiracial, multilingue et [il] a favorisé la coexistence pacifique de plusieurs religions. Il a profité d'un niveau de vie inégalé dans l'Asie centrale eurasiennne médiévale... Parmi les peuples Turks non musulmans, aucun n'a atteint le niveau de la civilisation des Ouïgours, et ces derniers ont développé une culture à bien des égards plus sophistiquée que la majorité des cultures des peuples musulmans turcs... Les Ouïgours ont certainement écrit un des chapitres les plus brillants de l'histoire de l'Eurasie centrale ». Voir Dolkun Kamberi, « Uyghurs and Uyghur Identity », The Congressional-Executive Commission on China, Washington D.C., 10 juin 2002, consulté en ligne en juin 2005 à l'adresse suivante : www.cecc.gov/pages/roundtables/061002/kamberiStatement.php. Voir aussi Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 340.

²⁰⁹ Comme le mentionne Erkin Dolat, dirigeant du Centre d'information du Turkestan oriental, les organisations ouïgoures doivent dénoncer les volontés du gouvernement chinois visant à : « Convaincre la communauté internationale que le peuple ouïgour qui demande la liberté et l'indépendance de la Chine n'a pas de cause légitime puisque le "Xinjiang" [mis entre guillemets par l'auteur], est une "partie inséparable de la Chine depuis les temps anciens" [*ibid*]. Ceci est une stratégie visant à isoler les Ouïgours dans le monde ainsi qu'à justifier toutes les mesures répressives employées contre les soi-disant trois démons, "séparatisme, extrémisme et terrorisme" [*ibid*] ». Voir Erkin Dolat, *art. cit.*

oriental - Ouïgouristan²¹⁰, l'Association américaine des Ouïgours - UAA²¹¹, le Centre d'information du Turkestan oriental - ETIC, le Congrès mondial de la jeunesse du Turkestan oriental²¹² et le Gouvernement en exil du Turkestan oriental, représentent l'ensemble des organisations qui font le plus visiblement état des volontés nationalistes ouïgoures du Xinjiang et de l'extérieur.

Grâce à ce lobbying mené sur la scène internationale par diverses organisations ouïgoures, une femme d'affaires aujourd'hui célèbre, Rebiya Kadeer, a été libérée suite à six années d'emprisonnement après avoir été accusée « de vouloir compromettre la sécurité nationale de la Chine en transmettant des informations secrètes à des étrangers », alors qu'elle devait en fait aller rencontrer une délégation de membres du Congrès américain aux États-Unis. Les organisations internationales de défense des droits humains Human Rights Watch et Amnesty International ainsi que des gouvernements étrangers (principalement les États-Unis et l'Allemagne) ont ouvertement manifesté leur désaccord face aux positions de Beijing, une pression extérieure qui n'a pas été sans effet : Rebiya Kadeer a pu être relâchée pour des raisons médicales, deux années avant la fin de sa sentence. Cette mère de famille incarne aujourd'hui un symbole national pour l'ensemble de la communauté ouïgoure. Elle donne aussi aux centaines de prisonniers politiques, parfois condamnés à mort ou à de lourdes sentences, l'espoir que leurs causes puissent aussi un jour être entendues et défendues²¹³.

²¹⁰ East Turkestan (Uyghuristan) National Congress.

²¹¹ Uyghur American Association.

²¹² Eastern Turkestan World Youth Congress.

²¹³ Le 13 septembre 2004, Reuters annonce que cinquante prisonniers politiques ouïgours ont été tués depuis le début de l'année 2004 : John Ruwitch, « China Convicts 50 to Death in Xinjiang », *Reuters*, 13 septembre 2004, consulté en ligne à partir d'une liste de serveur Internet ouïgour : « Yolvas Tiger » : yolvas@hotmail.com. Rebiya Kadeer a gagné de nombreux prix, incluant en 2004 celui de la Fondation Rafto pour les droits humains (Rafto Foundation Human Rights), et elle a été mise en nomination pour le prix Nobel de la paix de 2005. Voir Alim Seytoff, « Uighur's Release Is a Victory Over Tyranny », *The Wall Street Journal*, 24 mars 2005.

La prolifération de sites Internet créés par les organisations ouïgoures en exil est à ce point importante depuis une quinzaine d'années, que Dru Gladney préfère qualifier le mouvement de la diaspora ouïgoure de « cyber-séparatisme »²¹⁴. Ces sites ne s'adressent pas spécifiquement aux Ouïgours du Xinjiang – l'accès aux médias électroniques y est très limité –, et ne sont écrits ni en ouïgour, ni en chinois, mais plutôt, dans la majorité des cas, en anglais²¹⁵. Les communications électroniques représentent un moyen stratégique pour défendre la survie de l'identité de la communauté turcophone musulmane, notamment par la publication de textes historiques concernant la région du Xinjiang et par la mise en valeur de la culture ouïgoure (notamment en rendant disponibles pour le téléchargement des pièces de musique traditionnelle, des images anciennes et des photos plus récentes de produits artisanaux, en plus de dictionnaires pour faciliter l'apprentissage de la langue ouïgoure). Ceci comprend une revue d'actualité qui commente la situation prévalant dans la Région autonome, en plus de liens électroniques pour accéder aux sites des autres organisations ouïgoures branchées sur la Toile²¹⁶. Par l'établissement d'un réseau de communications électroniques et la multiplication récente des échanges avec le monde extérieur, les Ouïgours en exil se sont adaptés au langage politique de la communauté internationale, et les sites consultés présentent fréquemment des références à des concepts très prisés par les

²¹⁴ Dru C. Gladney, « Cyber-Separatism and Uyghur Ethnic Nationalism in China », *Center for Strategic and International Studies*, juin 2003, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.csis.org/china/030605gladney.pdf.

²¹⁵ Human Rights Watch (2005), *art. cit.*. Voir aussi le texte de Rémi Castets à propos du *djidadisme*, Rémi Castets (2004), *art. cit.*

²¹⁶ Les communications électroniques ont permis à la communauté ouïgoure en exil d'ouvrir un débat réel concernant l'avenir politique des territoires du Xinjiang. En effet, comme l'avance Dru Gladney, ces débats d'idées, même à l'extérieur du Xinjiang, étaient auparavant fermés et secrets, parce que les membres de la diaspora nourrissaient la peur de voir la sécurité de leurs proches ou de leurs compatriotes de la région du Xinjiang menacée par la police de l'Armée populaire de libération, si le gouvernement chinois venait à connaître la teneur de certains propos échangés. Lors d'une discussion avec une acrobate ouïgoure à Toronto en février 2004, qui venait de demander l'asile politique au Canada, elle m'a affirmé que dans sa propre maison au Xinjiang, les discussions devaient être censurées pour ne pas risquer des peines d'emprisonnement ou d'autres types de condamnations pour des crimes commis « contre l'État ». Cette jeune acrobate m'a par ailleurs mentionné que son fils et son mari étaient victimes d'une surveillance très sévère depuis son départ.

Occidentaux, tels « défense des droits humains », « autodétermination », « opposition au terrorisme », « démocratie », etc²¹⁷.

Peu à peu émerge un mouvement concerté et plus cohérent au sein des groupes nationalistes ouïgours de la diaspora, qui ont épousé le modèle civique de la nation, c'est-à-dire pour un modèle de nation basé sur l'inclusion de tous ses habitants sans discrimination selon des critères religieux ou culturels. Mais en même temps, ce nationalisme peut parfois aussi adopter des connotations ethniques, en ce sens que devant la peur constante de voir un jour disparaître l'identité ouïgoure, les souvenirs des périodes historiques sont valorisés au point d'atteindre le statut de figures mythiques et sacrées. Les nationalistes ouïgours semblent vouloir figer leur identité actuelle à celle qui s'articulait dans ce passé. Il n'est pas exclu que cette formulation à caractère ethnique puisse prendre un sens d'exclusion et de discrimination.

Les mouvements nationalistes ouïgours qui réclament la formation d'un Turkestan oriental indépendant sont perçus comme une menace pour les autorités chinoises dans la mesure où la formation d'un nouvel État peut remettre en question l'intégrité territoriale de la nation chinoise et risque d'avoir un effet boule de neige sur les 55 autres minorités qui peuplent le pays. Mais les organisations nationalistes ouïgoures du Xinjiang ont peu de membres, elles sont sous-équipées, ont développé peu de liens inter-organisationnels et intra-organisationnels et sont, par-dessus tout, étroitement surveillées par les forces de sécurité de l'Armée populaire de libération²¹⁸. Même si les organisations ouïgoures du Xinjiang et de la diaspora voudraient s'unir afin d'associer leurs forces et mener un combat

²¹⁷ En juin 2003, le Congrès national du Turkestan oriental – Ouïgouristan, qui regroupe 18 organisations ouïgoures, a rejeté officiellement tout recours à la violence, et a affirmé une adhésion inconditionnelle à la « Déclaration universelle pour le respect des droits humains » ainsi qu'aux principes du pluralisme démocratique. Le Congrès a aussi déclaré rejeter toutes formes de totalitarisme et d'intolérance religieuse et s'oppose au recours à des actions terroristes comme instrument politique. Voir Beck Wickstrom, « Uyghur People Struggle in China », *NewsNet*, 11 juin 2003, consulté en ligne en juin 2005 à l'adresse suivante : coranet.radicalparty.org/pressreview/print_right.php?func=detail&par=7263. Sur le même sujet, voir aussi Dru C. Gladney (2003), « Cyber-Separatism and Uyghur Ethnic Nationalism in China », *art. cit.*

²¹⁸ Dru C. Gladney (2000), « Xinjiang : China future West Bank ? », *art. cit.* : 269.

collectif, les restrictions imposées par le gouvernement central à Beijing sur la liberté d'association, de regroupement ou de formation d'organisations indépendantes, en plus du contrôle effectué sur les publications et la circulation de documents politiques ou culturels, rendent pratiquement impossible cette volonté. Comme le mentionne Human Rights Watch, aucun groupe d'opposition indépendant n'a, de toute façon, le droit d'exister en Chine²¹⁹.

4.2.3 Les autonomistes

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, l'autonomie de la région du Xinjiang est une forme de rhétorique politique puisque les Ouïgours n'ont que très peu de voix dans les affaires quotidiennes de la région, et encore moins lorsqu'il s'agit de déterminer les destinées politiques à long terme du territoire²²⁰. Pour une autre partie de la population ouïgoure des territoires du Xinjiang et de la diaspora, les principales volontés politiques ont trait à la préservation de l'identité culturelle de la nation ouïgoure dans toute sa spécificité actuelle. Ce sentiment a été intégré à la conscience de la minorité turcophone musulmane à travers une histoire de révoltes et de dissociations face à la domination Han, où le souvenir d'un « passé glorieux », tout à fait imaginé ou construit par les intellectuels nationalistes, a alimenté le sentiment d'appartenance à un même peuple, avec une histoire et des origines communes. Pour donner forme à ces volontés, la principale demande adressée aux autorités chinoises est l'octroi d'une réelle autonomie politique²²¹. Le Xinjiang serait ainsi un territoire où les

²¹⁹ Human Rights Watch (2005), *art cit.*

²²⁰ Une situation que nous pouvons par ailleurs associer au cas de la Tchétchénie en Russie. Selon Mike Bowker, le droit à l'autonomie politique accordé seulement sur papier à la Tchétchénie par la Russie, constitue en fait le principal problème pour un règlement des conflits, voir Mike Bowker, « Russia and Chechnya : the Issue of Secession », *Nations and Nationalism*, vol. 10, no 4, 2004 : 461-478. En ce qui concerne l'autonomie politique du Xinjiang, voir Matthew D. Moneyhon, « Taming China's "Wild West" : Ethnic Conflict in Xinjiang », *Peace Studies Journal.org*, « s.d. », consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.peacestudiesjournal.org.uk/docs/TamingChina'sWildWest.PDF.

²²¹ Par ailleurs, selon les positions des différentes organisations ouïgoures qui sont accessibles sur la Toile, les manifestations qui ont eu cours au Xinjiang depuis le début des années 90 s'opposaient dans leur ensemble aux mesures répressives adoptées par le gouvernement chinois. Voir Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 346.

caractéristiques nationales des peuples qui y habitent sont préservées et respectées, peu importe les différences ethniques et culturelles²²². Cette forme d'autonomie demandée ne constitue finalement rien de moins – ou de plus – que ce qui est déjà inscrit dans la constitution chinoise et dans la Loi sur l'autonomie régionale et nationale, qui accordent déjà un degré substantiel d'autonomie au Xinjiang²²³.

L'islam représente pour cette partie de la communauté ouïgoure une composante essentielle de son identité et constitue une force valable pour « corriger » ou « réformer » la société ouïgoure. Comme nous l'avons précisé avec les *meshrep* - encore interdits aujourd'hui -, la population ouïgoure tente de pallier à l'absence de mesures prises par le gouvernement chinois pour faire face aux nouveaux problèmes engendrés par la récente modernisation du Xinjiang (les problèmes de drogues, l'alcoolisme, la violence domestique, et surtout le SIDA), avec ces différentes rencontres culturelles et sociales encouragées par la pratique de l'islam²²⁴.

L'identité fluide et imprécise de la minorité turcophone musulmane pourrait expliquer pourquoi le mouvement ouïgour est aussi diversifié, tant dans ses formes d'organisation que ses revendications politiques. Comme nous l'avons vu, les formes stratégiques adoptées par les Ouïgours pour articuler les demandes d'autonomie politique ou d'indépendance varient

²²² Pour quelques autonomistes, un des principaux objectifs est de mettre fin à la migration Han, de demander le départ de tous les Chinois sous qualifiés pour ne garder que ceux qui possèdent des connaissances utiles au développement du Xinjiang. Ces derniers seraient dirigés par des autochtones de la Région.

²²³ De plus, la Chine a ratifié en février 2001 le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, dont l'article 1 stipule que : « Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel ». Voir « Chine : ratification de la "Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels" », *Le Quotidien du Peuple*, 28 février 2001, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : french.people.com.cn/french/200102/28/fra20010228_45697.html ; « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », *Haut-Commissariat aux droits de l'homme*, 1966, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/a_cescr_fr.htm. Voir aussi Barry Sautman, *op. cit.* : 88.

²²⁴ Graham E. Fuller et Jonathan N. Lipman, *op. cit.* : 346 et Human Rights Watch (2005), *art. cit.*

ostensiblement d'une organisation à l'autre, qu'elles soient situées au Xinjiang, ou ailleurs selon les lieux de résidence de la diaspora. Elles peuvent faire appel à des moyens très pacifiques comme la publication de littérature engagée, des manifestations non violentes, la mise sur pied d'organisations politiques qui défendent sur la scène internationale le respect des droits humains ou, au contraire, aller jusqu'à des actions violentes qui peuvent se traduire par des assassinats, des enlèvements, ou des attentats à la bombe, tant au Xinjiang qu'en Asie centrale. Outre les moyens, les revendications diffèrent aussi beaucoup : certains groupes réclament l'indépendance totale d'un grand Turkestan oriental, alors que d'autres, la majorité, revendiquent plutôt du gouvernement central chinois une réelle autonomie politique de la région « autonome » du Xinjiang. Sans leadership et organisation centrale pour faire connaître ses positions politiques et sans moyens effectifs pour les défendre, certains des membres des populations ouïgoures locales ont eu recours à des révoltes spontanées et sporadiques dans les années 90, pour la défense et la survie de leur identité culturelle, et de leurs droits et libertés.

Conclusion

Pour Gaye Christoffersen, les Ouïgours ont peu ou pas d'identité nationale et leurs aspirations politiques dépendent ainsi de la volonté des forces extérieures qui veulent les définir²²⁵. Dans cet ordre d'idées, tous ces jeux de pouvoirs entre les acteurs internes et externes qui ont voulu s'approprier les territoires du Xinjiang au cours de l'histoire ont fini par intensifier l'attachement des Ouïgours aux oasis d'où ils sont originaires, tout en renforçant leur capacité à s'incorporer aisément à des mouvements transnationaux de caractères ethniques ou religieux, mais aussi aux valeurs occidentales faisant la promotion des droits civiques et des libertés universelles.

La dimension internationale ainsi associée à leur identité ne doit toutefois pas être comprise comme étant le résultat essentiel du déterminisme des influences étrangères, comme veulent le croire le gouvernement central à Beijing et quelques auteurs. Ce sont les sentiments de discrimination et d'oppression politiques, économiques et culturels vécus quotidiennement par les populations ouïgoures qui les ont poussés à la révolte et conduits à recourir à la violence pour mieux se faire entendre. Il apparaît plus pertinent de parler d'une réponse réactive à la domination Han que de parler d'une articulation clairement définie d'une conscience nationale homogène par l'intermédiaire d'organisations nationalistes ouïgoures²²⁶.

La formation de l'émirat musulman indépendant de Kashgar en 1866 et des deux républiques du Turkestan oriental au début du XX^e siècle, ainsi que les différents incidents violents qui ont eu lieu dans les années 90, ne doivent pas être compris comme étant le résultat d'un

²²⁵ Voir Gaye Christoffersen, *art. cit.*

²²⁶ En fait, pour reprendre les termes de Dru Gladney, les actions des années 90 étaient plutôt des actes criminels, probablement perpétrés dans la majeure partie des cas, par de jeunes hommes ouïgours « sans espoirs, désespérés et frustrés ». Citation prise dans : « Muslims Fear Backlash in China's Northwest », *Japan Today*, 4 octobre 2001, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.japantoday.com/gidx/news99470.html. Voir aussi Gardner Bovingdon, « The Not-So-Silent Majority : Uyghur Resistance to Han Rule », *Modern China*, vol. 28, no 1, 2002 : 46.

projet politique précis, défendu par la majorité de la communauté ouïgoure au Xinjiang et à l'étranger²²⁷. Les activités organisées par les militants nationalistes reçoivent des appuis des communautés ouïgoures locales qui sont par-dessus tout ambivalents et ambigus, une situation découlant prioritairement des disparités socioéconomiques régionales. De plus, comme le rappelle Dru Gladney, la mémoire des grandes privations et pertes matérielles de la première moitié du XX^e siècle lors de la période des seigneurs de la guerre et de la Chine républicaine - sans compter les horreurs vécues pendant la période de la Révolution culturelle -, limitent beaucoup la croyance en un avenir meilleur si les territoires du Xinjiang se séparaient de la Chine²²⁸.

De la même manière que pour l'ensemble des population de la Chine et plus spécifiquement des territoires du Xinjiang, les Ouïgours sont satisfaits du processus de modernisation mis en branle tardivement dans la région autonome. Les principales préoccupations des organisations politiques ouïgoures consistent à s'assurer que leur peuple obtienne le respect intégral de ses droits et libertés, la libération de centaines de détenus politiques emprisonnés arbitrairement, et l'obtention du droit à des opportunités équivalentes à celles de la majorité chinoise Han pour son développement socioéconomique. Dans ces circonstances, les Ouïgours doivent parvenir à convaincre Beijing qu'une plus grande autonomie politique et culturelle pourrait renforcer les liens entre le Xinjiang et la grande Chine et créer par le fait même, un climat de confiance réciproque favorable au développement politique, économique et social de la Région autonome. Matthew Moneyhon croit que l'accession au pouvoir central des dirigeants chinois de la « quatrième génération » représente un espoir tangible pour l'ouverture de nouvelles discussions avec des représentants de la communauté ouïgoure²²⁹.

²²⁷ Gardner Bovingdon, *op. cit.*

²²⁸ Dru C. Gladney (2000), « Prospects for the Uighur People in the Chinese Nation-State – Religious Freedom, National Identity and Cultural Survival », *art. cit.*

²²⁹ Voir, Matthew Moneyhon, *art. cit.*

Toutefois, malgré la lutte menée par les organisations ouïgoures de la diaspora et la tenue de campagnes internationales pour la défense des droits humains au Xinjiang, la conjoncture prévalant dans la Région autonome ne semble pas vouloir changer. Les autorités chinoises ont déjà démontré avec les Tibétains, à quel point elles ne se soucient guère des consternations humanitaires de l'opinion publique et des pressions extérieures. La lutte antiterroriste a de plus permis au gouvernement chinois de se faire avaliser sur la scène internationale en « confondant sans scrupules, simples revendications ethniques et islamiques avec islamisme radical ou séparatisme violent »²³⁰. Selon Amnesty International, des dizaines de milliers de personnes auraient été arrêtées au Xinjiang depuis septembre 2001, alors que le chef du gouvernement de la Région autonome avait pourtant affirmé en avril 2004 « qu'aucune explosion ni aucun assassinat n'a eu lieu ces dernières années ».²³¹ Paradoxalement, comme l'affirment des experts de la question ouïgoure, tant que la répression et la discrimination exercées par les autorités chinoises à l'encontre des Ouïgours vont perdurer, elles risquent d'amplifier le mécontentement de la communauté turcophone musulmane, et les réactions pourraient s'accroître radicalement, à l'image des actions perpétrées par des militants de la Palestine, de la Tchétchénie ou du Cachemire.

²³⁰ Voir, Frédéric Bobin, « La Chine intensifie la répression dans l'Ouest musulman », *Le Monde*, 8 août 2004.

²³¹ Voir, « Rapatriés contre leur gré, des exilés ouïghours risquent la torture et l'exécution, pratiquées au nom de la lutte contre le "terrorisme" », *Amnesty International*, 7 juillet 2004.

Bibliographie

Ouvrages, périodiques scientifiques et sites électroniques spécialisés

Abou Zahab, Myriam et Olivier Roy, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*, Hachette littérature, 2004.

Allès, Élisabeth, *Musulmans de Chine. Une anthropologie des Hui du Henan*, Paris : École des Hautes Études de Sciences Sociales, 2000.

Anderson, Benedict, « Western Nationalism and Easter Nationalism », *New Left Review* 9, mai - juin 2001 : 4-6.

Anderson, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris : La Découverte, 1996.

Anderson, Benedict, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 2^e éd., New York : Verso, 1991.

Aubin, Françoise, « L'arrière-plan historique du nationalisme ouïgour », dans Aubin, Françoise et Frédérique-Jeanne Besson (dir.), « Les Ouïgours au vingtième siècle », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* - CEMOTI, no 25, janvier-juin 1998 : 15-46.

Becquelin, Nicolas, « Criminalizing Ethnicity : Political Repression in Xinjiang », *China Rights Forum*, no 1, avril 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.hrichina.org/fs/view/downloadables/pdf/downloadable-resources/b1_Criminalizing1.2004.pdf.

Becquelin, Nicolas, « Xinjiang in the Nineties », *The China Journal*, 44, 2000 : 65-90.

Benson, Linda et Ingvar Svanberg, « The Kazakhs of Northwestern China : The Physical and Cultural Setting », chapitre I dans *China's Last Nomads. The History and Culture of China's Kazakhs*, New York : M.E. Sharpe Inc., 1998 : 11-29.

Besson, Frédérique-Jeanne, « Introduction », dans Aubin, Françoise et Frédérique-Jeanne Besson (dir.), « Numéro spécial : Ouïgours, peuple d'Asie Centrale », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* - CEMOTI, no 25, janvier 1998 : 7-12.

- Bovingdon, Gardner, « Autonomy in Xinjiang : Han Nationalist Imperatives and Uyghur Discontent », *Policy Studies 11*, East-West Center Washington, 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.eastwestcenterwashington.org/Publications/bovingdon.pdf.
- Bovingdon, Gardner, « The Not-So-Silent Majority : Uyghur Resistance to Han Rule », *Modern China*, vol. 28, no 1, 2002 : 39-78.
- Bowker, Mike, « Russia and Chechenya : the Issue of Secession », *Nations and Nationalism*, vol. 10, no 4, 2004 : 461-478.
- Breton, Roland J.-L., *L'ethnopolitique*, Paris : Presses Universitaires de France, 1995. Collection Que sais-je ?
- Castets, Rémi, « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïgours du Xinjiang », *Les Études du CERI*, no 110, octobre 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.ceri-sciences-po.org/publica/etude/etude110.pdf.
- Charon, Paul, « La Chine et le séparatisme ouïgour », *DEA Science politique*, Université Panthéon-Assas Paris II, « s.d. », consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
<http://sources.asie.free.fr/espace/analytiq/charon/Chine-Ouighour-Charon.html>.
- Christoffersen, Gaye « Constituting the Uyghur in U.S.-China Relations : The Geopolitics of Identity Formation in the War on Terrorism », *Center for Contemporary Conflict, Strategy Insight*, 2 septembre 2002, consulté en ligne en mai 2003 (n'est plus disponible actuellement) à l'adresse suivante :
www.ccc.navy.mil/rsepResources/si/sept02/astAsie.asp.
- Clark, William, et Ablet Kamalov, « Uighur Migration Across Central Asian Frontiers », *Central Asian Survey*, vol. 23, no 2, juin 2004 : 167-183.
- Craig Harris, Lilian, « Xinjiang, Central Asia and the Implications for China's Policy in the Islamic World », *The China Quarterly*, no 133, mars 1993 : 111-129.
- Dillon, Michael, *Xinjiang-China's Muslim Far Northwest*, London et New York : Routledge Curzon, 2004.

- Dillon, Michael, *Religious Minorities and China*, UK : Minority Rights Group International, 2001.
- Dillon, Michael, « Uyghur Language and Culture under Threat », *The Central Asia-Caucasus analyst*, 8 août 2002, consulté en janvier 2006 sur le site du Transnational Radical Party à l'adresse suivante :
http://coranet.radicalparty.org/pressreview/print_right.php?func=detail&par=2862.
- Dwyer, Arienne M., « The Xinjiang Conflict : Uyghur Identity, Language Policy, and Political Discourse », *Policy Studies 15*, Washington, DC : East-West Center, 2005, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.eastwestcenterwashington.org/Publications/psseriespdf15.htm.
- Forbes, Andrew, *Warlords and Muslims in Chinese Central Asia*, Cambridge et New York : Cambridge University Press, 1986.
- Fuller, Graham E., et Frederick Starr, « The Xinjiang Problem », *Central Asia-Caucasus Institute*, octobre 2005, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.silkroadstudies.org/docs/publications/OLD/xinjiang_final.pdf.
- Fuller, Graham E. et Jonathan Lipman, « Islam in Xinjiang », dans Frederik Starr (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, New York : Central Asian Caucasus Institute, 2004.
- Geertz, Clifford, « Primordial ties », dans Hutchinson, Jon et Anthony D. Smith (dir.), *Ethnicity*, Oxford : Oxford University Press, 1996.
- Gellner, Ernest, *Nations et nationalisme*, Paris : Payot, 1989.
- Gellner, Ernest, *Culture, Identity and Politics*, New York : Cambridge University Press, 1987.
- Gellner, Ernest, *Nations and Nationalism*, Oxford : Blackwell, 1983.
- Gladney, Dru C., « The Chinese Program of Development and Control, 1978-2001 », dans Starr, Frederik (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004 : 101-119.

Gladney, Dru C., « Cyber-Separatism and Uyghur Ethnic Nationalism in China », *Center for Strategic and International Studies*, juin 2003, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.csis.org/china/030605gladney.pdf.

Gladney, Dru C., « China's Uyghur Dilemma », *Project Syndicate*, janvier 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.project-syndicate.cz/series/series_text.php4?id=770.

Gladney, Dru C., « Xinjiang : China's West Bank ? », *Current History*, septembre 2000, vol. 106, no 656 : 267-271.

Gladney, Dru C., « The Uyghur of China », dans Leslie Sponsel (dir.), *Endangered Peoples of Southeast and East Asia : Struggles to Survive and Thrive*, Westport, Conn., et London : The Greenwood Press, 2000 : 233-250.

Gladney, Dru C., « Prospects For the Uighur People in the Chinese Nation-State – Religious Freedom, National Identity and Cultural Survival », *United States Commission on International Religious Freedom*, 16 mars 2000, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.uscirf.gov/events/hearings/2000/march/panel4/03162000_gladney_test.html.

Gladney, Dru C., « Clashed Civilizations ? Muslim and Chinese Identities in the PRC », dans Gladney, Dru C. (dir.), *Making Majorities. Constituting the Nation in Japan, Korea, China, Malaysia, Fiji, Turkey, and the United States*, Stanford, California : Stanford University Press, 1998 : 107-131.

Gladney, Dru C., « Constructing a Contemporary Uighur National Identity : Transnationalism, Islamization, and State Representation », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* – CEMOTI, no 13, janvier-juin 1992, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.ceri-sciencespo.com/publica/cemoti/textes13/gladney.pdf.

Gladney, Dru C., « The Ethnogenesis of the Uighur », *Central Asian Studies*, vol. 9, no 1, 1990 : 1-18.

Eshanova, Zamira, « China : Uighur Group Added to U.S. List of Terrorist Organizations », *Eurasianet.org*, Eurasia Insight, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.eurasianet.org/departments/insight/articles/eav090102_pr.shtml.

Heberer, Thomas, *China and its National Minorities : Autonomy or Assimilation ?*, London : M.E. Sharpe Inc., 1989.

Huntington, Samuel, « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, vol. 72, no 3, été 1993 : 22-40.

Ivekovic, Yvan, « Possible Outcomes of the Reshuffling of the United States' Defense Strategy », *International Problems*, no 4, 2001, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.diplomacy.bg.ac.yu/mpro_sa01_4.htm.

Jaffrelot, Christophe, « Les modèles explicatifs des nations et du nationalisme, revue critique », dans Delannoi, Gil et Pierre-André Taguieff (dir.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris : Kimé, 1991 : 139-177.

Jan, Michel, « L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois : vulnérabilité et sécurité », dans Aubin, Françoise et Frédérique-Jeanne Besson (dir.), « Les Ouïgours au vingtième siècle », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien - CEMOTI*, no 25, janvier-juin 1998 : 65-82.

Jianmin, Wang, « Ethnonyms And Nationalism in Xinjiang », dans Wei, CX. George et Xiaoyuan Liu (dir.), *Exploring Nationalism of China. Themes and Conflicts*, London : Greenwood Press, 2002 : 173-186.

Juergensmeyer, Mark, *Au nom de Dieu, ils tuent ! Chrétiens, juifs ou musulmans, ils revendiquent la violence*, Paris : Éditions Autrement, 2003.

Kellas, James G., *The Politics of Nationalism and Ethnicity*, 2^e éd., New York : St-Martin's Press, 1998.

Keyes, Charles (dir.), *Ethnic Change*, Seattle : University of Washington Press, 1981.

Kumul, Artoush, « Témoignage - Le "séparatisme" ouïgour au XX^e siècle : Histoire et actualité », *Cahiers d'études sur la méditerranée orientale et le monde turco-iranien - CEMOTI*, no 25, janvier 1998 : 83-91.

Kurlantzick, Joshua, « Repression and Revolution in China's Wild West », *Current History*, septembre 2004 : 262-267.

Lattimore, Owen, *Inner Asian Frontiers of China*, 2^e éd., New York : Capitol Publication et American Geographical Society, 1951.

- Little, David, « Belief, Ethnicity, and Nationalism », *United States Institute of Peace*, 1995, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.usip.org/religionpeace/rehr/belethnat.html.
- Mackerras, Colin, *China's Ethnic Minorities and Globalisation*, London et New York : Routledge Curzon, 2003.
- Mackerras, Colin, « Ethnicity in China : The Case of Xinjiang », *Harvard Asia Quarterly*, 30 septembre 2002, consulté en ligne en décembre 2005 à l'adresse suivante : www.fas.harvard.edu/~asiactr/haq/200401/0401a001.html.
- Mackerras, Colin, *China's Minorities : Integration and Modernization in the Twentieth Century*, Hong Kong et New York : Oxford University Press, 1994.
- McNeal, Dewardric L., « China's Relations with Central Asian States and Problems with Terrorism », *CRS Report for Congress*, 17 décembre 2001.
- Millward, James A. et Nabijan Tursun, « Political History and Strategies of Control, 1884-1978 », dans Starr, Frederick (dir.), *Xinjiang. China's Muslim Borderland*, Armonk, New York; London, England : M. E. Sharpe, 2004 : 63-98.
- Moneyhon, Matthew D., « China's Great Western Development Project in Xinjiang : Economic Palliative, or Political Trojan Horse ? », *Denver Journal of International Law and Policy*, 22 juin 2003, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.law.du.edu/ilj/online_issues_folder/moneyhon.pdf.
- Moneyhon, Matthew D., « Taming China's "Wild West" : Ethnic Conflict in Xinjiang », *Peace Studies Journal.org*, « s.d. », consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.peacestudiesjournal.org.uk/docs/TamingChina'sWildWest.PDF.
- Poutignat, Philippe et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris : Presses Universitaires de France, 1995. Collection Que sais-je ?
- Rashid, Ahmed (Postface Olivier Roy), *Asie Centrale, champs de guerres. Cinq républiques face à l'islam radical*, France : Editions Autrement, 2003.
- Rashid, Ahmed, « The Taliban : Exporting Extremism », *Foreign Affairs*, novembre – décembre 1999.

- Roy, Olivier, *L'Asie centrale contemporaine*, 3^e éd., Paris : Presses Universitaires de France, 2005. Collection Que sais-je ?
- Roy, Olivier, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris : Editions du Seuil, 1997.
- Roy, Olivier, « Nations sans nationalisme (Pakistan, Afghanistan, Iran) », dans Bernbaum, P. (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris : Presses Universitaires de France, 1997 : 251-269.
- Rudelson, Justin Jon et William Jankowiak, « Acculturation and Resistance. Xinjiang Identities in Flux », dans Starr, Frederick (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004 : 299-319.
- Rudelson, Justin Jon, *Oasis Identities : Uyghur Nationalism Along China's Silk Road*, New York : Columbia University Press, 1997.
- De Saint-Exupéry, Patrick, « Ouïgours : Un combat perdu d'avance ? », *Politique internationale*, no 75, printemps 1997.
- Sautman, Barry, « Preferential Policies for Ethnic Minorities in China : The Case of Xinjiang », dans Safran, William (dir.), *Nationalism and Ethnoregional Identities in China*, London : Franz Caa, 1998 : 86-113.
- Smith, Anthony D., « Chosen Peoples : Why Ethnic Groups Survive », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 15, no 3, 1992 : 436-456.
- Smith, Anthony D., *National Identity*, London : Penguin Books, 1991.
- Smith, Anthony D., *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford : Blackwell, 1986.
- Smith, Anthony D., *Theories of nationalism*, New York : Holmes and Meier Publishers, 1983.
- Smith, Anthony D., *The Ethnic Revival*, Cambridge : Cambridge University Press, 1981.
- Smith, Bill, « Fear and Loathing Split Xinjiang's Would Be Las Vegas », *China Review*, no 21, printemps 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante : www.gbcc.org.uk/iss21_1.htm.

Sponsel, Leslie E. (dir.), *Endangered Peoples of South and East Asia. Struggle for Survival and Trive*, London : Greenwood Press, 2000.

Suiseheng, Zao, « Chinese Nationalism and Its International Orientations », *Political Science Quarterly*, vol. 115, no 1, printemps 2000, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.mtholyoke.edu/acad/intrel/zhao.htm.

Toops, Stanley W., « The Demography of Xinjiang », dans Starr, Frederick (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004 : 241-263.

Tyler, Christian, *Wild West China : The Timing of Xinjiang*, New Brunswick, New Jersey : Rutgers University Press, 2003.

Wiemer, Calla, « The Economy of Xinjiang », dans Frederick Starr (dir.), *Xinjiang : China's Muslim Borderland*, London et New York : M. E. Sharpe, 2004.

Articles de journaux et médias électroniques

« China : Urumqi Customs Takes Measures Against “Three Types of Forces” », *BBC Monitoring Service - United Kingdom*, 13 janvier 2002, consulté en ligne en janvier 2003 (n'est plus disponible actuellement) à l'adresse suivante :
www.uyghuramerican.org/mediareports/2002/News%20on%20Et.html.

Bhagat, Aditya, « China Tries to Quell the Xinjiang Uprising », *The Pioneer*, 27 février 1997.

Burke, Justin, « Kazakhstan's Uighur Separatists Are “ Trump Card ” Against Chinese Claims », *Kazakhstan Daily Digest*, le 3 décembre 2002, consulté en janvier 2006 sur le site *eurasia.net*, à l'adresse suivante :
www.eurasianet.org/resource/kazakhstan/hypermail/200212/0005.shtml.

DeYoung, Karen, « U.S. and China Ask U.N. to List Separatists as Terror Group », *Washington Post*, 11 septembre 2002, consulté en ligne en mai 2003 (n'est plus disponible actuellement) à l'adresse suivante :
www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A474-2002Sep11¬Found=true.

Faruqi, Ahmad, « The Forgotten Muslims of Xinjiang », *Muslim Uzbekistan*, 17 août 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.muslimuzbekistan.com/eng/ennews/2002/08/ennews17082002_0.html.

« Uighur Militants : Committee for Eastern Turkistan », *Federation of American Scientist : Intelligence Resource Program*, 5 décembre 1999, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
<http://fas.org/irp/world/para/uighur.htm>.

Fourniaut, Vincent, « Un conflit latent en Asie centrale. Pékin face au mouvement national ouïgour », *Le Monde diplomatique*, septembre 1997 :
<http://www.monde-diplomatique.fr/1997/09/FOURNIAU/9073>.

« Muslims Fear Backlash in China's Northwest », *Japan Today*, 4 octobre 2001, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.japantoday.com/gidx/news99470.html.

Marquand, Robert, « Pressure to Conform in West China », *The Christian Science Monitor*, 29 septembre 2003 :
www.csmonitor.com/2003/0929/p06s01-woap.html.

Pomfret, John, « Go West, Young Han », *The Washington Post*, 15 septembre 2000.

Ruwitch, John, « China Convicts 50 to Death in Xinjiang », *Reuters*, 13 septembre 2004, consulté en ligne à partir d'une liste de serveurs Internet ouïgours : « Yolvas Tiger » :
yolvas@hotmail.com.

Sala, Llaría Maria, « Pékin évoque aussi l'alibi terroriste. Assimilation forcée dans le Xinjiang chinois », *Le Monde diplomatique*, février 2002.

Seytoff, Alim, « Uighur's Release Is a Victory Over Tyranny », *The Wall Street Journal*, 24 mars 2005.

« Chinese Cleanup Target Uighurs », *Stratfor.com*, 16 mai 2001, consulté en ligne en mai 2003 à l'adresse suivante (n'est plus disponible actuellement) :
www.stratfor.com/asia/commentary/0105162140.html.

« The Quest for an Eighth Turkic Nation », *Taipei Times*, 12 octobre 1999, article publié par la Uyghur American Association le 17 août 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.uyghuramerican.org/layout/set/print/content/view/full/169.

« When Dragons Fight With Wolves », *Taipei Time*, 17 octobre 1999, mis en ligne par la Uyghur American Association le 17 août 2004, consulté en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.uyghuramerican.org/research_and_reports/other_sources/when_dragons_fight_with_wolves.

Wickstrom, Beck, « Uyghur People Struggle in China », *NewsNet*, 11 juin 2003, consulté en ligne en juin 2005 à l'adresse suivante :
coranet.radicalparty.org/pressreview/print_right.php?func=detail&par=7263.

Working, Russel, « Fighting For Independence in the Shadow of a Goliath », *The Japanese Times Online*, 6 novembre 2001, consulté en ligne en janvier 2003 à l'adresse suivante (n'est plus disponible actuellement) :
www.japantimes.co.jp/cgi-bin/getarticle.pl5?eo20011106al.html.

Gouvernement chinois

Bureau d'information du Conseil des Affaires d'État de Chine, « History and Development of Xinjiang », *Livre Blanc*, 26 mai 2003, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.china.org.cn/e-white/20030526/index.htm.

Mission permanente de la République populaire de Chine aux Nations Unies, « East Turkistan Terrorist Forces Cannot Get Away with Impunity », *Bureau d'information du Conseil des Affaires d'État de Chine*, 21 janvier 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
http://english.people.com.cn/200201/21/eng20020121_89078.shtml.

« Un article de l'Office d'information du CAE [Conseil des Affaires d'État] révèle la nature des forces terroristes du "Turkestan oriental" », *Agence de Presse Xinhua*, 21 janvier 2002, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.french.xinhuanet.com/htm/01211648231.htm.

« Chine : ratification de la "Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels" », *Le Quotidien du Peuple*, 28 février 2001, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
french.people.com.cn/french/200102/28/fra20010228_45697.html

Bureau d'information du Conseil des Affaires d'État de Chine, « National Minorities Policy and Its Practice in China, Part II. Adherence to Equality and Unity Among Ethnic Groups », *Livre blanc*, juin 2000, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.china.org.cn/e-white/4/4.2.htm.

« Les perspectives de développement du Corps de production et de construction du Xinjiang », *La 5^e session de la IX^e APN et la 5^e session du IX^e Comité national de la CCPPC*, « n.d. », consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante:
www.china.org.cn/french/28384.htm.

Nations unies

Rapport supplémentaire sur l'adoption de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité par la Chine, 10 janvier 2002, S/2001/1270/Add.1 :
www.un.org/Docs/sc/committees/1373/1270add1e.pdf.

« Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », *Haut-Commissariat aux droits de l'homme*, 1966, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/a_ceschr_fr.htm.

Organisations ouïgoures

Branstein, Jeremy, « Kazakhstan : Exiled Uighurs Step Up Fight Against Beijing », *Radio Free Europe and Radio Liberty Online*, 14 octobre 1997, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.rferl.org/nca/features/1997/10/F.RU.971014135113.html.

« Resolution of the East Turkestan National Congress », *East Turkestan Information Center*, 17 octobre 2001.

Kamberi, Dolkun, « Uyghurs and Uyghur Identity », *The Congressional-Executive Commission on China*, Washington D.C., 10 juin 2002, consulté en ligne en juin 2005 à l'adresse suivante :

www.cecc.gov/pages/roundtables/061002/kamberiStatement.php.

« China Imposes Chinese Language on Uyghur Schools », *Radio Free Asia*, 16 mars 2004, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :

www.rfa.org/English/news/social/2004/03/16/130822/

« Newly Founded World Uyghur Congress Calls for Peacefull Solution in East Turkestan », *UNPO* (Unrepresented Nations and People's Organization), 19 avril 2004, consulté en février 2006 à l'adresse suivante :

http://web.radicalparty.org/pressreview/print_right.php?func=detail&par=9722.

« World Uygur Youth Congress Refutes China's Claims Rebuttal », *Uyгур.org*, 18 novembre 2001 consulté en ligne en septembre 2005 à l'adresse suivante :

www.uygur.org/wunn21/2001_12_01.htm.

« Who Are The Uyghurs ? Today's Uyghurs and Uyghuristan », *Uyghur Canadian Association*, Toronto, s.d., consulté en ligne le 30 novembre 2005 à l'adresse suivante :

http://uygur.org/enorg/history/uygurlar_kim.htm.

« Major Events of the East Turkistan Republic », *Uighur Press on Eastern Turkestan*, consulté en ligne en mars 2006 à l'adresse suivante :

www.uygur.org/wunn05/11_12.htm.

Organisations pour la défense des droits humains

« Devastating Blows. Religious Repression of Uighurs in Xinjiang », *Human Rights Watch*, vol. 17, no 2, avril 2005, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :

www.hrw.org/reports/2005/china0405.

« Chine : En souvenir des victimes de la brutalité policière de Gulja, au Xinjiang, les 5 et 6 février 1997 », *Amnesty International*, ASA 173005/2005, 4 février 2005, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :

www.amnestyinternational.be/doc/article4913.html.

« Urgent Action on Fear of Imminent Execution of 50 People in Xinjiang », *Amnesty International*, ASA 17/046/2004, 15 septembre 2004.

- « Chine. Graves violations des droits humains dans la région autonome ouigoure du Xinjiang », *Amnesty International*, 1^{er} avril 1999, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
web.amnesty.org/library/Index/FRAASA170181999?open&of=FRA-392.
- « République populaire de Chine. Pas de justice pour les victimes de la répression de 1997 à Gulja (Yining) », *Amnesty International*, ASA 1730113/2003, 4 février 2003, consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
<http://web.amnesty.org/library/index/fraASA170112003?open&of=fra-chn>
- « People's Republic of China : Gross Violations of Human Rights in the Xinjiang Uighur Autonomous Region », Prisoner Profiles, *Amnesty International*, « n.d. », consulté en ligne en janvier 2006 à l'adresse suivante :
www.amnestyusa.org/racial_profiling/document.do?id=B30C9473E7D98741802569A500545BA3.